Library

St. Olaf College

Northfield, Minn.

LOGAN BOUND

VIES DES HOMMES ILLUSTRES

N° 5

LA VIE DE

HENRI IV

par

PIERRE DE LANUX

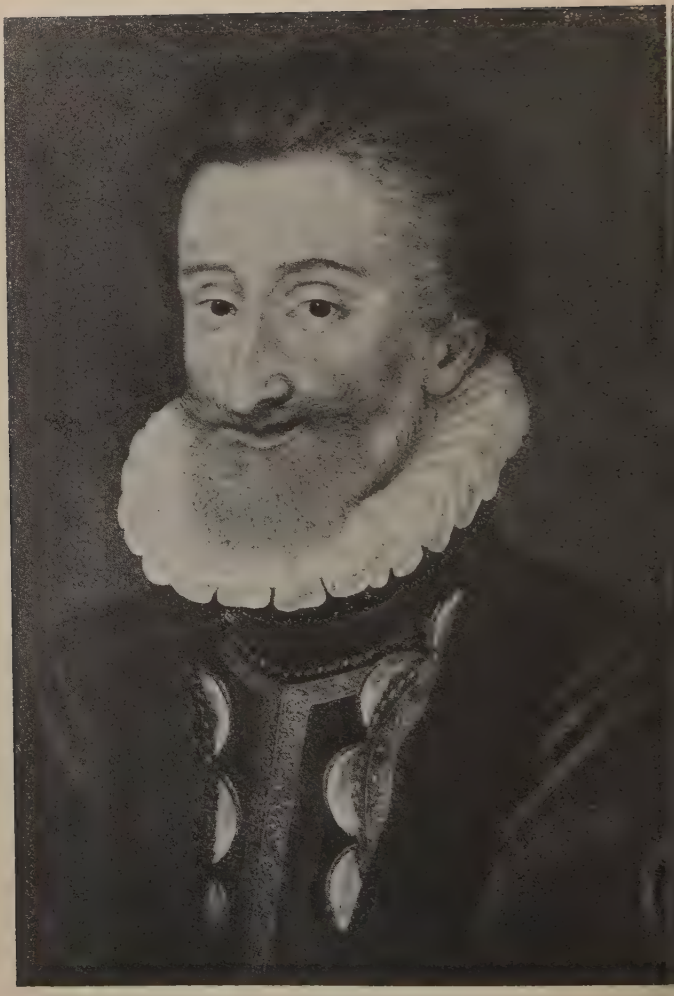
nrf

7e édition

LIBRAIRIE GALLIMARD

PARIS 3, rue de Grenelle 1927

LA VIE DE
HENRI IV



HENRI IV

d'après le tableau de DUMONSTIER.

VIES DES HOMMES ILLUSTRES

N° 5

LA VIE DE HENRI IV

par

PIERRE DE LANUX

nrf
7e édition

LIBRAIRIE GALLIMARD
PARIS 3, rue de Grenelle 1927

IL A ÉTÉ TIRÉ DE LA PRÉSENTE ÉDITION TROIS CENT
SOIXANTE-QUATRE EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL
DES PAPETERIES LAFUMA-NAVARRE, DONT QUATORZE
EXEMPLAIRES HORS COMMERCE MARQUÉS DE a A
ET TROIS CENT CINQUANTE EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS
DE 1 A 350, VINGT ET UN EXEMPLAIRES SUR JAPON
IMPÉRIAL DONT VINGT MARQUÉS DE A A T ET U
EXEMPLAIRE HORS COMMERCE MARQUÉ H. C. A

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION E
D'ADAPTATION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS, Y COMPRI
LA RUSSIE. COPYRIGHT BY LIBRAIRIE GALLIMARD, 192

A

ALBERT SARRAUT

FRANÇAIS DU SUD

52625

PREMIER LIVRE.

1572-1589

PORTRAIT ET AVENTURES DE HENRY, AU TEMPS QU'IL FUT ROI DE NAVARRE.

I. — *FIANÇAILLES*

Nous n'allons pas nous attarder aux enfances du roi Henry. L'Histoire, si généreuse ensuite sur son compte, est peu prodigue de détails sur le petit Comte de Viane, plus tard prince de Béarn, et sur ses années de première jeunesse.

Jeanne d'Albret, sa mère, se trouvait au camp, en Picardie, faisant la guerre à Charles-Quint aux côtés de son mari Antoine de Bourbon, lorsqu'elle connut qu'elle était enceinte. Le père de Jeanne, Henri d'Albret, roi de Navarre, veuf de la Marguerite des Princesses, rappela pour lors sa fille auprès de lui, au château de Pau. Elle fit le voyage en dix-neuf jours, arriva le 4 décembre 1553, et accoucha le 13, en chantant un chant béarnais, sur la prière du vieux d'Albret, « afin qu'elle ne lui fît pas un enfant pleureux et rechigné ».

C'était la vieille complainte de Notre-Dame-du-Bout-du-Pont :

Nousté Dame deü cap deü poun
Adjudat-me a d'aqueste ore...

On connaît assez l'histoire de la gousse d'ail et de la goutte de Jurançon, dont furent touchées

les lèvres du nouveau-né par le grand-père. Mais j'aime l'accent de celle-ci :

« Les Espagnols, raconte Péréfixe, avaient dit autrefois, par raillerie, sur la naissance de la mère de notre Henry : *Miracle, la vache a fait une brebis*, entendant par ce mot de vache la reine Marguerite sa mère ; car ils l'appelaient ainsi, et son mari, *le vacher*, faisant allusion aux armes de Béarn, qui sont deux vaches. Et le roi Henri, qui se tenait assuré de la future grandeur de son petit-fils, le prenant souvent entre ses bras, le baisant, et se souvenant de cette froide raillerie des Espagnols, disait tout ravi de joie, à ceux qui le venaient visiter pour se conjouir de cette heureuse naissance : « *Voyez, maintenant ma brebis a enfanté un lion.* »

Les premières années se passent au château de Coarasse, à cinq lieues de Pau, sous le gouvernement de la dame de Miossans, sa tante, avec une brève visite à Paris, après la mort du vieux Navarre. C'est là sans doute que, montré au roi Henri II qui lui demande : « Voulez-vous être mon fils ? » il répond en béarnais : « C'est celui-là qui est mon père », désignant Antoine de Bourbon. « Alors, voulez-vous être mon gendre ? » reprit le roi. « Oui bien », fit le petit. Ainsi fut ébauché le mariage qui devait en effet se conclure par la suite.

Nous avons un portrait de l'enfant, peint vers cette époque, où il montre une bonne figure, et le petit air le plus franc et décidé du monde.

A Coarasse, dans les rochers, Henri poussa

comme un chevreau des Pyrénées. Il allait nu-tête, nu-pieds, ne recevait guère d'hommages princiers ; on le nourrissait « de pain bis, de bœuf, de fromage et d'ail ».

Entre temps le roi de France mourut, et sous ses tristes fils, les trois fils mal élevés de Catherine de Médicis, commença le long règne de l'Italienne, ce règne qui faillit conduire la France au néant, et lui fit traverser les pires épreuves que ce royaume ait connues depuis le temps de Jeanne d'Arc jusqu'à nos jours.

* * *

Le médiocre Antoine de Bourbon, compromis par la Conjuration d'Amboise, fait du zèle au service de la cour, tandis que son frère Condé se trouve chef du parti protestant. Mais après la mort d'Antoine au siège de Rouen, sa veuve (reine de Navarre depuis 1555 par la mort du vieux Henri d'Albret, car la Navarre n'use point de la loi salique) se joint ouvertement à la religion réformée, qu'elle va chercher à propager de toutes ses forces.

Elle laisse pourtant son fils étudier à Paris, de l'âge de huit ans à l'âge de onze ans sous le bon homme La Gaucherie, et au collège de Navarre. Il y voisine avec le petit duc d'Anjou, plus tard Henri III, et avec le petit Henri de Guise : voilà déjà ces « trois Henri » que la politique Médicis sera s'entredéchirer, et qui tous trois mourront assassinés, à Blois, à Saint-Cloud et à Paris.

Puis a lieu le long Tour de France, accompli de

1564 à 1566, à la suite de Charles IX, et dont nous connaissons jour par jour l'itinéraire. Les yeux bien ouverts, Henry visite Dijon, Lyon, où le retrouve la reine Jeanne, Toulon où il fait une promenade en mer, Marseille, Narbonne, Toulouse, Montauban, Bordeaux, Bayonne, Hendaye où il croit bien, tout enfant qu'il est, surprendre entre les Espagnols et Madame Catherine un fort vilain projet, qu'elle exécutera d'ailleurs six ans plus tard ; puis Nérac où sa mère reçoit la cour de France ; Angoulême, Nantes et l'Auvergne.

Désormais, c'est Florent Chrétien son précepteur : solide lettré et huguenot convaincu. C'est donc de l'âge de douze ou treize ans que date véritablement l' « institution » de Henry dans la religion réformée. Notons ceci, qui aura son importance.

Les voyages suivants, c'est avec la reine Jeanne qu'il les effectue, en Picardie, en Anjou, en Poitou, en Béarn. Enfin il assiste de près à la guerre civile, qui s'est rallumée. En septembre 1568, M. de Montluc tenant le pays, la reine de Navarre nargue le vieux capitaine en se jetant avec son fils dans la Rochelle, citadelle protestante, où elle rejoint Louis de Condé, chef du parti, et l'amiral de Coligny.

Peu après, bataille de Jarnac : Condé est tué, et Jeanne fait reconnaître son fils par les troupes. Il escarmouche pour la première fois à la journée de La Roche-Abeille, où l'Amiral est vainqueur.

Le prince et son cousin le jeune Condé, « les pages de l'Amiral » (dit-on par dérision à la cour)

ssistent à la bataille de Moncontour ; mais on eur interdit de charger, et les quatre mille che- aux qui les protègent ne donnant pas au moment tile, les Réformés sont battus. Henry, qui voit lair, est furieux de cette inaction ridicule. Les istoriens ont voulu trouver dans ses remarques e ce jour-là un génie militaire précoce : c'était u simple bon sens.

Du moins va-t-il, désormais, fourrer la main à pâte. Au conseil qui suit la défaite, il appuie oligny qui refuse d'abandonner la lutte au moment plus défavorable pour le parti. Les mois qui uivent, il les emploie à une tâche rude, et qu'il rend au sérieux ; le ralliement des forces disper- es ou découragées de la religion. Peu de chefs t connu aussi souvent que Henry des situations mplètement désespérées en apparence. Il fut rmé de bonne heure aux décisions que l'on prend le dos à l'abîme ». La veille d'Arques s'explique ieux par le lendemain de Moncontour.

Et les affaires du parti se relèvent. Les jeunes inces, ayant regroupé la noblesse du Midi, offrent paix à la cour qui la refuse ; ils hivernent alors Languedoc : au printemps, leur armée est réduite 5.000 hommes de pied et 1.200 chevaux. Mais nry guerroie devant Toulon, mène le siège de nel, prend Nîmes où il tombe fort malade, se ablit, et enfin, remontant par le Vivarais et Forez, amène une grosse troupe de reîtres à l'amiral qu'il joint dans le Velay.

insi la guerre se trouve ramenée au pays de re, et recommence d'inquiéter Paris et la cour,

surtout après l'affaire d'Arnay-le-Duc (27 juin 1570) où Henry commande pour l'Amiral malade, porté en litière. Entre temps la Noue se cramponne en Poitou ; il a laissé un bras devant Fontenay, mais le moral du fameux capitaine et de ses troupes est plus ferme que jamais. L'espoir détruit à Moncontour, renaît chez tous ces gens qui tiennent plus fort que l'adversaire parce qu'ils savent mieux ce qu'ils veulent : dans les deux plateaux de la balance, en effet, l'on trouve ambitions, intérêts, dévouements, haines, devoirs à peu près semblables ; mais chez quelques chefs des Réformés, il y a le grand amour d'une cause difficile, et la pensée de la liberté.

Donc, le conseil du roi jugea plus à propos « de plâtrer une paix avec ce parti ».

Le prince et l'amiral rentrèrent à la Rochelle et le peuple, qui d'abord doutait de la paix, commença d'y croire devant mille signes visibles. Trop visibles.

*
* *

Le nouveau dessein de la cour, en effet, est de « moyenner » par ruse ce que la force n'a pas accompli. Le plan n'est connu que de la reine mère, du roi et de son frère Anjou, du Cardinal de Lorraine et du duc de Guise, et du parvenu italien Gondy, comte de Retz. Un étourdi, Ligneroles pense plaire au roi en lui soufflant qu'il soupçonne et approuve un tel projet : Charles IX s'affole complètement, consulte sa mère, et Ligneroles est

massacré presque aussitôt sous un prétexte de querelle (tout ceci est raconté par Davila, entre autres, historien grand admirateur de la reine mère).

Mais pour faire jouer la machine avec succès, il faut une longue patience. Les Rochelois en particulier se méfient, irréductiblement. Qu'à cela ne tienne : la cour donnera tant de gages de son désir de paix et d'amitié, qu'il faudra bien se rendre à l'évidence. On réprime durement quelques petits soulèvements catholiques. On accepte presque toutes les conditions de l'amiral, sauf l'éloignement des Guise. Ceux-ci pourtant semblent subir une grave humiliation : le roi offre sa sœur Marguerite au prince de Navarre, alors que tout le monde connaît les tendres sentiments qui unissent, depuis l'enfance, cette princesse au jeune Henri de Guise. Et celui-ci se résigne aussitôt, épouse Catherine de Clèves, en affectant une fort méchante humeur.

Il souffle, d'ailleurs, un vent de mariages politiques ; le roi, voulant avoir lignée, va épouser Elisabeth d'Autriche. On parle, pour flatter les protestants, d'unir le duc d'Anjou à Elisabeth d'Angleterre.

Enfin, pour gagner l'amiral par un appât digne d'un grand homme de guerre, on le placera à la tête de l'armée qui doit faire campagne contre les Impériaux en Flandre. Il peut venir à la cour en toute sûreté : s'il le veut, qu'il amène une garde de cinquante gentilshommes huguenots bien armés...

Le pape Pie V, qui n'est pas dans la « combinazione », trouve que la cour de France va un peu loin dans sa réconciliation avec les hérétiques. Il refuse d'abord d'accorder la dispense nécessaire au mariage de Marguerite. Son légat fait entendre à Charles IX de dures paroles. Mais le roi dit à Jeanne d'Albret : « Si M. le pape fait trop la bête, je prendrai moi-même Margot par la main et la mènerai épouser en plein prêche. »

Pie V meurt à propos, et Grégoire XII donne aussitôt la bulle de dispense, la cour de France ayant vivement insisté *dans l'intérêt de la paix.*

C'est le signe de la réjouissance sans réserve. Devant tant de preuves, les défiances tombent l'une après l'autre. La reine Jeanne, l'amiral sont maintenant à la cour, arrêtant les termes du contrat de mariage, et le roi Charles IX ne pouvant souffrir qu'il demeure entre ses sujets rancune ou inimitié, fait même réconcilier les Guise avec Coligny, devenu son premier conseiller, son appui, son « père ».

Enfin le temps est venu de la grande paix au royaume de France, et pour sceller cet événement par un symbole éclatant, l'on appelle enfin le prince de Navarre à la cour, où l'attendent sa fiancée, son roi désormais son frère, un peuple en joie, et les grandes cloches de Notre-Dame.

*
* *

Nous sommes au 11 juin 1572, dans la campagne de Chauny en Poitou.

A la tête d'un long cortège de cavaliers, de voitures et de gens de pied, voyage un prince de dix-huit ans, gai comme un oiseau. C'est Henry, le fils de la reine Jeanne, qui s'en va vers Paris où il épousera la sœur du roi de France.

Voilà qui ressemble aux contes des fées. Les gens de la campagne l'entendent bien ainsi, quand ils saluent « le Biarnois » à son passage. Ceux du Poitou, qui ne sont ni du Nord ni du Sud, mais ont vu bien des armées venir de Loire ou de Gascogne, et connu peu de saisons sans guerres, ceux de Xaintonge et d'Angoumois, qui ont tant souffert du flux et reflux des troupes royales, rebelles ou aventurières, savent ce que vaut la paix.

Et le petit prince lui-même, malgré sa vaillance un peu folle, n'est pas sans désirer jouir à son tour des biens de la paix. Sa fiancée n'a que dix-huit ans elle aussi, et ne sera point tyrannique : elle aime trop sa liberté. C'est un charmant petit museau, dont il se souvient bien. Margot aimait fort les garçons, et détestait leur refuser rien. Il paraît même qu'elle aurait commencé de tenir de fort bonne heure, ce qu'elle promettait alors. Mais quoi ! la politique aurait pu imposer un parti moins aimable. Henry songe qu'en amour comme en guerre, il faut être paré contre les surprises. Et qui vivra verra.

L'insouciance de Henry n'est pas tout à fait de ignorance. Il relit, allant au pas, une lettre de madame sa mère, écrite en mars, avant l'heureuse conclusion des pourparlers de mariage :

« ... Il me faut négocier tout au rebours de ce que

j'avois espéré, et que l'on m'avoit promis ; car je n'ai nulle liberté de parler au Roy ni à Madame [1], seulement à la Royne mère, qui me traicte à la fourche... Quant à Madame, je ne la vois que chez la Royne, lieu mal propre, d'où elle ne bouge... Voyant donc, mon fils, que rien ne s'advance, j'en ay parlé trois fois à la Royne, qui ne se fait que moquer de moi, et, au partir de là, dire à chascun le contraire de ce que je luy ay dict. Mes amys m'en blasment ; je ne sçais comment démentir la Royne, car je lui dis : Madame, vous avez dict et tenu tel et tel propos. Encore que ce soit elle-même qui me l'ait dict, elle me le renie comme beau meurtre et me rit au nez, et m'use de telle façon, que vous pouvez dire que ma patience passe celle de Grisilidis... Au partir d'elle, j'ai un escadron de huguenots qui me viennent entretenir, plus pour me servir d'espions que pour m'assister... J'en ay d'une aultre humeur qui ne m'empeschent pas moins, mais je m'en défends comme je puis, qui sont armaphroidites religieux...

« De sorte que je crève, parce que je me suis bien résolue de ne me courroucer point, que c'est un miracle de voir ma patience... Madame est belle, bien advisée et de bonne grâce, mais nourrie en la plus maudite et corrompue compaignie qui fut jamais.. Je ne vouldrois pas pour chose au monde que vous y feussiez pour y demeurer. Voilà pourquoy je désire vous marier, et que vous et vostre femme vous retiriez de corruption ; car

1. Marguerite.

encore que je la croiois bien grande, je la vois davantage. Ce ne sont pas les hommes, ici, qui prient les femmes, ce sont les femmes qui prient les hommes. Si vous y estiez, vous n'en eschapperiez jamais sans une grande grâce de Dieu... »

Henry ne s'indigne pas autant qu'il faudrait. Cette cour ne lui fait pas aussi peur que le voudrait la reine Jeanne. Il est même assez curieux d'y regarder de plus près, et tenté par ces plaisirs et ces jeux dont il fut si durement sevré. Pour un cavalier de dix-huit ans, l'idée de ces femmes de la cour, « qui prient les hommes », amuse assez fort l'imagination, tandis que le portrait de Margot lui épargne l'erreur d'attendre une mariée tout innocente et neuve. Il songe que le temps est venu de tirer de la vie les joies qu'elle peut donner. Il s'habillera avec élégance, et ne fera pas plus mauvaise mine qu'un autre : il tient bien à cheval, et il a les cuisses dures. Il portera des plumes et des parfums. Avant d'entrer à Paris, ou peu après, il prendra un bain. Les femmes lui trouveront plus de franchise, sinon plus d'esprit, qu'aux prudents courtisans qu'il connaît.

Il se promet de conquérir la cour de France, et en attendant, il a chaud. Il est assez dépoitraillé. A l'entrée d'un hameau, comme il est descendu de cheval, une petite fille vient le regarder sous le nez. Il la prend et l'embrasse au milieu de la figure. Elle s'ensauve en riant et en s'essuyant la frimousse, et répond à ceux qui demandent :

— Comment ça embrasse-t-il, un prince des huguenots ?

— Ça serre bien fort, ça sue tant que ça peut, et ça fleure le boucicaut !

*
* *

Henry remonte à cheval.

Encore une étape.

La dernière étape de l'insouciance.

C'est à Chauny, au cœur de la campagne poitevine, que le joint un messager de Paris, porteur d'une sombre nouvelle...

Jeanne d'Albret, reine de Navarre, vient de mourir.

*
* *

La peine, la lourde peine, s'empare du cœur de Henry, de ce cœur tout rouge et bondissant où la joie et le douleur allaient tant de fois se poursuivre, jusqu'à l'heure où fera brèche, à son tour, la pointe du couteau de Ravaillac.

La reine Jeanne est morte empoisonnée. Bien peu crurent à la mort naturelle annoncée par les médecins du roi Charles. Au camp huguenot, la colère dut les soulever tous, et le désarroi s'emparer d'eux. La foudre en juin, tombant sur un cortège de fête, on peut l'imaginer. Le mariage sera-t-il rompu, la paix déchirée ? Le parti protestant n'a perdu qu'une femme, mais le parti est décapité.

Les chefs, pleins de désespoir, songent à ce que

fut cette reine. C'est elle qui enracina dans le Sud-Ouest la religion réformée, et d'une faction politique sans substance ou d'un dogme sans appui temporel, fit une religion d'Etat. Elle, presque seule avec l'amiral, concevait largement le rôle du parti, plantait celui-ci hardiment face au pouvoir catholique et central. Eux seuls cherchaient à faire de l'Histoire.

Je crois qu'ils faisaient fausse route, comme firent les croisés, en voulant combattre par les armes de César les batailles qui ne sont pas de ce monde. Mais c'était tout de même une route royale.

Un seul prince d'ailleurs, en deux siècles, saura deviner et sentir qu'il existe quelque chose de plus désirable que le conformisme, quelque état qui transcende à la fois l'arbitraire spirituel, et l'anarchie : et ce prince, ce sera justement notre Henry. Mais plus tard.

Le voici, cependant, chef du Parti. Si la guerre reprend, on verra de quoi il se sent capable. Mais il aime trop le peuple pour préférer la guerre, et puisqu'aussi bien il a fait ses preuves, c'est la prudence qu'il faut écouter aujourd'hui. Que lui conseillerait sa mère ? De servir sans fléchir, certes. Pourtant Jeanne d'Albret tenait à la Religion pour elle-même, tandis que Henry n'y tient pas du tout, au sens théologique. Il éprouve à l'égard des querelles religieuses, pour lui aussi vaines que déchirantes, la même aversion que bien des jeunes gens, vers notre temps, connaîtront pour la bataille

anti-cléricale qui passionnait les politiciens de leur enfance. Henry est né catholique. A douze ans, sa mère l'a fait instruire protestant. Mais il connaît quelques braves gens dans les deux partis, beaucoup de méchants, et trop de brutes, pour s'empêcher de douter si le meilleur emploi du courage des Français est bien de les faire massacrer les uns par les autres jusqu'à ce que les survivants se trouvent d'accord sur le dogme de l'autorité papale...

Que chacun prie Dieu à son gré, obéisse au roi, plante ses choux, et jette dehors l'Espagnol s'il entre chez nous, ce serait déjà beau. Politique terriblement sommaire ! Lorsque Henry l'exposera, les uns le trouveront tiède et les autres l'accuseront d'utopie singulière. Comment concevoir un pays semi-catholique, semi-protestant ? Henry le conçoit très bien, mais comme il a dix-huit ans, il attendra pour donner son avis.

Or ce soir, il n'est qu'un orphelin, dont les larmes coulent très fort et très brûlantes. Et comme il est aussi un petit animal de bataille et franc comme la colère, il écarte par la pensée tous les demi-coupables, il ne songe guère au pauvre roi détraqué, méfiant, incertain, qui trempa dans le crime. Sa fureur va droit à l'empoisonneuse Catherine, qui apporte à notre cour les mœurs des tyranneaux italiens, démoralise cette noblesse qu'elle méconnaît, abîme ce royaume qu'elle ne comprendra jamais.

Comme Henry se sent à son tour désigné (après l'amiral peut-être), son âme se met en garde, et

ontre l'imprudence qui tente les meurtriers, et ontre les terreurs indignes. Et cette nuit, à Chauny, andis que l'air de juin gonfle sa poitrine encore avagée de sanglots, deux inconnues font entrée lans son âme : la crainte et la haine. Elles n'y égneront guère. Mais assez de crainte, du moins, t assez de haine l'ont visité pour faire de lui, au ieu d'un chevalier de roman, au lieu d'un prince le contes des fées, au lieu d'un insoucieux enfant, n homme.

II. — *CAPTIVITÉ*

Six semaines plus tard, Henry de Navarre vivait à la cour de France, dans la condition la plus irritante à imaginer pour un jeune chef amoureux de gaîté, d'espace et de franchise.

Lorsqu'il avait fait son entrée, peu avant le mariage, suivi de ses quelque huit cents protestants en habits de deuil, l'air était à l'orage, et la paix mal assise, mais si nécessaire au pays qu'on regardait encore la fin de Jeanne d'Albret comme un meurtre isolé. Au mariage, où Marguerite va en rechignant, si bien que le roi Charles doit lui appuyer la main sur la tête pour lui faire dire oui à propos, catholiques et protestants ne se mêlent point, et suivent un cérémonial différent. Les mariés ont autre chose en tête que de se consacrer l'un à l'autre. Elle n'a d'yeux, en ce temps-là, que pour le beau La Mole, et juge Henry fort peu ravissant, tandis que lui, pris entre la colère de son deuil et le souci de sa sûreté, n'est guère attentif. Les premières nuits, pourtant, les trouvent ensemble : « Nous étions tous deux jeunes, dira plus tard Henry, et l'un et l'autre si paillards qu'il était plus qu'impossible de nous en empêcher. » Mais dès le troisième jour, Maurevel, le

bravo » des Guise, rate l'amiral de deux coups
'arquebuse qui le blessent seulement. Il faut aux
rotestants bien de la naïveté, ou qu'ils soient
ndormis par de faux rapports, pour rester encore...
uelques-uns, moins crédules que les autres,
éjà prennent congé et s'ensauvent.

Six jours après la noce à Notre-Dame, Saint-
ermain-l'Auxerrois sonne à son tour.

Le grand dessein de Catherine, des Guise et
u roi, qui était de massacrer tous les chefs pro-
stants attirés à Paris, s'est réalisé avec un mer-
eilleux succès. L'amiral a été éventré, et cette nuit
les jours suivants, par ordre royal, on a égorgé ou
oyé tout ce qu'on a pu atteindre de Huguenots [1].

1. Un historien d'aujourd'hui a écrit que « le gouvernement, par nouvelle politique favorable aux protestants, s'était mis dans une ces situations fausses dont on ne sort plus que par la violence »... e « l'unique ressource... était de frapper le parti protestant à la e... » et que « le temps pressait... il fallait agir ». Il est permis de nser que l'historien manque ici d'esprit d'invention politique, et n ne saurait lui en vouloir. Mais où son texte appelle une recti- ation, c'est lorsqu'il écrit : «... l'horreur de la Saint Barthélemy... été que modérément ressentie par les contemporains ».

Je n'opposerai à ce paradoxe que le témoignage de Jean Choisnin, fut l'envoyé de Catherine en Pologne, pays fort catholique, et écrivait dans ses mémoires, dédiés à cette princesse : ... « Il survint ontinent quelqu'un qui apporta la nouvelle de la journée de la nt Barthélemy, enrichie de tant de mémoires et particularités, en peu d'heures la plupart détestoient le nom des Français ». Et s loin : « Toutes les sepmaines l'on apportoit des painctures où voyoit toute manière de mort cruelle dépeinte : l'on y voyoit dre des femmes pour en arracher les enfants qu'elles portoient, roi et le duc d'Anjou y estoient despeints spectateurs de cette tra- ie ; et, avec leurs gestes et des parolles escrites, ils montroient ls estoient marrys de ce que les exécuteurs n'estoient assez cruels. escrits et telles painctures irritoient tellement le cœur de plu- rs, qu'ils ne vouloient pour rien endurer qu'en leur présence le du roy fust nommé. Les dames en parloient avec telle effusion armes, comme si elles eussent été présentes à l'exécution...

aut-il rappeler qu'au 30 octobre 1589, dix-sept ans après, les

Beaucoup de villes ont refusé ou éludé cet ordre. On connaît la calme réponse du Vicomte d'Orthez, gouverneur de Bayonne : « Sire, j'ai communiqué le commandement de Votre Majesté à mes fidèles habitants et gens de guerre de la garnison. Je n'y ai trouvé que bons citoyens et braves soldats, mais pas un bourreau. C'est pourquoi eux et moi supplions très-humblement Votre Majesté de vouloir bien employer nos bras et nos vies en choses faisables... » Réponse qu'il devait bientôt payer de sa vie.

Mais Paris se montra ignoble. Cette ville nerveuse, où l'intelligence enfiévrée des uns côtoie de si près la sottise bavarde et cruelle d'un plus grand nombre, se couvrit de honte comme elle fera aux exécutions de 1793, aux représailles de 1871, sans que l'héroïsme d'une armée aux prises avec l'invasion fût là cette fois pour couvrir de son éclat l'immonde lâcheté de la foule et de ses meneurs. Paris, lorsqu'il déraisonne et se porte aux extrêmes, ressemble aussi peu que possible à la France, et la trahit.

L'imbécile massacre du 24 août, s'il démoralise un instant le parti protestant, durcit bientôt la résolution des survivants [1], qu'il oblige seulement

troupes du roi légitime entraient aux faubourgs de Paris en criant : « Saint Barthélemy », c'est-à-dire « vengeance » ?

Michelet fournit un exemple de présentation systématique, opposé mais tout semblable à celui-ci. Parlant de Henry de Navarre qu'il n'aime pas beaucoup, il l'appelle « cet enfant douteux », et ne lui pardonne pas, au fond, sa tiédeur d'opinions. La modération et la souplesse de Henry, qui sont les qualités permettant d'épargner le sang des peuples et d'éluder la violence, déplaisent aux esprits doctrinaires.

1. Un La Tour d'Auvergne se fit calviniste, par indignation.

feindre et à temporiser ; chose étrange, il terrose les bourreaux, qui désormais vivront dans le auchemar des représailles, s'étant retiré le moyen e compter leurs ennemis.

Quant à notre Henry, on sait qu'il fut épargné, nsi que le jeune prince de Condé. Ils étaient en fet plus utiles comme otages. Henry vit percer e coups ses plus fidèles, dans les couloirs et les hambres du Louvre, et quand on l'amena devant harles IX convulsé de rage, de remords et de peur, qu'il dut déclarer vouloir vivre en la religion atholique et rendre obéissance au roi, je vourais savoir qui oserait lui reprocher d'avoir prois ces choses, pour sauver sa vie, et d'avoir ojuré une religion à laquelle, nous le savons, il e tenait point très fort. Quand je vous aurai conté, par exemple, l'histoire de la prise de ahors, vous jugerez s'il faut accuser mon héros e couardise, pour avoir, cette nuit-là, décliné ns hésiter la palme du martyre.

Le lendemain le roi Charles « riait et jurait ieu », disant : « Teh ! que c'est un gentil... que lui de ma grosse Margot ! Par le sang Dieu, il a is tous mes rebelles de huguenots à la pippée. » harmante famille.

*
* *

Voici désormais Navarre prisonnier, avec des ternatives de rigueur et de liberté surveillée. onverti sous menace de mort (quelle recrue pour

une religion !) on le fait écrire aux Huguenots qui ne sont tout de même pas assez sots pour tenir compte de ses lettres. On le fait écrire au Pape pour demander pardon et promettre obéissance... On le traîne au siège de la Rochelle, puis on le ramène à Paris tandis qu'Anjou va occuper, après une laborieuse élection, le trône de Pologne. Mais ce fils préféré de Catherine va lui manquer et Charles IX lui échappe... Alors Charles IX meurt de maladie, et le roi de Pologne s'évade pour revenir régner en France. Rentré par le chemin des écoliers, il paie son voyage avec quelques joyaux de la couronne polonaise. Il s'arrête dix jours à Venise où il eût aimé vivre, et d'où il ne rapporte que le mal du pays. Il arrive en France sans un sou. Mais il retrouve du moins l'air florentin à la cour de Paris, autour de Madame sa mère. Entre temps, le roi de Navarre est mené à sa rencontre, subissant de tristes humiliations à cette cour, où « le peu de compte qu'on faisoit de ce petit prisonnier de roitelet, qu'on gallopoit à tous propos de paroles et brocards, comme on eût fait un simple page ou laquais de cour, faisoit bien mal au cœur à beaucoup d'honnestes hommes », dit l'Estoile.

*
* *

Nous sommes maintenant en 1575. Henri III, sacré à Reims et marié à Louise de Vaudémont-Lorraine les 13 et 14 février, est dans la vingt-

uatrième année de son âge, et on le croit encore apable d'engendrer.

La veuve de Henri II a cinquante-quatre ans, depuis 1559 les autres passent et c'est elle qui ure. Ceux qui traversent sa route et la gênent nt assurés de malencontre : malheureusement ut le monde la gêne, tour à tour. C'est à présent ue les lignes de Jeanne d'Albret à son fils pren- nt un sens singulier : « Si vous y estiez, vous 'en eschapperiez jamais sans une grande grâce e Dieu... »

Catherine est la plus grande puissance indivi- uelle de France. Mais avec la montée des ambi- ons guisardes, qu'elle a couvées, voici qu'elle a op à surveiller, pour une seule vieille empoison- euse. Bien plus méchante que réellement habile, ucieuse de garder une influence dont elle ne sait as user, elle n'aime ni l'Eglise [1], ni sa propre mille qu'elle a travaillé sans cesse à diviser, ni France qu'elle ignore...

Ce n'est pas tout que de se rendre haïssable au onde entier. Il faudrait encore savoir ce qu'on eut.

Trois de ses fils ont occupé le trône, et le qua- ième, Alençon, mord son frein, n'ayant qu'un édiocre parti, où seul brille le brave et beau cripant Bussy d'Amboise, neuvième ou dixième nant (autant qu'on peut savoir) de la reine Mar- erite. Celle-ci a repris le cours déjà long de ses

1. Lettre du 7 septembre 1572 à Elisabeth d'Angleterre, où elle permet, en échange de la Saint Barthélemy, d'égorger tous les holiques s'il lui plaît.

aventures, montrant au duc d'Alençon plus de fidélité peut-être qu'aux autres ; elle reste d'ailleurs en assez bons termes avec le roi de Navarre, son mari, depuis longtemps sans illusion sur son compte.

L'espionnage de Catherine, dans son palais, est assuré par la nombreuse troupe de ses filles d'honneur, qui sont bien l'institution la plus parfaite qu'on ait jamais ourdie pour cet office. Elles étaient plus de trois cents dames ou demoiselles, dit Brantôme qui cite leurs noms.

*
* *

Telle est la tapisserie vivante de cette prison où vit le jeune roi de Navarre, à vingt-deux ans. On peut deviner s'il se prive de cueillir en un tel jardin. Et cependant, malgré l'apparence et malgré les chroniqueurs, je doute que Henry se soit alors montré merveilleux amant. On aime mal en captivité. Qu'il ait trop fait l'amour à cette époque ne prouve pas qu'il l'ait bien fait, au contraire.

Il a donné sa préférence à Charlotte de Sauves. Mais elle est loin de lui être uniquement dévouée, étant « servie » par Henri de Guise, qu'elle aime, par le duc d'Alençon, par le Guast, favori du roi Henri III, par Souvray et sans doute par d'autres que l'histoire ne dit pas. Riche moisson de nouvelles à rapporter à la Reine Mère !

Il faut nous arrêter un instant à cette figure, digne de son rôle et de son temps.

Charlotte de Beaune de Samblançay, âgée de

ingt-quatre ans, fille de Jacques de Beaune et e Gabrielle de Sade, avait d'abord épousé le baron e Sauves. Plus tard elle sera Mme de la Trémoille, arquise de Noirmoutiers ; c'est dans ses bras ue Henri de Guise, en 1588, passera la dernière uit de sa vie, au château de Blois. Elle vivra 6 ans, et ne mourra qu'en 1617 sous Louis XIII.

Son portrait nous la montre d'une assez étrange nesse, le front haut et large, le menton menu, le ez droit et long, la bouche très mince et bien ite, le sourcil élevé, l'œil inquisiteur et nar- uois. Je pense qu'elle avait la poitrine petite, ointue comme son regard, et la peau fort blanche.

Cette « sirène », comme l'appelle avec dépit Marguerite, est donc le centre des intrigues de la our, et quelles intrigues !

Essayons d'en tracer le multiple réseau :

Trois haines capitales, et quelques amours oins solides, ressortent dès l'abord. Haine mor- lle d'Alençon pour son frère Henri III ; haine arallèle de Marguerite pour le sire Du Guast ui la raille et se fait son méchant génie auprès u roi ; haine de Henry de Navarre pour Cathe- ne qui fit mourir la reine Jeanne. Quant à la uerelle de Guise et de Navarre, elle ne croîtra ue plus tard, jusqu'à devenir la seule rivalité sentielle qui ouvre en deux la France, et ces eux jeunes gens les deux formidables cham- ons entre qui oscillera la faiblesse de Henri III, attendant qu'il fasse pencher la balance par le eurtre de Blois.

D'autre part, alliance étroite de Catherine et

de Henri III, union équivoque, mais ardente, entre Alençon, sa sœur Marguerite et Bussy d'Amboise, enfin passions convergeant vers Charlotte de Sauves, et dont une au moins, celle qui la joint à Guise, sera durable.

En résumé, quatre camps distincts : celui du roi et de sa mère, celui d'Alençon, celui de Guise et celui de Navarre.

Si les gens de cette cour pensaient tour à tour à notre héros, et si leurs âmes parlaient tout haut, voici ce que nous entendrions, je pense :

Catherine

Je craignais l'Amiral, et je haïssais Jeanne. Eux sont partis, et le petit Béarnais reste seul. Il n'est point sot ni méchant, ni ambitieux car un rien le distrait. Nous l'avons assez rudement converti ; la peur qu'il eut le tiendra sage, et en garde de nous aller à l'encontre, sachant le poids et les effets de notre déplaisir. Le voici bon chrétien, livré à des déportements qui étonneraient de plus endurcis, et troubleraient de plus austères. Lui parmi nous, c'est le moyen de presser fort sur les Huguenots, ou mieux encore, les déshonorer cruellement, puisqu'il fut leur chef.

Il ne faut donc point l'abîmer, astheure. Sauves le tient pour nous, et nous nous y pouvons fier, puisqu'elle est à Guise et non à lui. S'il conspire contre mon fils ou lève le doigt contre moi, il ne vivra plus longtemps. Mais qu'il persévère à se garder des mauvais aviseurs qui nous le veu-

lent enlever, et qui croient, ces fous ! que j'ignore leurs messages et leurs instances. Aveugles qui ne découvrent point que leur succès, auprès de mon gendre, ferait daguer celui-ci dans l'heure suivante.

Qu'il serait donc peu sage ! Ici les plaisirs, un rang flatteur, là-bas pauvreté aventureuse. Un petit levain de jeunesse travaille encore, mais nous pourvoyons à l'éteindre, par douceur.

S'il échappait, il est vrai, l'on pourrait s'en servir au cas où quelque nouveau parti catholique monterait trop haut.

Henri III

Alençon et Guise me tourmentent plus qu'ils ne font ma mère, et Navarre pourrait m'aider contre eux. Les autres querelles sont du passé. Reste que je hais mon frère, et crains ceux de Lorraine.

Je ne déteste pas les Huguenots. Je fus huguenot à neuf ans, par beau scandale. Je jetais au feu le Livre d'Heures de ma sœur Marguerite, et je la pinçais pour la punir de croire à la Vierge ; je la pinçais aussi parce qu'elle aimait François d'Alençon plus que moi ; je la pinçais surtout parce que j'y prenais beaucoup de plaisir. Madame ma mère me fit fouetter, et je crus à mon tour à la Vierge, parce que j'aimais bien à être fouetté. Ma mère le savait sans doute. Or elle désira toujours que j'eusse mon plaisir.

Henriot, Henriot, si tu acceptais de me défaire de mon frère méchant !

François d'Alençon

Si je deviens roi (et Maugiron pense-t-il accoucher d'un dauphin ? Son nom l'y empêche !) je ferai éloigner le dyable à quatre, pour ce que des tentations pourraient alors lui venir, étant mon héritier. Mais d'abord il faut qu'il m'aide à être roi. Alliés, nous serions forts. Mais non, les soldats l'aimeraient mieux que moi, cela ne vaut rien.

Margot le défend, en qui j'ai fiance, bien qu'elle aime trop Bussy (mais ne les ai-je point appareillés ?). Margot dit du roi son époux qu'il n'a pire défaut que d'être mal tenu sur soi, et pour le reste affable, gai, et bon gentilhomme. Que ne laisse-t-il Charlotte ! Une femme, enfin, m'aime sans profit, me le prouve... hélas ! cet insupportable brouillon, cet intrus, ce Gascon maudit ne la quitte point, elle le tolère, et je ne lui ose lever les juppes de crainte de l'y trouver, ou bien Guise. Oh, si tous deux pouvaient s'entr'égorger pour elle !

Mais Navarre n'est point mon ennemi, je n'en ai qu'un : celui qui depuis notre enfance est sur mon chemin et m'ôte la vue du jour, celui qui règne en attendant mon tour. Mais il crèvera avant moi. Il faut qu'il crève avant moi.

Marguerite

Je dois à Henry d'être reine. Un jour même, serai-je reine de France si le malheur veut que

mes deux frères quittent ce monde. Mais il me répudiera, pour épouser la dame de Sauves, je pense. Mieux vaut qu'Alençon règne, et que Henry commande aux armées. Ainsi aurai-je tout pouvoir, ce qui ne me chaut guère, et toute liberté, que je veux, et tout plaisir, que j'aime.

Mon frère le roi m'a trop fort humiliée, et je lui jouerai, si je le puis, quelque bon tour. En attendant, bien faudrait-il que l'injure fût payée sur la viande de quelqu'un à lui, dont il enragerait. Mais que Henry et Monsieur vivent d'accord.

Hélas, le feront-ils jamais, si long que ma mère vivra ?

Henri de Guise

Cette cour ne respire que misérable et puante cuisine, où se plaisent tous ces petits princes et leurs femelles. Je m'établirai sur la faiblesse du roi à vaincre les Huguenots. Rome et l'Espagne me garniront. Depuis la mort de mon père et de l'Amiral, ceux d'ici, amis et ennemis, ne sont plus à ma taille. Toutefois ne faut-il point que Henriot s'approche trop du roi, qui pourrait s'aviser de relever sa maison. Que Charlotte se fasse défendre de le recevoir, il ne le pardonnera pas au roi. D'ailleurs ce petit noiraud factieux n'est pas redoutable, et ne pèsera pas lourd quand j'étendrai le bras vers la Couronne, une fois ces beaux princes du Sang vidés tout à fait du peu qu'ils en contiennent...

Charlotte de Sauves

Je ferai celle qui aime Le Guast, (si son Seigneur n'est point jaloux) ou bien Souvray — et rapporterai bien fidèlement sur tous, hors s'il y avait danger pour Henri de Guise, qui est mon maître.

Le roi de Navarre n'appartient point à cette compagnie-ci : car il n'est ni raffiné, ni méchant. Mais comment prétendrais-je être ennuyée de ses soins ? Ce démon m'a fait crier grâce...

Il est fait cependant pour les bois et les plaines, et ces montagnes dont il me parle quand nul n'écoute. C'est pitié qu'il soit en un palais à tournoyer entre ces murs, ces gardes, ces fossés... Qu'il s'enfuie donc — mais ne manque point son coup ! Et que Madame Catherine jamais ne sache que j'ai souhaité ceci ; elle ne l'entendrait pas, la compassion n'étant point son fort. Aussi n'ai-je pas une fois touché ceci en paroles avec le roi de Navarre, mais c'est plutôt par quelques silences que l'entendement s'en est fait entre nous, et chacun sait que l'autre y songe, ce qui est façon secrète de partager un bien. Nous sommes d'étranges amants : unis en belle amitié par un projet dont le succès nous séparera, mettant fin à ces heures extrêmement excessives, d'où sortent ma coiffe en déroute, et mon vertugadin saccagé.

Ce n'est point au repos que je prétends, ni même au répit, ceux qui me connaissent en témoigneraient — mais ne risqué-je pas mon crédit en le

divisant si fort ? Allons, rien ne m'importe guère, si l'autre me reste. Parfois je crains pour lui. Mais ils n'oseraient le navrer, et j'ai tort... Non, ils n'oseraient.

*
* *

Et que pense, entre temps, Henry de Navarre lui-même ?

Sa dangereuse captivité a duré trois ans et demi. Tantôt menacé par les fauves qui l'entourent, tantôt enveloppé de leurs cajoleries terribles, il n'est pourtant point tenté de se fondre à eux ; on l'a pris trop vieux pour que jamais il leur ressemble : on l'a pris à dix-huit ans, ayant connu la liberté, cette chose étrange qui laisse aux lèvres des hommes un goût qu'elle seule peut satisfaire, une soif qu'elle seule peut étancher.

Lui aussi couve son projet, et leur en remontrera à tous pour l'art de cacher son jeu. Il est devenu, en trois ans et demi, le prince de la dissimulation. Plus prudent qu'eux tous, avec les dehors de turbulence, voire de débauche.

En vérité, l'on voit d'abord mal le Béarnais dans le rôle d'Hamlet, et pourtant l'histoire est à peu de chose près la même, et je m'étonne qu'on n'y ait point songé. Sinon les caractères, leur relation mutuelle se retrouve identique : le roi cruel et inquiet, la reine sa complice (ici Catherine) dont la traîtrise fit mourir le père du héros (ici sa mère, la reine Jeanne), enfin la temporisation tenace, attentive, voilée de fantaisie ; tout est pareil, avec

les mêmes grands projets qu'on réprime, les amis qu'on décourage pour affirmer la comédie. Horatio, c'est je pense d'Aubigné, et Polonius se retrouve en tous lieux. La ressemblance ne va pas jusqu'à Ophélie : Charlotte de Sauves manque de l'essentiel pour le rôle — et pourtant, vis-à-vis de la cour, elle aussi sert de masque au dessein du prince.

Est-il improbable que Shakespeare ait songé à ces événements si proches, et dont le héros fut un prince en si cordiaux rapports avec Londres, par ses envoyés qui durent raconter plus d'une fois la difficile et aventureuse jeunesse de leur maître ? Un Espagnol ne se fût peut-être pas avisé de choisir pour l'exalter un chef huguenot victime d'une cour catholique, mais les Anglais ne durent pas hésiter dans leurs sympathies. On dit que la première version d'Hamlet prit corps vers 1584, c'est-à-dire dix ans après les événements que nous évoquons. Enfin Belleforest, dans les écrits duquel Shakespeare puisa son intrigue, sinon le sujet original qui est de l'histoire danoise, Belleforest fut le protégé de Marguerite de Navarre et l'historiographe de Henri III. Je laisse les fils de cette trame pendre au gré de ceux que pourront tenter de plus amples recherches, et retourne à notre Henry, qui douloureusement et parfois avec rage, essaie de tromper la périlleuse attente par de faux plaisirs.

Une fois déjà il a manqué de patience, et tenté l'évasion qui échoua. Une autre fois, c'était pour faire honneur à une promesse arrachée par ses partisans au lendemain du massacre. Conduit à

Vincennes et jugé, Margot lui rédigea fort habilement sa défense, qu'il présenta crânement, et il s'en tira avec une bonne humeur feinte, par cette habileté qui est de dire franchement la vérité que personne n'attend.

Lorsqu'enfin Alençon réussit, le premier, à s'enfuir le 15 septembre 1575, et lança des manifestes où il invoquait le bien public pour se justifier d'être un rebelle, Navarre dit à Henri III, avec une bonhomie détachée : « Je sais assez ce que valent toutes ces déclarations-là, on m'en a assez fait faire de telles pendant que j'étais avec le feu amiral et les autres Huguenots ; avant qu'il soit peu de temps, Monsieur m'en dira des nouvelles, et de ces gens qui le mettent en besogne. Il sera du commencement leur maître, mais peu à peu ils en feront leur valet : je sais ce qu'en vaut l'aune ! » — dissimulant dextrement, ajoute l'Estoile, l'intelligence qu'il avait en cette entreprise.

*
* *

Mais durant ces derniers mois de 1575, et durant janvier 1576, le drame se resserre : les huguenots, en maint canton du royaume, bien que privés de chef et de plan, ne laissent pas d'infliger des revers aux troupes royales, s'emparent tantôt d'une place, tantôt d'une autre. Monsieur, à la tête d'un assez fort parti où sont pêle-mêle huguenots et catholiques mal-contents, inquiète la cour. La grosse escarmouche de Dormans, où Henri de Guise devient « le Balafré », n'est qu'un épisode, mais

en vérité, si Alençon eût été un autre homme, le royaume était sien, tant le pays tenait peu au roi — d'autant qu'Alençon n'offusquait ni la légitimité, ni la religion. Mais c'est un pas grand'chose, et le roi des brouillons.

A Paris, Le Guast vient d'être assassiné dans son lit par le baron de Viteaux, probablement à l'instigation de Marguerite, qui haïssait ardemment le personnage et non sans cause. Ainsi Henri III et la reine mère voient leurs affaires s'assombrir, et leur meilleure carte est la division entre leurs adversaires, les huguenots eux-mêmes n'étant pas d'accord entre eux s'il faut s'allier à Monsieur, et craignant à bon escient qu'il les trahisse comme tout Médicis devait trahir tôt ou tard la personne ou la cause dont il s'approchait.

Catherine a vieilli. Henri III se partage entre les petits chiens, les processions et les jeux des mignons ; il est pourtant l'un des moins dégoûtants en tout ceci, l'un des moins cruels, et songe parfois encore à la France. Les autres ne sont que des chacals, ou pire encore : une vermine étrangère, qui suce les plaies. L'Italie en France a deux aspects : son génie ou sa police. Quand le roi François invite les ciseleurs et les peintres, quand Ronsard « italianise », quand les nôtres vont capter là-bas l'intelligence, la douceur laborieuse de vivre, qui sont de la plus pure Italie, que saurait-il nous arriver de plus heureux ? Quand les sbires, les délateurs, les maquereaux et les vendeurs de poison se mettent à passer les Alpes, collés à la traîne de quelque fille de ban-

quiers qu'une pauvre diplomatie appelle à partager le trône de France, la plaie qu'ils ouvrent et les chancres qu'ils entretiennent sont lents à guérir.

En faveur de Retz qui voulait une terre, « la bonne dame Catherine avait fait étrangler aux prisons Loménie, secrétaire du Roy, auquel la dite terre appartenait, et fit aussi mourir quelques autres pour récompenser ses serviteurs, de confiscations ». La belle époque de messer René le Florentin n'est point close. Naguère « fut pendu à Paris, et puis mis en quatre quartiers un capitaine nommé La Vergerie, condamné à mort par le chancelier Birague (Italien)... toute sa charge étant que, en quelque compagnie où on parlait de la querelle des escoliers et des Italiens, il avait dit qu'il fallait se ranger du côté des escoliers, et saccager et couper la gorge à tous ces bougres d'Italiens, qui estaient cause de la ruine de la France : sans avoir fait autre chose, ni attenté contre ceux ». L'Estoile ajoute que cet « inique jugement fust trouvé estrange de beaucoup d'honnestes hommes et scandalisa fort le peuple ; comme si on eust voulu establir en France une domination estrangère pour l'asservir et tiranniser au préjudice des lois du roiaume, tellement que selon la liberté ordinaire et légèreté du Français, on deshira par toutes sortes d'escrits et de libelles (ne pouvant faire pis) les messeres italiens, et la Roine leur bonne patronne et maistresse... »

La cour entière, j'imagine, doit sérieusement commencer à sentir la charogne. Tout ce qu'il y

a de sain en France en est éloigné : et c'est toujours cette France-là, silencieuse, qu'on oublie de faire entrer en compte, lorsqu'on croit ce pays fini.

Le Louvre est devenu un cloaque, un bourdeau.

Mais Montaigne, en ce moment, écrit les *Essais*.

* * *

Les gardes du roi de Navarre sont pour lors des soldats choisis, ayant pris part à la nuit du 24 août (afin que déserter chez les Huguenots leur soit impossible). Catherine a également appointé les gens de la chambre et de la garderobe, sauf d'Aubigné, Armagnac et Jonquères, les seuls compagnons privés qui ne fussent pas espions.

Pour mieux tenir Henry, on lui promet la lieutenance du royaume. Et voilà qu'à la risée de tous il s'empare de cette espérance, s'en réjouit comme un enfant, et s'en montre si occupé, allant trouver le duc de Guise de grand matin pour l'entretenir de cent projets relatifs à cette lieutenance, que le duc rapporte ces propos au roi, et que leurs Majestés s'en trouvent toutes rassurées.

Vivait alors à la cour un gentilhomme, Fervaques, lequel s'étant fort bien comporté à la journée de Dormans, mais ayant fait aussitôt diligence vers Paris avant d'avoir appris la blessure du duc de Guise, on crut qu'il avait lâché pied, et les gens de cour, prompts à répandre le pire, lui eussent fait une intolérable réputation de pol-

ronnerie sur ce fait, si Guise n'eût rétabli la vérité
son honneur.

Fervaques en avait conservé une rancune amère,
t s'ouvrit un jour à d'Aubigné de son « désir de
hangement », s'offrant à aider l'évasion de Henry.
elui-ci eût préféré choisir mieux son moment,
t ne point se fier à des transfuges de fraîche
ate. Mais ses compagnons le pressent, d'Aubi-
né l'exhorte. On fit donc, le 2 février 1576, une
etite conjuration de sept personnes, fixant la
uite au 20 du même mois.

Dès le lendemain soir, l'un des sept avait trahi.
ntrant chez le roi, d'Aubigné y découvre Fer-
aques « collé à l'oreille du roi, et le roi attentif
son discours ». Un sûr instinct de conservation
it d'Aubigné se cacher aussitôt derrière l'huis-
er et regagner la porte sans être vu. Il l'a échappé
elle. Il va « se pourmener à la lune », guette Fer-
aques et l'empoigne à sa sortie, disant : « Qu'avez-
ous fait, misérable ? » L'autre avoue, s'excuse
r les bienfaits qu'il a reçus du roi, et tâchant de
ttraper une trahison par une autre, murmure
d'Aubigné : « Allez, et sauvez votre maître. »

Le jour suivant, Henry, ayant couru le cerf
puis le soleil levant, trouve aux portes de Senlis
s chevaux reposés. On lui dit : Le roi sait tout
r Fervaques. Il n'est plus temps de concerter
tramer des plans...

Deux seigneurs, espions du roi, sont avec lui.
propose de les tuer, mais Henry trouve mieux.
premier, il dit qu'on est venu l'avertir des
uits courant à Paris sur ses projets d'évasion.

Si le roi lui en témoigne le simple désir, il interrompra aussitôt sa chasse pour rentrer mettre fin aux soupçons et calmer les esprits. L'autre pouvait-il faire mieux que partir à bride abattue avec ce message ? En attendant la réponse, Navarre s'installe, fait préparer le logis, puis demande à entendre des comédiens de passage, qui dressent leurs tréteaux... Soudain, il s'avise que le roi devait aller à Chartres ce jour-là : vite, il faut dépêcher le second gentilhomme espion, avec confirmation du message. Or, le premier avait à demi rassuré la cour. Quand la reine-mère vit arriver le second, elle ne douta plus de la fraude, et lâcha les poursuivants. Mais la proie était envolée.

Ayant si simplement, pour commencer, truphé la famille Médicis et sauvé la vie de deux ennemis en les employant à ses desseins, Henry a pris une petite bande des siens, les plus fidèles, et les mieux montés je pense, et a piqué vers l'Ouest. « Il y eust de la peine a desmesler les forests en une nuit très obscure et fort glaceuse ». Mais au point du jour, il passait la Seine à une lieue de Poissy, perçait à travers un pays « tout semé de chevau-légers », et arrivait le 6 février à Alençon, ville où les Huguenots étaient maîtres.

Imagine-t-on la figure, et l'émotion, des éclaireurs qui le vinrent reconnaître, pour peu qu'ils fussent vétérans d'Arnay-le-Duc ou de la Roche-Abeille ?

« Sans nulle autre façon ni cérémonie », il fut reçu et acclamé par ceux de la ville, lorsqu'il entra au prêche, portant un enfantelet, le fils du méde-

cin Caillard, pour le présenter lui-même au baptême...

Et tandis qu'accouraient de toutes parts les gentilshommes, les vrais, pour se ranger à son service, le psaume s'élevait qui commence ainsi :

« *Seigneur, le roi s'esjouira,*
D'avoir eu délivrance... »

*
* *

Ici commence une vie nouvelle pour notre Henry, en contraste bien merveilleux avec celle qu'il vient de subir.

Je songe à son réveil, au matin du 7 février 1576, dans Alençon. Moulu par sa chevauchée, certes, mais heureux enfin et connaissant que les pas et les voix qu'il entend sont ceux d'amis, d'amis certains.

Il a vingt-trois ans, il est le roi de Navarre et le second héritier de la maison de France.

Rien n'est impossible, et son corps autant que son âme s'épanouit à telle promesse, celle des années de vaillante entreprise, d'amour et d'aventure royale, qui s'ouvrent devant lui. Il est plus joyeux qu'un archange.

Si bien qu'il rêve encore, éveillé pourtant, qu'il tient en sa main la lance même du grand Saint Georges.

III. — *UN PRINCE DU SUD*

En possession de liberté, le roi de Navarre commence par s'ébrouer à la façon d'un poulain lâché dans la campagne.

Mais il ne s'attarde pas aux pays de Loire. Après un court séjour en Aunis, c'est vers le Sud qu'il retourne, vers la Guyenne, dont il est gouverneur, vers son Béarn et sa Gascogne où il fait bon vivre, et où les cœurs lui sont fidèles.

Pas un instant, la tentation ne lui vient de rejoindre Monsieur, l'autre évadé, qui groupe des forces disparates en même temps qu'il négocie avec sa mère et son frère. D'autre part, le duc de Montmorency Damville, qui tient le Languedoc, est un honnête opportuniste qui n'attaquera Navarre que si les affaires de ce dernier vont vraiment très mal. Comme notre Henry, en 1576, n'est pas encore l'homme d'Etat au système solide, aux vues européennes, qu'il deviendra dix ans plus tard, rien d'étonnant si les premières années de délivrance sont des années de folle chevauchée guerrière et amoureuse, où jeunesse se dépense avec une ardeur tout simplement désordonnée.

Ne cherchons point de fil caché, de profonde pensée politique à travers la conduite de Henry à

cette époque. Il n'est fidèle qu'à la turbulence de son caractère, à l'infatigable ressort de ses désirs, ainsi qu'à une sincère volonté de bonne administration de ses provinces.

On dirait qu'un printemps de dix années passe sur la Gascogne : je ne puis, en ce temps, réussir à imaginer un hiver. Jamais on ne s'est battu de façon plus intermittente, plus enragée, plus brève, plus absurde. Pour toute une guerre qui éclatera en 1580, les historiens n'ont même pas pu trouver de cause plausible, hors le fait que tous les conseillers du roi Henry se trouvaient amoureux en même temps.

Sur toutes les vallées qui mènent à la Garonne, les cerisiers sont en fleurs, et les gens d'armes se promènent par petites troupes. La fumée brève des coups de pistolet monte au ciel tout bleu en nuages poivrés. Au loin les morions, les bassinets, les fers des hallebardes font de petits éclairs mouvants à travers le feuillage. L'on massacre et l'on viole un peu, mais vraiment très peu. Les armées sont d'une poignée de gentilshommes et quelques douzaines de harquebusiers.

Le soleil sur tous les coteaux d'Armagnac, de Chalosse, d'Albret, de Bigorre, d'Agénois, fait chanter en gascon tous les oiseaux. Les montagnards navarrais atteignent l'aigle ou l'isard à des hauteurs désertes où nul ne s'était avancé. Les filles de la plaine font l'amour dans les bois avec des chevau-légers beaux comme des démons. Qui a dit que les protestants étaient gens d'austérité revêche, vêtus de noir et confits dans l'éloi-

gnement des joies du monde ? Ceux d'ailleurs peut-être, mais pas nos huguenots d'Aquitaine et des Pyrénées Si leurs ministres n'ont pas toute cette largeur d'esprit qui permet aux cardinaux d'alors tant de libertés, à la mode de Borgia, ni cette réserve d'indulgence pour tout péché sans exception, les huguenots français ne sont point de fréquentation si maussade, et sous leurs casaques blanches vivent des corps juvéniles. Ni La Force, ni d'Aubigné, ni Sully même, en leur jeunesse, n'étaient des moroses. Seul peut-être Duplessis-Mornay, continuateur des vertus rugueuses de l'amiral, rechigne à prendre le ton de la cour du roi Henry. Mais il faut savoir d'autre part l'accent vif, entraînant, tumultueux des psaumes eux-mêmes : ceux de Goudimel, qu'un imbécile arrangement musical rendra plus tard monotones et gris comme le style d'un service anglican.

Nul ne sait plus bien aujourd'hui quelle joyeuse vitalité dut contenir le parti français des Eglises réformées, quand sa capitale était Nérac sur la Baïse, et son chef Henry de Navarre.

*
* *

Il a vingt-trois ans. Il n'est pas grand, mais sec, musclé, aimant la paume, la marche, la chasse, la bataille. Fortement doué pour toutes les escrimes, endurci aux privations, éclatant d'optimisme et sans cesse en action, il y a en lui du bouc des Pyrénées : remuant, barbu, odorant, ne connaissant guère le repos.

Ses émotions sont vives et directes, comme on a tôt fait d'apercevoir pourvu qu'il leur permette libre cours : mais l'effort sur soi-même est capable de tout masquer, depuis que Henry s'est trouvé à la plus merveilleuse école de feintise, alors qu'à la cour de Paris un mot, un signe de tête pouvaient lui faire perdre la vie. Il se connaît, et se commande donc lorsqu'il le faut. Cependant il n'aime rien tant que rejeter la contrainte. Il trouve au vrai un goût extraordinairement désirable, aux choses et aux êtres tels qu'ils sont ; ou plutôt, livré à lui-même il *est* le vrai : vigoureux, sûr de lui, prolifique, mouvant comme le vrai. Il ne connaît pas le mépris et la méfiance du réel qui viennent à ceux qui furent déçus : il a tenu contre lui les corps les plus beaux, et galopé au soleil, l'épée à la main, dans vingt rencontres ; le réel lui suffit et il ne cherche pas au-delà.

Du génie ? jamais de la vie. Le génie, s'il est la croissance de quelque faculté hors des mesures accoutumées, le génie joue de mauvais tours à qui veut l'appliquer aux affaires publiques, et c'est une des pires habitudes françaises que d'en exiger des grands chefs politiques, quitte à maudire ou guillotiner quiconque réellement en ferait preuve. Pour réussir à la tête des hommes, il ne faut pas être trop dissemblable d'eux. Un génie peut à la rigueur inspirer les actes des rois, mais la couronne et le sceptre lui vont mal, étant faits depuis longtemps à la taille commune des princes. Henry fut trop bon roi pour avoir du génie.

Ce n'était pas un cerveau assembleur d'abs-

tractions. C'était un intuitif et un exécutif. Mais ses intuitions étaient profondes, et son exécution efficace. Le diminuerai-je en disant qu'il n'était ni un artiste, ni un contemplatif, ni un moraliste ? Je préfère le diminuer franchement de tout ce qui serait usurpé, n'aimant point trop la manière de certains biographes à qui tout prétexte est bon pour surcharger leur malheureux héros d'une vertu nouvelle, d'une perfection de plus, tant et si bien que paré comme une châsse, il ne faut plus qu'il éternue sous peine de casser tout ce bric-à-brac.

Sera-t-on déçu si je débarrasse Henry de toute prétention à des dons plus que moyens en tous les domaines de l'intellect, pour mieux à mon aise l'élever sur le pavois comme le modèle de l'homme d'action, qui sait ce qu'il veut et où il va, entreprend pour réussir, et réussit ce qu'il tente, et dévoue cette action de quarante années à sauver son royaume, à le rendre à ses destinées, à l'affermir enfin dans une prospérité véritable ? On trouverait facilement dix hommes, rien qu'entre ses contemporains, pour posséder à la fois plus de savoir, plus de goût, plus de vertu et des manières plus soignées. Je défie qu'on trouve, en trois siècles et peut-être en toute notre Histoire, un seul prince ou homme d'Etat qui ait fait à la France une telle somme de bien, et si peu de mal.

*
* *

Qu'arrive-t-il, entre temps, à la cour de Paris ? Alençon évadé, Navarre en fuite, la camarilla

Médicis commence à s'alarmer sérieusement. On envoie émissaire sur émissaire aux princes en rupture de Louvre — ces ingrats — et selon la méthode ordinaire, on se montre prêt à tous les raccommodements. La « Paix de Monsieur » accorde à celui-ci tout ce qu'il demande. Il s'appellera désormais duc d'Anjou, recevra une rente de 100.000 écus, et les troupes allemandes qu'il a appelées seront indemnisées par le roi.

Une fois de plus, la France est sur le point de jouir de la paix. Il faut, d'ailleurs, rendre cette justice à Henri III que si cette paix est rompue, ce ne sera point par sa volonté. Mais par un choc en retour de la « Paix de Monsieur » se crée une puissance nouvelle, dont nous aurons fort à parler : je veux dire la Ligue, ou Sainte-Union des catholiques. C'est elle qui va se charger d'entretenir la guerre civile. Fondée en cette même année 1576 autour de ceux dont la paix religieuse ruinait les ambitions, élevée aux frais du monarque étranger qui craignait le plus de voir catholiques et protestants se réconcilier en une France forte, c'est-à-dire de Philippe II, la Ligue va se grossir de tous les fanatiques, de tous les aventuriers intéressés au désordre, et puis, hélas, des gens de dévouement et de bonne foi à qui l'on a dit que les huguenots vont tout massacrer, qu'il s'agit de sauver la religion, que le grand Balafré, si populaire, si brave, s'est mis à la tête du mouvement, et que le roi n'ose plus régner.

Paris marche avec passion — pourvu qu'on n'y divulgue pas trop la source espagnole des fonds

de propagande. Pour le recrutement, on laisse peu de chances à la libre adhésion (ce qui rend si difficile de se compter) et la Ligue en mourra un jour, parce que la France est la France, et que les gens de ce pays ne pardonnent pas qu'on les enrôle malgré eux : « Ceux qui refusent de se joindre sont traités en ennemis, et poursuivis les armes à la main », dit le formulaire.

Mais il existe d'autres ressorts que la menace... « Les curés des villes et des campagnes tiendront un rôle de ceux qui sont en état de porter les armes. Ils leur diront en confession ce qu'ils auront à faire, comme ils l'auront appris des supérieurs ecclésiastiques, qui recevront eux-mêmes les instructions du duc de Guise, et celui-ci enverra secrètement des officiers, pour former les nouveaux enrôlés », etc...

Si Henri de Guise se mit à la tête de cette faction, c'est peut-être faute d'avoir pu assurer ses grands desseins par des voies mieux dignes d'un homme de sa valeur. Mais nulle autre alliance ne s'offrant à lui, il se fit le champion de ceux-là, qui promettaient de rétablir avec lui « la descendance de Charlemagne par la dynastie de Hugues Capet ».

Fanatisme, discipline, service d'ambitions particulières, germes de tyrannie démagogique, soumission du spirituel au temporel, voilà une organisation qui a tout ce qu'il faut pour réussir brillamment et dangereusement pendant dix ou quinze ans, et pour se décomposer après, sous le travail du vieux levain critique. C'est à quoi nous allons assister.

Aux Etats Généraux convoqués à Blois, et que la Ligue, dans toute sa fraîcheur, contrôle et mène, Henri III fait pourtant figure assez royale. Aux exaltés du Tiers-Etat qui veulent la guerre contre les huguenots, il rappelle que la guerre coûte cher et que si la noblesse se bat, le Tiers, lui, doit payer lourd — ce qui rend les députés soudain pacifiques. Mais d'autre part il frappe un coup habile, en signant lui-même le formulaire de la Ligue, dont il devient par son rang le chef suprême, coupant ainsi l'herbe sous les pas des Guise.

Navarre, Condé, le maréchal Damville, au nom de la paix et d'une bonne moitié de la France, envoyèrent promener les délégués de ces Etats qu'ils ne reconnaissaient pas. Le premier, qui venait de retourner à la religion réformée, répondit : « J'ai toujours prié le Seigneur, et le prie encore, de me faire connaître la vérité. Si je suis dans le bon chemin, que Dieu m'y soutienne, sinon qu'il m'ouvre les yeux, et je suis prêt, non seulement à abjurer l'erreur, mais encore à chasser l'hérésie du Royaume, et de tout l'Univers, s'il est possible ». Malin. Pour ce que lui coûtaient de telles paroles !

Les choses faillirent se gâter quand Monsieur et Damville recommencèrent eux-mêmes d'attaquer les Réformés. Henri III cependant consentit à la paix, montrant qu'il voyait clair — et se séparant ainsi de la politique de Catherine, pour la première fois je pense.

L'édit de pacification, donné par Henri III à

Poitiers en septembre 1577, contient d'excellentes choses. Le roi en a conscience, qui l'appellera souvent avec complaisance « mon édit ». La Saint-Barthélemy s'y trouvait désavouée (ce qui ne coûtait rien non plus), mais chose plus importante et non plus rétrospective, un article de l'édit frappait et interdisait toute ligue, levée d'argent, enrôlement de troupes, etc., par des organisations sectaires.

C'est désormais l'hostilité quasi ouverte entre Guise et le roi. Cette année-là (avril 1578) eut lieu à Paris le fameux duel où trois favoris du roi s'égorgèrent avec trois amis de la maison de Guise. Quélus, Maugiron et deux autres y laissèrent la vie, et l'on sait comment le roi les pleura. Saint-Mégrin fut tué peu après, puis Bussy d'Amboise, favori de Monsieur. Ainsi le Louvre maintenait sa réputation de fosse aux tigres.

*
* *

Mais tout ceci ne touchait que de loin notre Henry. Ce qui le concerna davantage, c'est qu'en août 78, sa femme se mit en route pour le rejoindre, quittant à son tour les risques et les déplaisirs de la cour. Elle ne voyageait pas seule : Madame Catherine elle-même, suivie de son « escadron volant » qu'elle fit déjà donner à Blois contre Monsieur, s'acheminait aussi vers la Gascogne, et venait tenir conférence à Auch, puis à Agen, à Montauban et enfin à Nérac, avec les chefs huguenots.

Il manquait une cour au roi de Navarre. Voici qu'il en aura trois, car les huguenots d'une part autour de lui, les courtisans de Marguerite, d'autre part, et enfin le train de Madame Catherine, forment trois groupes séparés. Mais, chose étrange, pas un empoisonnement, pas un assassinat, quelques duels tout au plus, et pas mal de grossesses : sous la grâce du Sud, les hommes et les femmes sont redevenus des humains, et songent à plaire beaucoup plus qu'à haïr. Les intrigues se multiplient, mêlant catholiques et protestants, capitaines et filles d'honneur, princesses et jeunes seigneurs ivres d'amusement et de bravoure.

Henry, bien que préoccupé des affaires du parti, mène la danse avec la fougue que l'on devine. Déjà le compte de ses maîtresses n'est plus à faire ; pourtant, hors Madame de Sauves et la jolie Cypriote Dayelle, qu'il connut à Paris et qui reparaissent à Nérac, nulle femme ne l'a retenu comme il va l'être bientôt par Corysande. A présent, il semble préférer aux filles d'honneur de Catherine celles de sa propre épouse Marguerite, celle-ci d'ailleurs n'en ignorant rien.

Deviendrait-il prudent, ou garde-t-il rancune ? Lorsque Madame Catherine s'installe à Nérac et le reçoit en parlant d'ouvertures pacifiques, Henry de Navarre regarde le cercle des filles d'honneur et répond cruellement à la reine mère : « Madame, il n'y a point ici d'ouverture pour moi ».

Il entretient d'ailleurs une assez cordiale amitié avec Margot, qui le soigne pendant une maladie, à Eauze au printemps de 1579.

Madame Catherine, par le Languedoc et le Dauphiné est rentrée à Paris. C'est Marguerite de Navarre qui règne à la cour de Nérac ; ce printemps-là, payant de sa personne et avec l'aide de ses filles, elle affole la cour, la ville et les deux religions, y compris de vieux capitaines invalides qui en oublient leur métier.

Il faut croire la plus bienveillante chronique, celle qui dit qu'il restait quelque chose de chaste aux passions de cette cour. Si la lassitude et le désir de répit durent jouer chez les uns, la guerre dut sortir de la continence exaspérée des autres, et de l'émulation de tous en présence de tant de spectatrices adorables, venues de loin pour donner et recevoir, prendre et être prises, et modeler sous leurs caresses le sort des hommes d'épée et des faiseurs de royaumes.

*
* *

La comique et impitoyable « Confession du Sieur de Sanci », produit de la mauvaise humeur d'Agrippa d'Aubigné, rappelant au roi Henry IV son ingratitude et « mangeant le morceau », nous dévoile quelques-unes des aventures dudit roi, aventures remontant à cette période, je pense. Il y eut Catherine du Luc d'Agen, la damoiselle de Montagu, la garce du veneur La Brosse, dont il gagna quantité de petits protégés intimes. « Ces poux espagnols, las de posséder les parties basses, ou estant trop pressez de logiz, avoient pris un

domicile eminent dans les sourcilz, et le rond des cheveux, siège de la Couronne ». Puis Mesdemoiselles Rebours et Fosseux, sur qui nous sommes renseignés par les Mémoires de Marguerite de Valois ; la femme de Sponde ; Esther Imbert ; « après vinrent les amours d'une boulangère de Saint-Jean, de Madame de Pétonville, de la Baveresse, de Mademoiselle de Duras, de la fille du Concierge, de la Comtesse de Saint-Maigrin, de la nourrice de Casteljaloux, et puis des deux sœurs de l'Espée ».

D'Aubigné était coléreux et indiscret, et peut-être menteur. Mais devrions-nous taire son témoignage ? Il faut que la gloire de Henry tienne en dépit des totos espagnols, comme celle de Louis XIV en dépit de sa mâchoire pourrie, et celle de Napoléon malgré la gale qu'il eut en Italie, incidents que rapportent les historiens honnêtes, sans les enfler au-delà de leur petite importance.

*
* *

Donc, l'année 1580, « les dames, dit Anquetil, à l'instigation de la reine (Marguerite) échauffèrent les courages des guerriers qui leur étaient attachés, et inspirèrent le désir des combats à cette jeunesse qu'elles endormaient auparavant dans le sein de la volupté. » La vérité est que la cour de Paris voyait d'un œil inquiet la bonne entente régner entre le roi de Navarre et sa femme, celle-ci étant d'autre part si fidèlement attachée à son frère d'Anjou, que grâce à un tel trait

d'union toute « l'opposition » se trouvait d'accord. Henri III écrivit au roi de Navarre que Marguerite accordait trop de faveur au Vicomte de Turenne. Navarre montra la lettre aux intéressés, qui se défendirent et se démenèrent comme beaux diables. C'est une ruse, dirent-ils, pour ne point vous livrer les places — Cahors notamment — qui sont de la dot de Marguerite.

Depuis longtemps, Navarre se tenait prêt à reprendre la lutte. Cette fois, il rompit lui-même la trève, et déchaîna une quantité d'entreprises mijotées de longue date[1]. C'est ici qu'intervient l'épisode de l'attaque de Cahors.

Vers la fin de mai, une attaque fut dressée contre cette ville. C'est aux « Œconomies Royales » de Sully, alors baron de Rosni, que nous en puiserons le récit : celui d'un témoin actif, comme vous verrez :

« L'exécution en fut l'une des plus signalées prises de ville par pétard (sans aucune intelligence dans la place) qui se soit jamais faite ». Il y avait là, outre les habitants armés, deux mille hommes de pied et cent cavaliers sous un brave gentilhomme, nommé de Vesins. On avait prévenu ce gouverneur de l'attaque, à quoi il avait répondu en écrivant par trois fois sur le message : nergue pour les huguenots.

1. Citons, bien qu'il date d'un peu plus tard, le billet à M. de Batz qui donne assez le mouvement du style militaire de Henry : « Mon faucheur, mets des ailes à ta meilleure bête ; j'ai dit à Montespan de crever la sienne. Pourquoi ? tu le sauras de moi à Nérac ; hâte, cours, viens, vole ! C'est l'ordre de ton maître, et la prière de ton ami. Henry. »

Henry, sans attendre un renfort que lui devait amener M. de Chouppes, donna dans la place où il se fit aussitôt « un grand tintamarre ». L'ordonnance de l'attaque fut telle. Dix soldats des plus braves accompagnaient les deux pétardiers ; ensuite venaient cinquante hommes, dont trente arquebusiers des gardes ; ensuite quarante des meilleurs gentilshommes, sous M. de Roquelaure. Rosni marchait au premier rang, puis le roi suivi de douze ou quatorze cents gardes et arquebusiers. Il fallut enlever trois portes à coups de pétards et agrandir les trous à coups de hache. Les assaillants entrèrent à quatre pattes, puis se heurtèrent dans l'obscurité à une solide résistance. Au feu des salves, on pouvait voir que les soldats ennemis allaient nu-jambes, n'ayant eu loisir de revêtir leurs bas de chausses. « Les cloches faisaient un merveilleux bruit... les voix un autre, criant charge, charge et tue, tue ; les harquebusades et cliquetis d'armes un autre ; les tuiles, pierres, tisons et pièces de bois, que du haut des maisons on jetait sur nous, un autre ; et les bris des épées et froissis des piques et hallebardes, un autre ; car dès le premier combat on en vint aux mains, jusqu'à se colleter les uns les autres, et dura cette mêlée plus d'un grand quart d'heure », durant lequel Rosni fut porté par terre d'une grosse pierre, qui ruée d'une fenêtre lui tomba sur le casque. En ces combats le roi rompit deux hallebardes et ses armes furent marquées de coups divers...

Chaque maison se défendait obstinément, si bien qu'ils y furent près de cinq jours et cinq

nuits avant d'en être maîtres. Et Rosni déclarera plus tard n'avoir vu que peu de choses plus belles et plus effroyables tout ensemble... Tous étaient « las, altérez, affamez et travaillez de sommeil », n'ayant « bu, ni mangé qu'un coup et un morceau, par-ci par-là en combattant, ni dormy que tout debout, les cuirasses appuyées sur quelques étaux de boutiques ». On voulut persuader Navarre d'abandonner l'entreprise. Il refusa, avec un visage riant, bien qu'il eût les pieds en sang.

Enfin parurent les secours amenés par M. de Chouppes, sept cents hommes tous frais et bien armés. Les défenseurs se retirèrent, et le pillage commença, où Rosni gagna, « par le plus grand bonheur du monde, une petite boëtte contenant quatre mille écus en or. »

En ce temps-là, les conséquences économiques de la guerre étaient du moins supportables pour le vainqueur.

*
* *

La « Guerre des Amoureux » ne dura point, et la paix mit enfin le roi de Navarre en possession de la dot de sa femme. Il faut reconnaître qu'en ces troubles, Henri III montra plus d'esprit pacifique et de prudence que son bouillant cousin.

Opprimé déjà par les froides intrigues du duc de Guise, qui avait lié partie avec le clergé en épousant ses intérêts matériels, Henri III faisait de son mieux pour garder à la royauté française un semblant de prestige, mais il était bien tard... Mon-

sieur eût-il été un moins piètre personnage, que la couronne eût été sauvée par une alliance effective entre le roi, son frère et le roi de Navarre, c'est-à-dire les trois premiers de la maison de France, dépositaires du même héritage à tour de rôle, et contre qui nulle cabale n'eût prévalu — surtout payée par l'étranger. On voulut donc donner à Monsieur une raison d'être et une chance d'acquérir de la gloire, et on l'envoya aux Pays-Bas, avec le titre de duc de Brabant et le commandement des armées néerlandaises contre l'Espagnol. C'était une fort belle mission, qu'il gâcha comme un misérable, s'en prenant à ses propres sujets, se faisant corriger par eux, boudant et perdant sa chance, et enfin retournant à l'intrigue contre son frère. Faut-il s'étonner s'il tomba malade à son tour, et mourut des mêmes troubles que Charles IX, perdant le sang par tous les pores ? On accusa les Espagnols de l'avoir empoisonné, mais je pense qu'ils savaient assez leurs intérêts pour laisser au contraire en vie, le plus longtemps possible, un tel adversaire.

* * *

Entre temps, la brouille s'était ravivée entre Navarre et la cour de France, à la suite des avanies infligées par Henri III à sa sœur, retournée pour une saison à Paris. Il l'injuria, fit fouiller son carrosse et ses femmes, et protesta auprès de Henry de Navarre contre le dévergondage de cette princesse. Le mari se fâcha, sinon des accusations

qu'il devait savoir justifiées, du moins du procédé. Henri III se réfugia dans des phrases, blâmant la médisance et les racontars, et ajoutant que nul n'était à l'abri des rapports malveillants puisqu'on en avait répandu sur Jeanne d'Albret elle-même. Ce qui fit Henry de Navarre répondre durement, parlant à l'ambassadeur Bellièvre : « Le roi me comble de faveurs. Il m'écrit que je suis cocu, puis en manière d'excuse me fait dire par ambassade que ma mère était une p.... Grand merci. »

Mais ces histoires de famille, si large et vilaine place qu'elles tiennent dans la correspondance et les chroniques du temps, n'affectent pas bien profondément la situation des partis. Ce qui va donner un tour nouveau aux affaires, et simplifier l'imbroglio où nous avons cherché à nous orienter jusqu'ici, c'est d'une part, en 1584, la mort du duc d'Anjou, qui rend Henry de Navarre héritier de la couronne, d'autre part la puissance accrue de la Sainte Ligue, qui va mener la lutte contre cette transmission légitime du pouvoir royal. De sorte que nous ne verrons plus désormais en présence que deux grandes forces : le roi de Navarre et ses Huguenots, le duc de Guise et ses Ligueurs, avec le roi de France étouffé entre eux, tâchant d'abord de manœuvrer avec la Ligue, puis se retournant contre elle pour faire cause commune, avant de disparaître, avec l'héritier légitime.

IV. — *L'ÉCOLE DE LA VICTOIRE*

En 1584 était mort François, duc d'Anjou, frère de Henri III et héritier de la couronne, le roi étant sans enfants.

Qui devenait successeur ? Les Valois allaient s'éteindre avec le roi actuel. Point de neveux, ni de proches cousins. Seul, au vingt-et-unième degré, ce roitelet de Navarre, chef de ceux de la religion prétendue réformée, descendant de Saint Louis par Robert de Clermont et les maisons d'Orléans, Vendôme et Bourbon. Il était petit-fils par sa mère (mais ceci ne compte pas pour la loi salique) de la Marguerite des Princesses, sœur de François Ier.

A sa naissance, en 1553 sous Henri II, on ne songeait guère aux Bourbons pour régner sur la France, le roi ayant plusieurs fils en bas âge et rien ne faisant prévoir qu'ils seraient tous sans postérité. On y songea moins encore après que Jeanne d'Albret se fût jetée à la cause protestante. Mais les princes qui se trouvaient entre le jeune Henry et la couronne moururent l'un après l'autre, Anjou le dernier, et Henri III, miné, pourri, ne devait guère vivre. Voici soudain le royaume menacé de l'avènement d'un prince hu-

guenot, tenu jusqu'alors pour simple chef de factieux, bon capitaine il est vrai, et beau-frère du roi, mais fugitif de la cour en sa province de Guyenne, inéligible pour la plupart des Français à cause de la religion, — et tout d'abord odieux et redoutable aux Guise, qui, plus puissants que le roi même, préparent l'accession de leur propre maison avec les appuis que nous savons. Et pour en finir avec le Béarnais, ils l'ont fait excommunier par Sixte-Quint, bannir explicitement de tout droit, en attendant l'occasion de s'en débarrasser tout à fait.

Henri III, comme à sa coutume, agit tortueusement. Il n'est pas rassuré. Dans sa faiblesse, il tâche de jouer l'un contre l'autre le Guise et le Navarre, le loup de Lorraine et le léopard d'Aquitaine, mais c'est lui qui souffre le plus fort de leur croissante rivalité.

Car Henry de Navarre tient à ses droits, et les affirme par une réponse qu'il fait afficher à Rome même, forçant l'admiration du pape Sixte par son audace. Si l'on sait peu de chose encore de ses vertus royales, on sait du moins qu'il peut cogner dur. Pour ceux (et c'est sans doute la majorité des Français) qui s'attachent par dessus tout à l'ordre de succession régulière, seule garantie de stabilité contre les prétentions innombrables et l'anarchie, le Gascon n'est plus ce qu'il était avant la mort de Monsieur. Qu'à cela ne tienne ! dit Henri de Guise (et Paris pense comme lui, et la Ligue) : on inventera bien un autre roi. Pour ne point tout démasquer, on choisit le Cardinal Char-

les de Bourbon, l'oncle de Henry, pauvre vieille bête qu'on appellera Charles X.

Henri III sait bien que le Guise n'aura pas la patience d'attendre sa mort ; alors que Navarre, plus habile, plus sûr de vivre ou plus loyal, ou les trois à la fois, se contentera de régner quand son tour viendra, sans prétendre supprimer le présent roi, ni le tonsurer, ni le jeter dans un monastère, comme annonce déjà la Ligue.

L'histoire des cinq années suivantes sera donc celle du rapprochement graduel entre les deux Henri, de France et de Navarre, contre celui de Lorraine. Mais ce dernier accumule un pouvoir qui fait peur. Bientôt il n'ira plus au Louvre que suivi de trois cents gentilshommes. Ensuite il n'ira plus du tout. Il détache de Henri III jusqu'à ses proches : Anne de Joyeuse, le plus cher des mignons avec d'Epernon, Anne de Joyeuse qui fut marié à Marguerite de Vaudémont, sœur de la reine, et reçut 1.200.000 écus en dot, le jeune et redoutable Joyeuse inclina vers les Guisards. Si forte était devenue la haine du roi pour ce parti, que Joyeuse tomba presque en défaveur — mais peu de gens le surent. De sorte qu'en 1587, quand ce connétable de vingt-six ans se trouva placé à la tête de la brillante armée qu'on envoyait contre le roi de Navarre, sous la pression de la Ligue, pour en finir avec le prince des Huguenots, chacun s'imagina voir là les marques de la préférence royale. Peut-être en fut-il tout autrement, quoique Joyeuse espérât, par ses victoires, éclipser le duc de Guise et prendre sa place.

L'armée royale, casquée d'argent et de plumes, étincelante d'ors et de ciselures, descendit vers le Midi pour y faire la loi, tandis que montait à sa rencontre l'armée pauvre, la petite armée des vétérans huguenots, des cadets de Gascogne, des mangeurs de viande enragée, tout nerf et tout muscle dans leurs habits de buffle, sous leurs simples cuirasses de fer. A Coutras, les deux forces furent en présence.

Henry de Navarre n'était plus en réserve, comme à Moncontour ; il commandait en chef, et il allait y paraître. Il prit l'avantage du terrain, plaça son artillerie, puis se tournant vers ses cousins de Condé et de Soissons : « Pour vous, je ne dis autre chose, sinon que vous êtes du sang de Bourbon, et vive Dieu ! je vous ferai voir que je suis votre aîné. »

C'est alors que sans égard pour les murmures de quelques-uns, l'austère Duplessis-Mornay vint reprocher au roi d'avoir entretenu, dans la Rochelle, une liaison amoureuse qui scandalisa les plus vertueux au moins de ses compagnons. Henry n'hésita pas et reconnut de bonne grâce sa faute devant le ministre Chandieu, ajoutant : « On ne peut trop s'humilier devant Dieu, ni trop braver les hommes » — ce qui conciliait assez adroitement la fierté du soldat avec l'amende honorable du huguenot.

Ici se place l'épisode connu de la prière : Joyeuse de loin voit l'armée protestante à genoux. « Le roi de Navarre a peur, » s'écrie-t-il. On lui explique son erreur. Il la comprendra mieux dans un instant.

L'artillerie ébranle son ordonnance. Les arquebusiers protestants, selon une tactique à eux, préparent la voie. Enfin donnent les rudes escadrons en plein dans la cavalerie royale, qu'ils rompent sous le choc, dispersent, et dont ils font un grand massacre. Joyeuse ne chercha pas à fuir, il se jeta au plus fort de l'action avec son jeune frère Claude de Saint-Sauveur, et tous deux se firent tuer.

Ce soir-là, le roi de Navarre mangea avec ses principaux chefs dans une salle haute, pleine de drapeaux et cornettes enlevés à l'armée vaincue, tandis que les cadavres dépouillés des deux Joyeuse étaient couchés sur une table dans la salle basse. C'était la plus grande victoire remportée par les protestants depuis le début des guerres de religion. J'imagine l'air qu'on devait respirer dans cette salle, l'exaltation des capitaines entrant l'un après l'autre, suants et poudreux, posant à terre bourguignottes et brassards, s'asseyant lourdement à la table chargée de verres et de victuailles, leur grande épée battant les bancs ; et à travers la fumée des torches, riant à chaque arrivant, lançant des blagues énormes, jurant en gascon et en français, Henry, le visage brûlant de gaîté, réparant ses forces tout en écoutant les nouvelles qu'on lui apportait encore sur la fin de cette curée triomphale.

* * *

On sait que Henry ne profita point de la victoire, courant porter aux pieds de la comtesse de Gra-

mont, en Béarn, les drapeaux conquis, tandis que son armée se débandait à peu près complètement. Il s'en trouva fort blâmé par les historiens et capitaines.

Ici je crois devoir rompre une lance pour sa décharge, ayant regardé le cas d'assez près, pour ce qu'une telle légéreté me paraissait tout de même invraisemblable.

Quelle est la situation en France ? Une armée allemande s'avance, contenue par Guise. Joyeuse vient de se faire anéantir à Coutras. Une troisième armée, commandée par le roi en personne, se tient entre les deux. Si Henry de Navarre reste tranquille après sa victoire, ayant dégagé ses Etats de l'invasion, Henri III, qu'il désire ménager, lui en saura gré ; Henri III pourra souffler au duc de Guise ses lauriers du combat d'Auneau contre les Allemands et rentrer à Paris, casque en tête, les étrangers étant chassés de France et à peu près complètement massacrés pendant leur retraite. Que notre Henry au contraire poursuive ses succès, et le voici aux prises avec le roi de France lui-même, chose contraire à toute sa politique. S'il le bat, malgré la disproportion des forces, il se trouve en face de Guise autour de qui se sera fait une sorte d'union sacrée, pour la défense de l'Eglise Catholique et du trône — deux puissances entre lesquelles Navarre cherche précisément à marquer la différence. Enfin, l'armée de Guyenne se trouvera affaiblie, loin de ses bases, et engagée dans une aventure offensive peu intéressante pour des gens partis en guerre défensive.

C'est, je pense, assez de raisons pour avoir préféré demeurer sur l'éclatant succès de Coutras. Mais je ne craindrai pas d'aller plus loin et de dire : à partir de maintenant, non seulement le roi de Navarre s'abstiendra de heurter les intérêts du roi de France dont il est l'héritier, mais il fera tout ce qui est en son pouvoir, par négociations, manifestes, et par tous ses actes, pour identifier la cause de la France à la sienne propre, et pour entrer absolument dans le rôle qui est sien depuis la mort de Monsieur : le rôle de successeur au trône, et de successeur prochain.

*
* *

Cependant il vole vers Corysande. Cette fois, la passion n'est plus un fuyant caprice : la belle Diane d'Andouins est le plus constant et le plus efficace de ses alliés, en même temps qu'une maîtresse digne de lui.

Elle avait épousé, très jeune, Philibert de Gramont, comte de Guiche ; Henry IV la vit peu après s'être évadé de Paris, mais il est difficile de fixer à quelle date se place le début de leur intimité : avant ou après la mort de M. de Gramont, dont le fils Antoine refusa, paraît-il, la reconnaissance royale, alors que son petit-fils ne se consolera jamais d'un tel refus. « Nous aurions, répétera-t-il, le pas sur les César de Vendôme... » C'est à Madame de Gramont que furent dédiés par Montaigne les vingt et neuf sonnets d'Etienne de la Boétie.

Henry voulait épouser Corysande, et le lui promit. Il n'aimait point s'engager à moitié... Cette fois, comme plus tard avec Gabrielle, il a rencontré quelqu'un qui joue le jeu de tout cœur. Pendant la guerre des trois Henri, la comtesse de Gramont engagera ses domaines et ses bijoux pour payer les troupes de son amant.

Ce furent Turenne et d'Aubigné qui retinrent le roi d'exécuter sa promesse. Celui-ci, pourtant, avait de beaux arguments ; il cita trente histoires de princes anciens et modernes, qui s'étaient bien trouvés de s'être mariés pour leur plaisir à personnes de moindre condition, puis il toucha autant d'autres mariages par lesquels la recherche des grandes alliances avait été ruineuse à la personne et à l'Etat, et enfin s'emporta contre « l'iniquité de ceux qui voulaient sans passion disposer d'un esprit passionné ». Mais le roi était seul de son avis, les autres étaient l'opinion publique, parlaient du bien public, et il en fut pour ses frais d'érudition.

L'amour de Henry et de Corysande se prolongea en tendresse et reconnaissance, après avoir cessé d'être passion flamboyante. Corysande resta longtemps celle à qui le roi préférait écrire. Je crois qu'elle a reçu ses meilleures lettres — témoin la plus connue de toutes, celle datée de la campagne de Marans en Bas-Poitou :

« ... J'arrivis hier soir de Marans, où j'étais allé pour pourvoir à la garde d'icelui. Ah ! que je vous y souhaitai ! C'est le lieu le plus selon votre humeur que j'aie jamais vu... C'est une île renfermée de marais bocageux, où, de cent en cent pas, il

y a des canaux pour aller chercher le bois par bateau. L'eau claire, peu courante ; les canaux de toute largeur ; les bateaux de toute grandeur. Parmi ces déserts, mille jardins où l'on ne va que par bateau. L'île a deux lieues de tour, ainsi environnée ; passe une rivière par le pied du chateau, au milieu du bourg, qui est aussi logeable que Pau. Peu de maison qui n'entre de sa porte dans son petit bateau. Cette rivière s'étend en deux bras qui portent non seulement grands bateaux, mais les navires de cinquante tonneaux y viennent. Il n'y a que deux lieues jusqu'à la mer. Certes, c'est un canal, non une rivière. Contremont vont les grands bateaux jusques à Niort, où il y a douze lieues ; infinis moulins et métairies insulées ; tant de sortes d'oiseaux qui chantent ; de toute sorte de ceux de mer. Je vous en envoie des plumes. De poisson, c'est une monstruosité que la quantité, la grandeur et le prix ; une grande carpe, trois sols, et cinq un brochet. C'est un lieu de grand trafic, et tout par bateaux. La terre est pleine de blés et très-beaux. L'on y peut être plaisamment en paix et sûrement en guerre. L'on s'y peut réjouir avec ce qu'on aime, et plaindre une absence. Ha ! qu'il y fait bon chanter !... »

*
* *

Nous touchons aux derniers instants de la dynastie des Valois. Cette maison illustre, à qui est la France depuis tant d'années, a vu son sang épuisé, empoisonné plutôt, par la malheureuse alliance

de Henri II avec Catherine, cette fille mal conformée, longtemps brehaigne, avec qui s'est corrompue la lignée royale en une portée de louveteaux méchants et faibles. Le moins détestable, pour moi, est ce Henri III qui aurait dû résider en quelque principauté sans importance politique, d'Italie ou d'Empire, sous un fort suzerain se chargeant de l'ordre et lui laissant les fêtes à régler, les modes à inventer. Il lui manqua d'être à l'échelle de sa destinée, et de celle de France. Mais combien de princes firent de même, qui n'étaient pas aussi intéressants que lui ? Il avait à se débattre contre un tel héritage et une telle formation, qu'on peut bien lui tenir compte de ces dernières années où il tâcha d'être roi.

Il fit tuer un rival qui l'opprimait, et c'est là le pire aveu de faiblesse que puisse donner un chef, l'acte auquel n'a point recours celui qui a foi en sa force. Mais durant les derniers mois de son malheureux règne, il en vint presque à voir clair, et du moins affirma constamment, sans retour ni réticence, les droits de son successeur. Dès 1584, lors de l'agonie de Monsieur, il disait : « Aujourd'hui je reconnais le roi de Navarre pour mon seul et unique héritier. Mon naturel a toujours été de l'aimer, et je sais qu'il m'aime. Il est un peu colère et piquant, mais le fonds en est bon. » Il ne variera plus jusqu'à son lit de mort.

Je ne dirai pas en détail, car ceci est en marge de notre sujet, la montée du cauchemar de la Sainte-Union, la journée des Barricades, le roi fuyant son Louvre et sa capitale, les Etats Géné-

raux de 1588 où la bête royale se retourna en désespoir et déchira son chasseur : l'assassinat de Henri de Guise par les Quarante-Cinq en l'antichambre qui sépare le Vieux Cabinet de la Salle du Conseil. Ce grand personnage, — le Guise, je veux dire — s'abattit de tout son long, et avec lui la meilleure chance de vaincre pour les factieux et les étrangers. « J'ai tué le roi de Paris, dit Henri III à Catherine, et je suis enfin roi de France ». Pas pour longtemps.

Je voudrais m'arrêter, par contre, à l'alliance patiemment négociée, honnêtement tenue qui unit le chef des huguenots et sa fortune montante à la fortune branlante et vermoulue de la royauté. La légitimité l'échappa belle. Mais puisqu'en cette passe dangereuse, l'observance de la stricte loi de transmission royale s'accorda si bien avec les droits du plus digne, remercions cette règle sur laquelle va s'appuyer le roi de Navarre pour grouper à lui les plus constants des Français. Laissons à de meilleurs esprits le soin de peser cette loi dans son absolue valeur. Laissons de côté, surtout, le point de l'exclusion des femmes, qui ne tient guère sérieusement la critique. Mais nous aurions mauvaise grâce à chicaner le principe de l'héritage légitime, quand nous sommes en 1589 et que l'héritier va s'appeler Henry Quatre.

* * *

Il semble jouer de chance maintenant ; ses grands ennemis expirent l'un après l'autre, Joyeuse à

Coutras, Guise à Blois, puis la vieille Catherine s'étouffant de chagrin et de dépit de voir les affaires se traiter sans elle, et éclater des crimes dont elle n'a pas tenu les ficelles.

Malheureusement, de fidèles appuis s'en vont aussi : je songe surtout au prince de Condé, le « bras droit » de Henry, qui partagea ses périls à la Saint-Barthélemy, en captivité, à Coutras, et meurt empoisonné. Sur de faux rapports, on accusa la princesse sa femme, que Henry de Navarre furieux voulut faire châtier mais qu'il épargna parce qu'elle était enceinte : huit ans plus tard le Parlement reconnaîtra son innocence.

Or, la Ligue étant maîtresse de Paris et d'une belle part du royaume, il n'est que temps de parer à la catastrophe : derrière les bataillons des Ligueux, conduits maintenant par le duc de Mayenne, frère de Guise l'assassiné, la diplomatie de Philippe II étend sa griffe... Encore un an ou deux d'anarchie, et le fruit sera mûr pour n'importe quelle combinaison où sombrera l'indépendance du pays entier.

Mais on n'a pas assez compté avec le Béarnais.

* * *

C'est Duplessis-Mornay, et aussi M. de Rosni, qui vont traiter entre les deux rois que tant de traverses méchantes ont tenus séparés, ennemis, et qui enfin se tendent la main.

Henri III a bien tardé : c'est que pour un indé-

cis le pas était large à franchir. « Appeler à soi le roi de Navarre, dit Michelet, c'était appeler contre soi le roi d'Espagne. »

Mais il n'a plus guère le choix. Tous l'ont quitté, même les favoris italiens de Catherine, pareils aux rats fuyant l'épave. Il ne lui reste qu'une petite chaîne de places sur la Loire, et c'est tout. Paris est aux mains des Seize, de la duchesse de Montpensier (sœur du Balafré), du légat et de l'ambassadeur de Philippe II.

Cependant Henry de Navarre apprend sans étonnement ces choses. Conseillé par Duplessis-Mornay, alors au plus haut de sa faveur, il pèse ses chances ; les villes les plus proches s'offrent à lui : Brouage, Thouars, Saintes. Le prudent Mornay lui-même (un caractère fort parent de notre grand contemporain Masaryk) indique la voie de la hardiesse. A eux deux, ils rédigent un manifeste remarquable, — de quoi exalter et rassurer à la fois ceux qui cherchent à ce royaume un maître digne de lui.

Les envoyés de Henri III se succèdent : le frère de Mornay, puis Madame Diane de France, la fille naturelle de Henri II. Entre temps, Navarre se rapproche. Le voici à trois lieues de Tours, où tremble le roi de France, menacé de l'autre côté par les Ligueurs. Alors, les temps étant mûrs, les deux rois s'accordèrent enfin par traité.

L'armée royale et l'armée protestante fraternisèrent, dans un sentiment commun qui était, enfin ! le sentiment national français. Le gouverneur de Saumur demandait de l'argent pour livrer

la place. Les deux rois étant sans un sou, les officiers des deux armées se cotisèrent...

Les conseils de défiance n'avaient pas cessé pourtant. Les rois ne se rencontraient toujours pas. Navarre brusqua les choses. Suivi de sa noblesse, il s'avança vers les quartiers du roi de France. On avertit celui-ci, et la populace en même temps accourut de toutes parts, hurlant de joie.

Pendant un long moment les deux rois s'aperçoivent sans pouvoir se joindre, tant la foule les presse. Enfin les voici embrassés, et autour d'eux les chefs et les soldats des deux partis et des deux religions. Et faisant allusion au vieux Charles, le roi de la Ligue, Navarre s'écrie : « Courage, Sire, deux Henri valent mieux qu'un Carolus ! »

Les effets ne furent pas longtemps à se faire sentir. Un coup de main de Mayenne sur Tours fut repoussé, juste à temps, par les arquebusiers de Chatillon mêlés aux catholiques de Crillon. A Senlis, La Noue infligea une rude correction à l'armée disparate des Parisiens sous le duc d'Aumale.

Une force de quinze mille Suisses fut amenée au roi, non pour de l'argent, mais en échange d'une promesse d'appui aux Cantons contre le Savoyard, ce qui montre combien le crédit royal était en hausse. Avec les quelque trente mille Français réunis par les deux rois, c'était une fort menaçante armée qui se rapprochait de Paris.

Les rois vinrent camper en vue de la ville, Henri III à Saint-Cloud, Henry de Navarre à Meudon. L'attaque se prépara.

* * *

Alors les chefs de la Ligue envoyèrent en mission le moine Jacques Clément, muni d'un couteau.

Il se fit recevoir par Henri III le matin du 1er août 1589, et lui planta son couteau dans le ventre.

En expirant, le lendemain, le roi ordonna à sa noblesse d'obéir à son cousin et successeur légitime, Henry IV.

SECOND LIVRE

1589-1598

CHRONIQUES DU ROI DE FRANCE, AU TEMPS DE LA GRANDE CONQUÊTE.

V. — *LA TRANCHÉE D'ARQUES, OU RECOMMENCE LE ROYAUME*

En l'an 1589, vers l'équinoxe d'automne, le roi de France et son royaume tenaient dans Dieppe et ses faubourgs.

C'est auprès du village et du château d'Arques, dans un lieu favorable à la défense, que l'armée française a établi son camp. Et cette armée compte un peu moins de quatre mille hommes.

De l'autre côté de la tranchée, tenant la campagne et préparant l'attaque finale, se répand l'armée de la Ligue, ayant pour soutiens l'argent de l'Espagne, les foudres du Pape, le prestige de la maison de Guise, et la confiance enthousiaste des Parisiens. Tout cela, et l'indifférence d'une bonne part du pays, rappelle les temps du Dauphin à Chinon. Mais entre les deux siècles, il y a une différence : celle d'Ysabeau de Bavière à Jeanne d'Albret.

Regardons vers l'horizon : le monde de 1589 connaît, en Europe Occidentale, quatre hautes puissances : Rome, le roi Philippe II, l'empereur Rodolphe et la reine Elisabeth. Ensuite, moins forts mais souvent mieux avisés : Venise, les Provinces-Unies, les Cantons Suisses, le Savoyard.

Plus loin enfin, les Polonais, les Scandinaves, le Turc et les Moscovites. Si Philippe est diminué, Elisabeth grandie par la récente destruction de l'Armada, la force militaire et la richesse de l'Espagnol, sur le continent, demeurent suprêmes puisque le royaume de France est tout défait et hors de cause. Nous savons à quels déchirements il est livré depuis la mort de Henri II, grâce, pour une belle part, à la politique imbécile, déguisée d'habileté profonde, de Catherine de Médicis et de ses fils. A présent le poison — le célèbre poison florentin — est dans les plaies du royaume. Débandade partout, et chacun tire à soi et nul ne croit à personne.

Les partis sont trois qui jouent à se réconcilier pour se trahir à tour de rôle : royaux, guisards, et protestants. Il y a des villes, des pays entiers avec des maîtres d'occasion, des garnisons d'aventuriers ; on ne sait plus à qui l'on appartient. Là-dessus s'abattent les reîtres wallons, les officiers castillans, les prélats italiens, tous soigneux d'intérêts différents ; l'indépendance de France, sous eux, est en train de disparaître.

Ce qui va sauver la mise, c'est la fidélité d'une poignée d'hommes à un principe ; comme plus tard Washington à Valley Forge, Henry Quatre va l'emporter parce qu'il sait ce qu'il veut.

Il est coupé du Midi protestant. La Ligue triomphe doublement par le meurtre du dernier roi : les Valois sont éteints et le roi légitime est huguenot — quelle carrière ouverte à la maison de Lorraine ! Pour le bourgeois, le paysan, il n'y a plus

de roi. Navarre, excommunié, n'a qu'une poignée de soldats et la vigueur même de ses prétentions attire l'orage. Mayenne va en finir avec lui, le chassant de retraite en retraite et déjà publiant sa capture prochaine ou sa fuite outre-mer, ou sa mort. Le vieux Cardinal de Bourbon — le Charles X des Parisiens — n'est qu'une branlante poupée, captif d'ailleurs sous la garde du fidèle Duplessis-Mornay.

On aura donc quelques mois de guerre civile, et puis viendra un prince étranger, qu'il faudra bien subir. La nation n'a guère de chances de rester une : le dépeçage se fera d'abord au profit des puissances qui soutiennent et inspirent la Ligue, et des princes lorrains à qui l'on consentira l'octroi d'une couronne royale, mais avec un domaine fortement diminué ; ensuite les meilleurs chefs catholiques recevront quelques grands fiefs. Quant au sud de la France, incorrigible terre d'hérésie, l'Inquisition s'en chargera, comme au treizième siècle et plus savamment encore.

Il y a longtemps que les ambitions sont allumées : Henri III ne tenait plus qu'une poignée de villes sur la Loire, quand Navarre vint l'aider et qu'ils se présentèrent ensemble devant Paris. A la mort du roi catholique, la plupart de ses coreligionnaires se sont dispersés, et le roi huguenot, qui n'avait que cinq mille hommes à lui au camp de Meudon, s'est trouvé presque seul. Alors il prend des villes : Meulan, Clermont, Eu, Darnetal. Cela sert à faire entendre qu'il tient à ses droits, et aussi pour s'approvisionner. Mayenne a rassem-

blé des forces décuples, et son armée, lente bête alourdie de bagages, de princes, de domestiques, fait décamper le roi de place en place. Henry, enfin, va s'adosser à la mer, par où des secours d'Elisabeth lui parviendront peut-être. Mais auparavant, il faut tenir avec ses seules forces. C'est où son aventure devient la grande aventure de la France.

*
* *

Il reste, pour reconquérir le royaume, six cents cavaliers et trois mille hommes de pied, dont douze cents Suisses, braves gens commandés par le colonel Gallaty, qui vont mêler leur sang au sang français pour une si maigre espérance de victoire. Outre les lansquenets et arquebusiers français, gascons, vétérans des guerres religieuses, il y a, suivis des autres gens d'armes, quelques dizaines de gentilshommes qui partagent le sort de leur roi — « roi sans royaume, mari sans femme, guerrier sans argent ». Henri III est mort depuis sept semaines ; ceux qui tiennent à la couronne avaient tout loisir de rejoindre. En d'autres temps, on aurait vu affluer la belle jeunesse... Combien le doute et la division ont fait de chemin dans les cœurs, pour qu'un chef comme Henry n'ait avec lui, au bord de la mer, que ces rares escadrons !

Mais aussi quels noms on y retrouve. Il y a là Rosni, Caumont de la Force, Biron, il y a Conti et Montpensier, princes du sang, François de Coligny, colonel de l'infanterie française, Montmo-

rency-Damville, colonel général des Suisses, Charles de Valois, comte d'Auvergne (le fils de Charles IX et de Marie Touchet), colonel général de la cavalerie légère, Bellegarde, Roussy de Larochefoucault, le vidame de Chartres, Montgomery, Richelieu, Thorigny, Vignolles, la Rochejacquelein, Maintenon, Roannès, Louis de Rohan-Montbazon : une autre noblesse que celle dont les rubans et les révérences meubleront l'antichambre des rois successeurs.

Aux premiers jours de septembre, de vifs assauts ont été repoussés : Mayenne, à Dieppe, par Coligny ; Nemours, à Arques, par le roi. L'attaque décisive approche.

***

Le matin du 21, jeudi de la Saint-Mathieu, il fait un épais brouillard : du château d'Arques, où sont quatre pièces de canon au roi, on ne voit rien. Au pied du château, le bourg d'Arques, avec le pont sur la rivière qui coule vers Dieppe. En avant, l'armée royale. Celle-ci est couverte à gauche par la rivière ; la troupe de François de Coligny, restée à Dieppe, viendra s'il le faut à la rescousse. Vers la droite « un long coteau tournant, couvert de bois taillis », impraticable à la cavalerie, va s'écartant et s'abaissant jusqu'au hameau de Martinglise. L'attaque en masse ne peut donc venir que de front, par la plaine assez marécageuse et peu favorable à une manœuvre d'ensemble, et dégagée comme un glacis. Barrant

cette plaine, un retranchement bas, formant la première ligne du roi, s'appuie à gauche à une chapelle, à droite à un petit ouvrage de terre. En arrière, un autre retranchement, plus haut situé, servira de seconde ligne de résistance en avant du bourg. En cas de pression excessive de l'ennemi, le canon du château couvrirait, le vieux Biron l'espère, la retraite vers Dieppe.

Un fort parti de lansquenets et d'arquebusiers tient le premier retranchement, et surtout la chapelle, pivot de la défense, et six cents hommes occupent la seconde ligne. A gauche, les Suisses sont massés devant le bourg d'Arques, en travers du chemin creux bordé de haies, qui longe la rivière. En avant d'eux, à gauche de la chapelle, trois cents cavaliers en deux troupes, l'une sous le comte d'Auvergne, l'autre sous La Force à l'extrême-gauche (c'est là que combattra Rosni). Une soixantaine de cavaliers, sous Biron, se tiennent en arrière et à droite du premier retranchement, et Henry, avec la cornette blanche, est à la hauteur du deuxième retranchement.

Cette nuit-là, le roi ne se coucha pas, mais fit la garde le long de la chaussée, se faisant apporter à manger dans une « fosse ». A en croire Sully, il règne au camp français une sorte de « sage ardeur » presque surnaturelle, tant l'entreprise est hasardeuse et belle.

*
* *

Mayenne, qui dispose de trente-trois mille hommes, conçoit fort bien son attaque. Elle débou-

chera de la direction de Martinglise. Sa cavalerie, qui n'a point d'autre champ, agira en avant des retranchements royaux, cherchant à les tourner, débordant la chapelle pour couper à l'armée de Henry sa retraite par le pont d'Arques. Mais au préalable, les lansquenets de la Ligue se glisseront par les coteaux boisés, attaquant directement le second retranchement du roi, de façon à fixer celui-ci sur sa droite, et à rendre intenable la première ligne, ainsi prise de revers.

Dès le début de l'action, Henry va donc se trouver accroché avec violence. L'attaque commence par une traîtrise — d'ailleurs classique. Trois cents lansquenets allemands renversent leurs épieux en arrivant sur la tranchée, et se rendent. Le roi vient leur toucher la main en signe de vie sauve. La bataille déjà s'est allumée, et on les laisse sur place, sans les désarmer : on le regrettera tout à l'heure, quand ils vont redevenir ligueurs, attaquer les royaux et les chasser de la tranchée.

Ceux du premier retranchement, harquebusiers et lansquenets, devant l'infanterie de la Ligue sortant des bois, ont dû plier. Voici, au trot, dépassant la chapelle et se répandant sur l'étroit champ-clos jusque vers Martinglise, les six-vingts gentilshommes et gens d'armes du bâtard d'Auvergne, avec Rambures, de Lorge, Larchant et Montgomery, et ceux de Caumont de la Force. Au devant d'eux, les chevau-légers de Mayenne : le brouillard empêche les uns et les autres de se compter, et c'est tant mieux.

Vers la rivière de Béthune, le sol est mou. Tout

à l'heure, des Ligueux y laisseront leurs chevaux et leurs lances. Mais vers la droite et en avant, il fait bon galoper. Les pistolets claquent froid dans la buée matinale, et les hommes de guerre connaissent ce chagrin ironique où l'on se réfugie lorsque l'on craint de mourir trop tôt après le lever du jour. Mais pourquoi cette journée-ci ne ressemble-t-elle à aucune autre ? Les vétérans, ce matin, croient se battre pour la première fois.

L'escarmouche ne dure pas. Comme un tireur cherche le corps, la force royale pousse à travers les éclaireurs jusqu'aux escadrons qu'elle étonne par tant d'impatience. La compagnie de Fournier, qui tient la tête, défait celle de l'Albanais Jean Marc et celui-ci y perd la vie. Le désordre a tôt fait de s'installer, qui jettera les historiens les plus fidèles dans l'hésitation.

La charge des royaux pénètre, triomphe, s'essouffle. Les réserves de la Ligue se rapprochent : derrière Sagonne et Balagny, le duc de Nemours conduit trois cents cavaliers d'élite. Ensuite vient M. d'Aumale et le marquis du Pont avec ceux des Pays-Bas. Premier retour. Les chevau-légers talonnent les nôtres, et puis brusquement viennent baiser les piques du colonel Gallaty, les Suisses ayant décidé qu'ils barreraient le passage vers le bourg d'Arques. La chevauchée des Ligueux reflue à son tour. La mêlée crépite longtemps et tournoie au-delà des ouvrages de défense.

La nouvelle se crie de proche en proche, de Sagonne la cuisse traversée d'une balle tirée par le comte d'Auvergne, un enfant, et tombant à

terre en se brisant le col. Appelé par M. d'Auvergne, qui le reconnut à ses armes argentées et au petit manteau d'écarlate qu'il portait, il lui cria : du fouet, du fouet, petit garçon. Il donna ensuite de l'estoc dans le cheval du comte. Avant d'avoir pu retirer son arme, il était mort.

C'est aux épées maintenant. Les cavaliers s'affrontent sans ordonnance ou presque. Ceux qui cherchent leurs enseignes et capitaines se perdent dans le brouillard. Les pistolets remis aux fontes, on s'aventure et si l'écharpe n'est pas la même, on essaie de la taille aux rênes du cheval, au poignet, ou de la pointe au défaut du hausse-col, ou entre l'homme et la selle. La bataille flambe de la rivière à la Maladerie, et plus loin sur la droite. Mais pas un coup de canon : les pointeurs du château d'Arques n'y voient goutte à dix toises.

Les Ligueux se suivent comme des criquets et nous débordent. Les cavaliers de Biron donnent en rescousse. Mais les lourds escadrons du renfort ennemi, M. de Mayenne avec sept cents chevaux, soutenu des reîtres, bousculent et piétinent les Royaux une fois encore. Les Suisses, derechef, arrêtent la déroute ; une harquebusade partie de leurs rangs sonne la halte des poursuivants. Chaque fois qu'un escadron des reîtres surgit du brouillard, les hommes de Soleure et de Glaris soufflent sur les mèches qu'on voit pétiller dans l'air gris, assurent les fourchettes dans la terre trop molle, et puis leur troupe bien alignée se met à cracher du feu et du plomb. Un cornette de Thiange ayant eu son cheval blessé, Gallaty en personne quitte

le dedans du rang suisse, et va le saisir prisonnier.

Comme les gens de Caumont et de Rosni s'apprêtent pour une nouvelle charge, un galop parti du second retranchement les vient rejoindre. Un fier peloton, deux cent quarante chevaux, prend sa place de combat : à dix foulées en tête de la cornette blanche, le Roi.

Le carrousel se rallume : feux follets des carabins arrêtés soudain en bonne posture, lâchant leur escoupèterie pour galoper à l'abri recharger, rejoints parfois et faisant tête. On voit, parmi des fuyards, des reîtres démontés empoigner la queue aux chevaux et se faire traîner. Les grosses compagnies se choquent durement : gens d'armes au morion empanaché, reîtres à l'armure noire, cloutée de jaune. Déjà, aux abords de la chapelle, Josias de la Rochefoucauld, comte de Roussy, vient d'être tué. Biron, Rosni, ont perdu leurs chevaux. La Force en eut trois tués et deux blessés sous lui. Des montures sans cavalier se traînent sur trois pieds, et les tripes leur pendent par les grandes décousures que font les hallebardes.

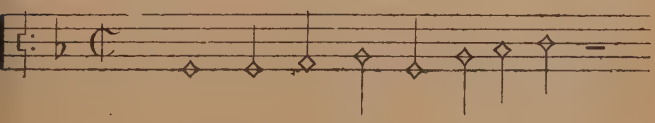
Les chefs des Royaux sont épuisés, leurs épées ébréchées, leurs manches et leurs chausses déchiquetées sous les épaulières bosselées et les cuissards faussés. Car la cavalerie de Mayenne, repoussée, revient avec du monde de rechange ; chez le roi ce sont les mêmes qui se font tuer.

On voit le roi, salade en tête, retraverser le champ à la hâte et galoper vers les retranchements, où les lansquenets transfuges, venus se rendre au début de l'action, ont repris les armes

« par une trahison indigne du nom d'Allemand ». Le roi passe Rosni qui s'accroche à la chapelle, et lui lance : Mon ami, je n'ai personne à vous envoyer, mais pour cela il ne faut pas perdre courage. Il atteint le régiment de Soleure. Au colonel Arreguer, pressé par les lansquenets et demandant rescousse, le roi dit en accourant : « Mon compère, je suis venu mourir ou acquérir de l'honneur avec vous ». Les Allemands se croient vainqueurs. L'un d'eux met son épieu à la poitrine du roi, qu'une furieuse bousculade vient dégager. En riant, il fait grâce. Mais au loin, Bacqueville vient d'être tué, et nos cavaliers sont à bout de forces. Alors, Henry fait appel aux vieux huguenots de sa dernière réserve. Il dit au pasteur Damours : Monsieur, entonnez le psaume.

La chapelle est déjà abandonnée. Le brouillard se dissipe, et les survivants de l'armée royale, refoulés autour de leur tête de pont du bourg d'Arques, voient les files profondes des piquiers ennemis s'approchant pour les accabler. Pourtant, certains ont cessé de craindre qu'en cette journée disparaisse la France.

Le pas des vétérans huguenots scande le chant guerrier, celui de Coutras, de Jarnac et de Moncontour :



Que Dieu se mons-tre seu-le-ment

Une autre voix se joint au chœur : le canon du château d'Arques, fini le brouillard, donne à son son tour.

Alors la bataille recommence.

Mais la lassitude, chez les ligueux, a dû se faire sentir aussi. Les défenseurs d'Arques sont le sanglier à la bauge, dont chaque coup de boutoir déchire quelques assaillants. Quand plus tard d'Aubigné demandera à Mayenne la cause de sa défaite, celui-ci répondra : « Qu'on die que c'est la vertu de la vieille phalange huguenotte et de gens qui, de père en fils, sont apprivoisez à la mort ». Et voici qu'à la faveur du jour enfin levé, le canon récite son rôle. Les quatre pointeurs sont maîtres en leur métier, ou bien les ligueux se sont avancés bien près : toujours est-il que les ravages sont sensibles. Tandis qu'on hésite chez l'ennemi, voilà François de Coligny, sûr désormais que Mayenne s'est engagé à fond et que Dieppe ne risque rien, qui apporte sept cents hommes de renfort, vieux arquebusiers de la Religion. « C'est Dieu qui t'envoie, Coligny ! » lui lance le roi. La résistance reprend vie au moment où Mayenne se sent à bout de souffle. Peut-être, s'il avait su quelles faibles forces demeuraient à lui tenir tête, eût-il poussé plus à fond ? Autant son attaque initiale avait été vigoureuse, autant prématurée cette retraite, aux premières heures de l'après-midi, d'une armée tellement supérieure.

A la tombée du jour, l'armée royale restait seule sur le champ de bataille.

*
* *

Moins inexcusable sera le départ, après quelques jours d'escarmouches encore, de toute cette force ligueuse, à la nouvelle de l'arrivée au roi de renforts : d'Aumont, Longueville, Soissons, et les douze cents Ecossais « armés à l'antique », envoyés par Elisabeth ainsi qu'un secours en argent et munitions.

Au début d'octobre, l'armée royale compte déjà dix-huit mille hommes. Mayenne est réduit au même chiffre à peu près, ayant perdu la moitié de sa troupe devant Arques ou par désertion.

Si bien qu'un mois plus tard, le roi de Dieppe retraversait en vainqueur la Normandie, et si grande était la liberté de ses mouvements, qu'il décida de faire sentir le vent de son épée à ceux de Paris qui l'avaient tant raillé, à qui la censure ligueuse cachait encore l'affaire d'Arques et qui louaient des fenêtres pour le voir passer prisonnier. Le jour de la Toussaint, Châtillon, la Noue, d'Aumont, Rosni donnèrent contre les faubourgs Saint-Marceau, Saint-Victor, Saint-Jacques, Saint-Michel et Saint-Germain, et y firent grand ravage. Dans l'enclos de la foire Saint-Germain, Sully raconte avoir massacré quatre cents hommes. Entre temps, le roi était monté au haut du clocher de St-Germain-des-Prés, d'où il voyait, à ses pieds, sa capitale. Mais il était assez inquiet à cause d'un moine qui lui servait de guide, et lui faisait ressouvenir de frère Clément...

Rosni poussa, avec quelques-uns, par la porte de Nesle jusque dans la ville et fort près du Pont-Neuf, tandis que La Noue « Bras-de-Fer » manquait se noyer en lançant son cheval à la nage. Mais ils rebroussèrent chemin, sur l'ordre de Henry qui venait d'apprendre que Mayenne approchait. Aux faubourgs St-Germain, de Bucy et de Nesle, qui étaient les plus riches, les soldats « ne sortirent point qu'ils n'eussent enlevé tout ce qu'ils trouvèrent propre à l'être. » Sully ajoute, avec la candeur d'une conscience pure : « J'y gagnai bien trois mille écus, et tous mes gens y firent un butin très considérable. » Quant à Coligny, peut-être pensait-il davantage à venger son père, l'amiral, sur quelques bourreaux de la Saint-Barthélemy, — ou sur les premiers Parisiens qu'il trouverait.

La prise de Paris est manquée de peu, pour cette fois. Mais la France sait que son roi n'est ni dompté, ni résigné. Et c'est au royaume désormais de s'apprivoiser à lui.

Tandis qu'il reconquiert l'Orléanais, pays de cœur royal, et rétablit les communications avec son Midi protestant, il se voit reconnu solennellement par le Parlement et les autres cours souveraines (qui naguère lui proposaient un bizarre compromis, une sorte de duumvirat avec le vieux Charles de Bourbon). Mais deux autres démarches, européennes celles-là, lui portent réconfort et donnent le signal de son établissement aux yeux du monde, comme vrai roi de France : à Chateaudun, ce sont les députés de la Confédération suisse venant renouveler avec lui la vieille alliance des

cantons et de la France. A Tours, c'est l'ambassadeur Mocenigo, lui apportant la reconnaissance de la République de Venise. Venise, où la science et la clairvoyance politiques furent portées, pour tant de siècles, à leur plus haute perfection, ne s'y trompait pas et hardiment devançait de puissants monarques, encore hésitants sur de faux rapports. Venise reconnaissant ce prince, cela prouvait de deux choses l'une — ou plutôt les deux : que la Seigneurie était bien informée, et qu'on pouvait désormais, avec sûreté, parier pour Henry Quatre.

Ainsi le sort change de camp ; déjà, trois ans avant la conversion de Henry, le principe royal émerge intact de la longue tourmente religieuse, et la France, avertie par les nouvelles d'Arques et de Paris, s'oriente peu à peu, puis rapidement, vers celui qui, par droit et par valeur, doit régner sur elle.

VI. — *LA GRANDE ÉPOQUE*

Où en est le roi de France, en janvier 1590 ? Non pas au plus bas : cela, ce fut l'histoire de la tranchée d'Arques, de cette semaine comme la France en connaît une tous les cent cinquante ou deux cents ans — Orléans, Arques, Valmy, la Marne.

Non pas au plus bas, mais peu s'en faut, et la chance royale va rester bien fragile pour trois ans encore ; trois ans d'orage continu, de rétablissements inespérés, trois ans d'une des plus étonnantes aventures politiques de tous les temps.

Le roi a secoué le poil des Ligueurs, il s'est donné de l'air, et promène sa petite armée à travers le Nord-Ouest. Mais la France reste à conquérir.

Henry a pour lui le droit légitime et la vertu d'une poignée de compagnons à toute épreuve. En face de lui le vaste royaume tout divisé, tout travaillé de doutes et de défiance ; on pouvait le croire retourné à une sorte d'anarchie féodale, tant le pouvoir central s'y était discrédité, par sa faiblesse, ses fausses habiletés, et par l'intrusion étrangère — les hommes et les méthodes — dans la conduite du gouvernement. Ce ne sont pas quelques troupes embauchées au

dehors, par l'un ou l'autre parti, qui rendaient alors un prince impopulaire. On n'était point scandalisé par l'usage de régiments espagnols ou suisses employés, même contre des Français, par des chefs à court de recrues. Deux cents ans plus tard, des étrangers formeront encore la garde de nos rois. Mais la haute main de Philippe II, du légat pontifical et des Italiens de cour, sur nos affaires, a détaché des Parisiens les autres Français. De sorte que la conquête à effectuer sera multiple, et le jeu à jouer excessivement divers et difficile. Jeu militaire contre les armées de la Ligue, payées par l'Espagne et tout à l'heure appuyées par les renforts et le génie tactique du duc de Parme, Alexandre Farnèse ; jeu diplomatique : si l'on ne peut apaiser des adversaires aussi irréconciliables — ou entêtés — du moins peut-on chercher à les diviser, Mayenne contre les Seize, le Parlement contre Philippe II ; se créer des alliances (Nassau, les Suisses, Elisabeth), et ce sera le travail d'une équipe remarquable de diplomates réalistes, à qui la France n'a pas voué assez de gratitude. Enfin jeu délicat et dangereux, fonction des deux autres, à l'égard de la plus forte partie, la puissance papale, intransigeante et impitoyable dans les mauvais jours, mais conciliante lors des premiers grands succès, et dont le revirement complet, à trois ans d'intervalle, s'il ne fut pas sans désinvolture, eut le mérite d'épargner beaucoup de sang.

Mais en 1590, point n'est question encore d'adoucissement. La bataille flambe sur toutes les lignes ;

carabins, prédicateurs, et pamphlétaires se mitraillent de toutes leurs munitions.

* * *

Les batailles d'abord. Je ne les retracerai pas, puisque je ne songe pas à épuiser l'histoire, et puisqu'elles se ressemblent en apparence ; pourtant chacune dut avoir son air et son mouvement particuliers, en ce temps où la guerre était encore affaire de tempérament individuel et d'initiative : une forme plus brusque de l'entreprise physique, tenant du sport et d'une exubérance impérieuse pour les uns, du calcul et de la feinte ardente pour les autres. D'un guerrier à l'autre, toute la différence de ressort qui est entre la ferveur et la trahison, la colère et la gaîté, le saint et la brute. Le vainqueur à Coutras, dit-on, perdit quarante tués. Que ces chevauchées sont peu parentes de l'énorme boucherie monotone et mécanique, du lent anéantissement sur place de millions de héros involontaires, par quoi nos pères ont remplacé les passe-temps guerriers de nos grands-pères !...

Il y eut, donc, la bataille d'Ivry que racontèrent si bien les historiens. Je vous conseille de la lire dans les Mémoires de Sully, et de pousser jusqu'au récit du cortège final, triomphant et puéril, où vous verrez le héros blessé, porté vers le château de Rosni par ses écuyers, rencontrant le roi dans la campagne, et les effusions qui s'ensuivirent.

Mayenne avait voulu défendre Dreux, ayant déjà perdu quarante places en six mois. Il avait seize mille hommes, avec la brillante cavalerie du comte d'Egmont, qui fut tué. Henry avait dix mille hommes, et lui prit « tout son bagage, canon, enseignes et cornettes : savoir, vingt cornettes de cavalerie, la cornette blanche du duc, la colonelle de ses reistres, le grand étendard du comte d'Egmont, et soixante enseignes de gens de pied ».

La cavalerie royale avait travaillé en coup de massue, au lieu des escarmouches et des déploiements auxquels on était habitué. On connaît l'épisode de Schomberg, commandant les reîtres, qui avait dû, la veille, pressé par ses hommes, venir réclamer leur paye au roi, dont il essuya de dures paroles. Le roi, devant que de livrer bataille, lui fit publiquement réparation de ces paroles sévères. « Votre Majesté m'a blessé hier, répondit Schomberg, aujourd'hui elle me tue, car je ne puis faire moins désormais que mourir à son service. » Ce qui arriva en effet une heure plus tard (31 mars 1590).

Si Henry ne marcha point hardiment sur Paris, où la nouvelle de la défaite d'Ivry s'était trouvé tempérée par la fausse nouvelle de la mort du Béarnais, il en faut accuser d'abord la pluie persistante, qui détrempa les routes, et puis le mauvais vouloir de certains chefs et de troupes mal payées. J'y soupçonne aussi la crainte d'une entrée d'assaut par une armée trop exaltée, qui eût échappé à son chef et mis l'incendie et le pillage partout. Désaccord probable, enfin, sur la façon de

se comporter une fois la capitale conquise. A ce moment, Henry pouvait croire la partie gagnée et ne sentir nul besoin de brusquer et d'ensanglanter les choses. Des victoires royales, à quelques jours d'intervalle, éclataient un peu partout : à Issoire, au Mans, à Sablé et en Lorraine. Entre temps mourait, toujours prisonnier en Poitou, le vieux cardinal de Bourbon, le Charles X de la Ligue.

Paris toujours fier, mais toujours prêt à avaler toutes les bourdes, avait cru sans peine que Henry viendrait abolir la messe, imposer le prêche et tout égorger. Cependant le siège était devant la ville, la famine commençait, les bourgeois mangeaient de l'herbe et les lansquenets, dit-on, cherchaient à attirer les enfants pour les tuer et les manger. Henry faisait trop de crédit au bon sens des Parisiens en espérant qu'ils ouvriraient les yeux à leur intérêt et à leur devoir, et qu'ils forceraient leurs chefs, étrangers ou incapables, à s'accorder avec lui. Il dut terriblement s'impatienter, lorsque la nouvelle arriva de l'approche imminente du duc de Parme. Mais, comme dit Péréfixe, il ne connaissait pas bien encore le peuple de Paris, car celui-ci est « merveilleusement patient, et il n'y a point d'extrémité qu'il ne soit capable de souffrir, pourvu qu'on le sache conduire, principalement lorsqu'il s'agit de religion. » On pourrait dire plus généralement : « de doctrine ». Paris croit à n'importe quoi (Ligue, Commune, Fronde, Boulangisme) et sera prêt à souffrir la mort et à étonner le monde par ses souffrances

plutôt que d'examiner la valeur de ce n'importe quoi. C'est où Paris est bien différent de la France, pays d'examen.

La famine tua des milliers d'habitants. Malgré la vraisemblance de la tradition qui veut que Henry IV ait secouru de vivres la cité qu'il assiégeait, je suppose que les entremises des mercantis, les intrigues amoureuses et autres échanges en nature, les complicités de toute sorte durent jouer leur rôle, plus fréquemment que la mansuétude royale. Le beau, le fidèle Givri toucha 45.000 écus pour ce petit trafic. Le plus probable est que Henry laissa entrer des vivres, en échange d'or espagnol venant fort à propos solder ses propres troupes. Sa popularité y gagnait dans les deux camps. Le 27 juillet, il avait enlevé les dix faubourgs, mais répugnant toujours à l'assaut brusqué de la ville, suivi d'une représaille déchaînée de la Saint-Barthélemy, il attendit trop et vit arriver Farnèse en Ile-de-France, quelques jours plus tôt qu'il n'eût fallu Tout se trouva remis en question.

Avec une froide précision, le duc de Parme s'installa à l'Est de Paris, déjoua les manœuvres du roi, s'abrita derrière la Marne, enleva Lagny à la vue de son adversaire et fit entrer les ravitaillements dans Paris sans qu'on pût les arrêter. Devant cette tactique et ces forces supérieures, Henry dut lever le siège (septembre 1590).

Farnèse lui-même se retira bientôt en Flandre, dépité par les divisions et les mesquineries trouvées au camp de la Ligue. Il fit un rapport défavorable

sur Mayenne, ce qui priva celui-ci de secours importants. Mais la fortune du roi Henry avait reçu une rude atteinte — même sans bataille. Il faudra deux ans pour s'en relever. Tout va bien mal : Bretagne, Provence se rendent à la suzeraineté espagnole. Par chance, Mayenne commence sérieusement à s'inquiéter, avec beaucoup de Français catholiques, de l'attitude par trop envahissante de ses protecteurs étrangers Il tient tête au légat, à l'ambassadeur de Philippe II et aux démagogues parisiens. Il fait frein, mollement d'abord, puis plus sec. Lorsque les Seize, dans leur beau fanatisme, eurent étranglé sans jugement trois membres du Parlement, la foule parisienne applaudit, l'Espagnol congratula, et les prédicateurs exaltèrent les assassins. Mayenne était à Laon avec l'armée ligueuse. Il rentra avec deux régiments ; on lui donna des explications embarrassées, il enleva la Bastille aux Seize, fit exécuter quatre d'entre eux, et la foule applaudit, infaillible justicière comme toujours. Il se passa là d'étranges histoires.

Vers cette époque, Henry voyait lui-même d'assez graves discordes s'élever entre les trois groupes de ses partisans : huguenots, catholiques ralliés au roi, et petite bande des anciens libertins du règne de Henri III. On appelait ces deux derniers groupes le Tiers-parti [1], et Henry les nommait « Les Tiercelets ».

Quant à ses ennemis, ils comprenaient alors :

1 qu'il ne faut pas confondre avec l'ancien « tiers-parti » des politiques à la fin du règne de Henri III.

la Ligue, qui tenait plus d'un tiers du territoire, le duc de Savoie, le duc de Lorraine, le roi d'Espagne avec ses armées tirées du Milanais, de Naples et de Flandre et commandées par un grand capitaine, enfin le pape.

Sixte-Quint était mort le 27 août 1590. Il avait eu de grands ménagements pour Henry, en cette dernière année, car il jugeait de quoi le Béarnais était capable, savait le comparer à ses adversaires et prévoir comment les choses finiraient. Il avait ordonné à son légat de quitter la Ligue, et se trouvait en conflit déclaré avec Philippe II lorsqu'il disparut. Après Urbain V qui ne demeura que treize jours, vint Grégoire XIV, « lequel était véhément » et tout Espagnol de sympathies. Ce fut l'avènement de l'intransigeance. La mort de Sixte avait été saluée à Paris « comme un grand bien et miracle » ; les prédicateurs annoncèrent « que Dieu nous avait délivrés d'un meschant pape et politique ». La postérité n'a pas ratifié ce jugement des Parisiens sur Sixte-Quint.

Le légat Cajetano avait approuvé la délibération de Sorbonne confirmant la Sainte-Union, et déclarant que ceux qui reconnaissaient Henry de Bourbon, hérétique et relaps, étaient en état de péché mortel et de damnation ; qu'il était à jamsai exclu de la couronne, qu'il se fît catholique ou non. Le Parlement de Paris avait « fait expresses inhibitions et défense à toutes personnes, de quelque condition et qualité qu'elles soient, de communiquer et avoir intelligence directement ou indirectement avec le dit Henry de Bourbon et ses

agents ; même de ne traiter ou proposer en public ou en particulier de faire paix ou entrer en composition avec lui, sous peine de confiscation de corps et de biens ». Enfin le 7 mai, la Sorbonne avait décrété que Henry, hérétique et excommunié, était à jamais déchu de la couronne quand bien même il viendrait à obtenir l'absolution ; que même dans ce cas les Français étaient tenus de ne faire nulle paix avec lui ; que la palme du martyre et de l'éternelle félicité attendaient tous ceux qui périraient en le combattant, etc...

Le trésor amassé par Sixte-Quint pour enlever Naples à l'Espagne, fut employé par son successeur à lever une armée de douze mille hommes contre le roi de France. Il en donna le commandement à son neveu, Hercule Sfrondate, duc de Montmarcian. En même temps il lançait sa foudre majeure, sous forme de deux bulles monitoriales : le roi ne pouvait être frappé plus qu'il n'était déjà, mais les ecclésiastiques suivant son parti étaient excommuniés et privés de leurs bénéfices si dans quinze jours ils ne se retiraient de l'obéissance de Henry de Bourbon. Ceci fut affiché le 3 juin 1591 aux portes de Notre-Dame.

Le chef de la future dynastie des Bourbons survécut à l'orage. Même, les Parlements de Châlons et de Tours réagirent violemment en sa faveur. Les bulles étaient déclarées nulles et abusives ; défense était faite aux ecclésiastiques d'y obéir, sous peine de lèse-majesté. Le légat, entré dans le royaume sans permission du roi, était décrété de prise de corps. Enfin les prélats royalistes, assem-

blés à Chartres, donnèrent le 21 septembre 1591 une déclaration ferme par le fond, modérée dans les termes, où les libertés et droits de l'Eglise gallicane étaient éloquemment soutenus.

Entre temps, l'armée papale avait fondu ou s'était dispersée. On n'en retrouve plus de trace par la suite.

Henry, qui connaissait l'importance d'une information bien dirigée, donna la plus vaste publicité à la déclaration des prélats gallicans ; tous les curés eurent ordre de l'afficher à la porte de leur église.

Et puis il remonta à cheval.

*
* *

Au début de l'an 1592, il dispose d'environ trente-cinq mille hommes, ayant réorganisé son armée. Il perd le brave La Noue devant Lamballe, et les royaux subissent le 23 mai à Craon, en Anjou, une grave défaite. Mais Henry, lui, semble avoir retrouvé son étoile. Il met le siège devant Rouen, que défend Villars et que viennent secourir Parme et Mayenne. Henry marche au devant d'eux avec sa cavalerie A l'affaire d'Aumale, le roi est blessé au derrière par une balle d'arquebuse, tandis qu'il est poursuivi par l'ennemi — ces choses peuvent arriver à un héros. Enfin, entre les deux plus grands hommes de guerre de ce temps se livra une vaste partie stratégique et tactique sur la Basse-Seine. Henry avait fait des progrès à l'école de Farnèse. Forcé de lever le siège

de Rouen après que Biron s'y fût fait battre, et n'ayant plus que 14.000 hommes, il attira vers Caudebec Farnèse, qui y fut gravement blessé, puis faisant appel à sa noblesse qui accourut avec les garnisons voisines, il se porta avec 23.000 hommes sur Yvetot, y battit l'Espagnol (28 avril-10 mai) et le pressa bientôt vers la Seine en une position d'où il était difficile d'échapper. Henry tenait la victoire, et chargea Biron de pousser sur l'autre moitié de l'armée ligueuse, déjà tout en désarroi. Chacun fut victorieux de son côté, mais quand le fils du vieux Biron voulut achever la déroute de l'ennemi, et vint demander à son père cinq cents cavaliers et autant d'arquebusiers qu'on eût pris en croupe, le maréchal irrité s'écria : « Maraud, nous veux-tu donc renvoyer planter des choux à Biron ? »

Grâce à cette défaillance volontaire du vieux guerrier qui craignait de voir cesser trop tôt la guerre, Farnèse put faire usage d'un pont de bateaux qu'il lança, la nuit du 16 mai, avec du matériel descendu de Rouen. Au jour suivant, son armée était sauve sur la rive gauche, et le pont détruit. L'armée espagnole put faire retraite vers les Flandres. Mais cette fois, elle n'avait pas échappé à la rude étreinte du vainqueur d'Ivry. Farnèse ira mourir à Arras, le 2 décembre, et jamais le roi Henry ne retrouvera d'adversaire de pareille valeur.

Le vieux Biron eut la tête emportée devant Epernay, vers la fin de l'année. Turenne en Lorraine, Lesdiguières en Dauphiné et d'Epernon en

Provence contre le duc de Savoie, Montpensier en Languedoc, firent de bonne besogne. Un événement qui parut d'abord funeste, et dont les conséquences seront profitables au roi, fut l'évasion du jeune duc de Guise, enfermé à Tours. Il vint en effet donner dans les jambes de son oncle Mayenne et les Ligueurs eurent là une nouvelle et brillante occasion de se disputer entre eux.

Henry IV tenait ce qu'il lui fallait désormais comme prestige militaire. Tout son effort allait porter sur le terrain diplomatique. Dès avril 1592, certains pourparlers avaient commencé avec les chefs ligueurs. Les prétentions de Mayenne étaient telles, qu'on avait dû rester sur place. Sur vingt-trois gouvernements que comptait alors la France, il eût fallu en abandonner treize aux six princes de la maison de Guise et aux principaux seigneurs de la Ligue en fiefs héréditaires et quasi-souverains. Les dix autres revenaient aux seigneurs ayant servi le roi, et dont certains, comme d'Epernon, n'étaient pas précisément désintéressés. Mayenne fût devenu connétable et eût reçu trois cent mille francs de pension ; les autres à l'avenant.

Les temps n'étaient point mûrs. Mais après la retraite de Farnèse, Philippe II commençant à éprouver des embarras financiers, la brouille augmentant au camp de la Ligue, et le roi d'Espagne ayant révélé ses vraies intentions (et la mesure de son talent politique) en jetant à la face des Français la candidature de l'Infante Isabelle-Claire-Eugénie pour le trône de France, l'influence

de ce monarque se mit à vaciller grandement. Les Parisiens commençaient enfin à comprendre.

Ce qui acheva de neutraliser les forces ennemies, ce fut l'annonce par le roi de son intention d'abjurer la religion réformée. Le 4 octobre, partit une ambassade vers le pape Clément VIII : Venise et le grand-duc de Toscane étaient employés comme médiateurs auprès du Saint-Siège.

Les bourgeois de Paris exigèrent qu'on fît trève avec le roi, en attendant qu'il devînt catholique ; le 27 octobre, la Cour des Comptes chargea son président, d'Ormesson, de porter à Mayenne des résolutions tendant à la paix. Mais en novembre, la Sorbonne, les Seize et les prédicateurs fulminaient encore.

Quoi qu'il en soit, la digue était rompue, et les communications rétablies entre la bourgeoisie de Paris et le roi, entre les Ligueurs français et le parti du souverain légitime. La dernière chance de Mayenne, c'était les « Etats-Généraux de la Ligue », convoqués à Paris pour élire un roi. Il pouvait encore y faire triompher la candidature d'un prince catholique et rallier à son propre nom, ou à celui du jeune duc de Guise, une fraction du Tiers-parti. Ce fut l'arrogance maladroite des Espagnols qui acheva de tout gâter, et dès le début de l'an 1593, il devenait extrêmement difficile de passer pour bon Français et intègre, tout en restant au camp de Lorraine. Henry allait profiter magistralement de cet état de choses.

D'ailleurs, depuis deux ans, la rude existence

de chef de parti devenu roi-soldat, s'est éclairée d'un rayon nouveau.

Après Corysande, aimée au temps de Coutras, et de qui s'était éloigné le cœur bondissant du roi, maintenant que vieillie, enlaidie, elle n'était plus le visage de « ses belles amours », Henry n'a connu que de vives et passagères aventures. Enfin l'amour véritable a fait son entrée. En 1590, un soir de novembre, au château de Cœuvres où le roi s'arrêtait, Gabrielle parut. La fille du marquis d'Estrées avait dix-huit ans, et beaucoup de douceur simple et de grâce.

L'âme du héros, grand arc bandé pour des cibles lointaines, se reposa, et l'homme prit la place du héros.

Tout ce que Henry possédait de moyens de séduire, il l'employa à cette conquête, point très facile d'abord. Il avait un rival à supplanter, M. de Bellegarde, Grand-Ecuyer, l'un des plus beaux hommes de ce temps et le plus élégant. La petite fille n'était pas insensible à l'orgueil d'aimer un roi, mais elle n'était ni assez ambitieuse, ni assez cupide pour se résoudre froidement à lui sacrifier ses affections ou ses plaisirs. Elle attendait que son cœur parlât. Henry n'était ni très beau, ni toujours très bien soigné de sa personne. Les héros oublient qu'on préfère à dix batailles gagnées une chevelure bien lustrée. Le jour où Henry, traversant follement les lignes ennemies, arriva déguisé en paysan et pénétra à Cœuvres sous cet accoutrement, Gabrielle se moqua de lui à gorge déployée, lui trouva l'air d'un polichi-

nelle et le renvoya bredouille. L'armée royale connut, cette semaine-là, toute l'étendue de la mauvaise humeur d'un grand homme, et les éclats de rire de la jeune Gabrielle durent attirer par contrecoup la bastonnade à plus d'un infortuné carabin dont le morion n'était pourtant pas plus mal reluisant qu'à l'ordinaire.

Mais la victoire attire les victoires. Au preneur de villes, longtemps n'a pu résister la belle fille sans cruauté : nous aurons à parler plus à loisir de cette tendre et constante liaison, si rassurante après les désirs haineux, marqués de coups de griffe empoisonnés, du temps des derniers Valois. Ici tout se retrouve ardent et neuf, et gai comme un matin de l'Ile-de-France. Le plaisir éclatant, l'amour fortement enraciné d'un prince tout viril et d'une fille toute féminine, ce sera là l'étoffe de cette longue et lumineuse passion : nous verrons quelle tragédie y mettra fin, pour le plus grand deuil non du roi seul, mais de la France.

VII. — *TE DEUM*

Il y aurait un livre à écrire, et à intituler « Quatre-vingt-treize ». Victor Hugo y a pensé, nous dira-t-on.

Mais quand même. Cette année-là *aussi*, la France connut une convulsion majeure, faillit perdre le sens d'elle-même, et se retrouva. Ce sont quelques années 93 qui permettent d'envisager plus sereinement les malaises ou les inconséquences de notre temps, alors que nous risquons d'en être par trop affligés. Quand un pays a survécu à certains vertiges, à certaines températures excessives, on peut compter sur lui pour éliminer ses microbes ordinaires.

Donc, vers les débuts de l'an 1593, le duc de Mayenne, lieutenant général du royaume, ouvrit les Etats de la Ligue. Au lieu des quelque cinq cents députés des Etats de Blois de 1588, il ne s'en trouva que 128. La France n'était plus à ce moment dans aucun camp ; elle s'en allait en morceaux et chacun se désintéressait de tout. Il y eut même des provinces ligueuses qui n'envoyèrent pas de députés.

Deux partis. Une majorité (au début) entièrement dévouée — ou vendue — au roi d'Espagne :

presque tout le clergé et la plus grande part du tiers-état. La minorité suivait Mayenne et restait de cœur français : presque toute la noblesse et une part du tiers-état.

Les princes lorrains, pour se faire élire au trône, étaient prêts à abandonner à l'Espagne la Picardie et Calais, la Provence et une place en Bretagne.

Philippe II, par son représentant, le duc de Feria, appuyé par le légat du pape et le cardinal Pellevé, proposait que l'infante d'Espagne fût élue reine. Le compromis fut que Mayenne, pour son désistement, recevrait la Bourgogne, la lieutenance générale et beaucoup d'argent. Il accepta, en se promettant de trahir l'accord. On peut supposer que le roi Philippe ne l'eût pas respecté davantage. C'est au travers de cette belle trame que le roi Henry allait se lancer — non point à l'étourdie, mais fort à propos.

Dès que le pays eut connaissance des ambitions aux prises, et sut qu'il était réellement question de le démembrer et de le vendre, les temps furent proches. Deux jours après l'ouverture des Etats, les royaux catholiques proposèrent une conférence aux ligueurs français. Le peuple commençait à se dégoûter des prédicateurs tant applaudis, qui préféraient pour roi un catholique espagnol à un hérétique français ; on allait écouter ceux de Saint-Germain, Saint-Eustache, Saint-Merri et Saint-Sulpice, qui prêchaient la paix. Seuls les Seize acceptaient l'argent du duc de Feria, qui se fit éconduire par les autorités bourgeoises. Une

armée espagnole ayant subi de lourdes pertes devant Noyon, s'en retourna, rappelée en Flandre par les progrès du prince Maurice de Nassau, qui rendit, cette année-là, de puissants services à la cause du roi Henry.

A Paris le fanatisme allait passer de mode, et ce serait le commencement de la fin. Les Espagnols furent bientôt détestés à tel point, qu'aux Etats la majorité passa à Mayenne, et celui-ci, malgré une opposition désespérée, consentit à rencontrer les royaux catholiques. La conférence s'ouvrit à Surène le 29 avril. Les députés de la Ligue — l'archevêque de Lyon, le président Jeannin, — sortant de Paris, furent assaillis de cris par la populace : « La paix ! La paix ! Bénis soient ceux qui la procurent et qui la demandent ! Maudits et à tous les diables soient les autres ! » Ceux des villages se mirent à genoux et demandèrent la paix à mains jointes.

Les envoyés du roi — l'archevêque de Bourges, Schomberg et de Thou — gagnèrent du terrain pied à pied dans les discussions avec ceux de Paris. Leurs arguments trouvaient tout avantage à se déployer au grand jour. Et auprès de la conférence de Surène, les Etats de Paris semblaient une vaste machinerie manquée, une comédie louche, une tromperie vaine.

Les députés du roi se firent les défenseurs des libertés gallicanes, s'opposèrent à l'immixtion du pape dans les affaires temporelles de la France, et « exhortèrent les ligueurs à bien aviser avant de faire leur prétendue élection ; car le roi n'était pas

homme à fuir devant leur élu, et ne manquerait pas de serviteurs pour défendre sa couronne ».

Sentant le vent tourner, les extrémistes à Paris pressèrent l'élection. Mais entre Mayenne et les Espagnols, la compétition devenait brûlante.

Le 13 mai, le duc de Feria ayant réclamé la couronne pour l'infante, Rose, évêque de Senlis et jusque-là farouche adversaire de Henry, chargea à fond contre les prétentions espagnoles. Le désarroi était ainsi porté au cœur même des Etats de la Ligue.

C'est alors — le 16 mai, en son conseil — que le roi Henry déclara son intention résolue d'abjurer, au mois de juillet suivant, la religion réformée. Les « politiques » l'y engageaient depuis longtemps. Seuls les ministres protestants intransigeants le retenaient. Il passa outre quand il jugea le moment venu. En plus des motifs humains, dit le bon Péréfixe, « Dieu lui éclaira l'entendement par ses saintes lumières, et le rendit capable de recevoir les instructions salutaires des prélats ». Les motifs humains eussent sans doute fait pencher la balance à eux seuls. On trouve chez le même auteur le charmant passage suivant : « Le roi faisant faire devant lui une conférence entre des docteurs de l'une et de l'autre église, et voyant qu'un ministre tombait d'accord qu'on se pouvoit sauver dans la religion des catholiques, Sa Majesté prit la parole, et dit à ce ministre : « Quoi ! tombez-vous d'accord qu'on « puisse se sauver dans la religion de ces messieurs « là ? » Le ministre répondant qu'il n'en doutoit pas, pourvu qu'on y vécût bien, le roi repartit

très judicieusement : « La prudence veut donc que « je sois de leur religion et non pas de la vôtre, « parce qu'étant de la leur, je me sauve selon eux « et selon vous ; et étant de la vôtre, je me sauve « bien selon vous, mais non pas selon eux. Or la « prudence veut que je suive le plus assuré ».

Ce qui n'est pas plus saugrenu que le pari de Pascal. Mais on ne m'ôtera pas de l'idée que si Henry lança cette curieuse proposition théologique, ce fut pour jouir de la tête de son ministre.

* * *

Les débats des Etats de Paris, dès ce moment, commencent à respirer la panique. Qu'on me passe l'expression : tout se décolle. On proposa comme roi l'Archiduc Ernest, frère de l'Empereur, le jeune duc de Guise, le fils de Mayenne, et d'autres. Mais l'obligation de laisser l'infante co-propriétaire de la France rendait d'avance impopulaire toute résolution. Le 22 juin, les Espagnols distribuèrent encore huit mille écus aux misérables députés, dont quelques-uns eurent honte et envoyèrent leur part à l'Hôtel-Dieu.

Tandis que les partis de désunion récoltaient eux-mêmes la désunion, l'accord tendait de plus en plus à s'établir, par dessus la barricade ou la tranchée, entre tous ceux qui voulaient la France réconciliée — c'est-à-dire entre les ligueurs honnêtes et les royaux.

Les Parisiens parlaient maintenant de noyer

les évêques et les prédicateurs qui empêchaient la trêve. Les bouchers dirent que si Mayenne s'y opposait « ils savaient bien comment il fallait écorcher les veaux tels que lui ». Le Parlement commençait à ouvrir les yeux, et à se redresser, conduit par Lemaistre, du Vair, Molé, Marillac. Le 28 juin, il rendit un arrêt ordonnant de remontrer à Mayenne qu'aucun traité ne devait transférer la couronne en des mains étrangères, et déclarant tous traités faits ou à faire pour l'établissement de prince ou princesse étrangers, nuls et de nul effet. N'oublions pas que la qualification de prince étranger englobait aussi bien Mayenne et les Guise [1].

Mayenne fut extrêmement ennuyé, et prit mal la « remontrance ». Le lendemain, il essaya de la menace. Les membres du Parlement jurèrent de mourir plutôt que de revenir sur leur arrêt. Ils se virent soutenus par plusieurs colonels de la milice bourgeoise, et l'on s'aperçut que la force n'était plus avec les Seize ni avec Mayenne, mais avec le Parlement et ses tendances pacifiques et nationales. Celles-ci s'affirmaient bien tard, mais avec d'autant plus d'autorité accumulée.

Se voyant privé de tout espoir de régner, Mayenne dès lors fut prêt à signer la trêve avec le roi.

Les prélats gallicans, appelés par Henry à Saint-Denis, s'y trouvèrent assemblés le 21 juillet et décidèrent que les évêques français avaient le droit d'absoudre le roi sans l'intervention immé-

1. De Thou.

diate du pape ; que le roi n'aurait qu'à faire sa soumission spirituelle et à demander au Saint-Siège ratification de l'absolution.

Le 23, le roi reçut l'instruction, et le 25, il abjura solennellement le calvinisme, recevant l'absolution de l'archevêque de Bourges et de tous les prélats. Ce ne fut pas sans émotion, ni résistances à la formule d'abjuration dressée d'abord. Le clergé en retrancha alors tout ce qui n'était pas essentiel, et le roi signa. Néanmoins, dit Mézeray, on l'envoya telle qu'elle avait été dressée au pape, afin de mieux persuader Sa Sainteté de l'entière conversion du prince. Les Parisiens étaient venus en foule, se mêlant aux royaux, et firent paraître un enthousiasme extrême. Moins démonstrative, la joie du peuple des campagnes fut profonde : comme l'ont dit les historiens, dès ce jour — ou plutôt dès que le peuple tint la nouvelle et comprit qu'elle était véridique — la majorité nationale passa au roi.

C'est ici, sans doute, que l'aventure royale change de caractère une fois de plus, et qu'entre en jeu le facteur du consentement « démocratique » nécessaire à la stabilité d'un chef ou d'un régime. Nous verrons tout ce que la stabilité, enfin conquise, permettra d'accomplir.

En attendant, le 23 juillet, Mayenne, le légat et les Espagnols, réunis une fois encore mais sans illusion réciproque, juraient sur l'hostie, la Croix et l'Evangile de maintenir inviolablement la Ligue, de ne jamais faire la paix avec le roi de Navarre, même devenu catholique, et de continuer la tenue des Etats ; tout ceci, bien entendu,

non en vue de quelque ambition particulière, mais aux fins de défendre la religion et d'extirper l'hérésie.

Une semaine plus tard, Mayenne signait, non la paix, mais la trêve avec le roi. Le 2 août, les Etats étaient non dissous mais prorogés, et les députés retournaient chez eux après avoir siégé sept mois et n'avoir, heureusement, rien accompli. Ils laissaient la France dans le gâchis, mais déjà la France pouvait entrevoir de quel côté lui viendrait le salut.

*
* *

Au cours de cette mémorable année, l'on vit paraître une moisson de pamphlets, répondant aux prédications incendiaires par où les chefs spirituels de Paris entretenaient le zèle anti-béarnais. Aux processions de la Ligue, aux discours du cardinal Pellevé, aux sermons de Boucher, ripostèrent les « Anti-Espagnol » et la justement fameuse Ménippée, l'un des plus vivaces monuments de notre langue. Le tour direct, irrésistiblement comique et pourtant vibrant, le bon sens robuste et rieur, les railleries subtiles et drues par où les Français de toujours ont frondé, sapé, ruiné toutes les tyrannies, avec l'amour des choses les plus authentiques de France — tout cela fait de la Satyre Ménippée [1] l'un des trésors auxquels nous devrions

1. L'orthographe « Satyre » est celle des éditions du temps.

plus souvent retourner pour y connaître la vraie voix de notre race.

C'est après l'abjuration que les pamphlets eurent leur pleine efficacité, la trêve permettant une plus libre circulation des écrits. C'était la « propagande » de ce temps, et Henry savait y accorder toute l'importance nécessaire. Comme à l'époque de l'indépendance américaine, une présentation habile de la cause fit plus que les batailles gagnées.

Les irréconciliables virent bientôt le terrain se rétrécir autour d'eux, et se sentirent menacés de perdre tout subside espagnol si la chance continuait à tourner. Pour changer son cours, et comme on avait suscité Jacques Clément contre le feu roi, on envoya Barrière, ancien soldat, pour tuer Henry IV. Le curé Aubri, de Saint-André-des-Arts, et le père Varade le dirigeaient. Le coup fut éventé, et ne réussit point.

La cause de la Ligue s'effritait comme un château de sable. Les défections s'annoncèrent de divers côtés : à Cambrai, à Fécamp, à Meaux que Vitry rendit au roi la veille de Noël. Henry prolongeait la trêve, et récoltait désormais sans effort. Dans les premiers jours de janvier 1594, c'est au tour d'Aix-en-Provence, avec la moitié des Provençaux. Villeroy somme Mayenne de traiter avec Henry, puis se rend à celui-ci, lui apportant Pontoise, en même temps que s'ouvrent Péronne, Roye, Montdidier (1er février). Lyon, qui s'était révolté en septembre contre le duc de Nemours, se donna au roi, ainsi qu'Orléans et Bourges. Enfin, le 27 février, Henry IV se fit

sacrer à Chartres, avec l'ampoule de Saint Martin-de-Tours, et couronner solennellement, ce qui fut aussitôt publié par tout le pays.

* * *

Mayenne, qui depuis janvier défendait au Parlement de s'assembler, voulut presser l'arrivée des secours espagnols promis ; il s'en alla vers Soissons, laissant Paris en garde au comte de Cossé-Brissac, sur lequel il croyait pouvoir compter. Celui-ci faisait figure d'extrémiste de la Ligue, se proclamait chef du parti républicain qui en formait la pointe avancée. En réalité, les « Politiques » l'avaient déjà gagné. Quelques membres du Parlement, le gouverneur, le prévôt des marchands Lhuillier et les officiers de la garde bourgeoise, s'assemblèrent secrètement le 19 et le 21 mars. Brissac avait communiqué avec son beau-frère Saint-Luc, du parti royal. Il fut décidé qu'on livrerait au roi, le 22 mars, les portes de Paris.

Brissac a éloigné les meilleures troupes, sous prétexte d'un convoi royal à surprendre vers Saint-Denis. Il effraie par l'idée de désordres civils le duc de Feria, qui resserre ses Espagnols autour de l'hôtel de l'Ambassade. Les Seize, soupçonnant quelque chose, ne savent que brailler et s'agiter, et se rassurent vers le soir.

A deux heures du matin, les signaux convenus éclatent. Quelques dévoués retiennent les postes espagnols, ouvrent les barrières, abaissent les ponts, et par la porte Saint-Denis, la porte Neuve

des Tuileries et la porte Saint-Honoré, les avant-gardes royales pénètrent dans Paris. A la porte Neuve, par où doit entrer le roi, l'échevin Néret n'avait pris avec lui que ses six enfants pour maîtriser le poste de garde. Avant le jour, quelques escouades de lansquenets ont été bousculées par Matignon, Bouteville, Saint-Luc et Givry : quatre mille royaux, suivant une marche convergente bien étudiée, ont maîtrisé une ville qui contenait encore six mille Espagnols, Wallons et Napolitains, et une milice de seize mille hommes.

Quand le jour paraît, on entend crier partout : La paix ! la paix ! Le roi est dans Paris ! Le roi est au Louvre ! Pardon général ! Vive le roi !

On voit les écharpes blanches dans toutes les rues. Le roi, avec ses gardes, s'avance à pied, la cuirasse au corps, l'épée à la main, mais tête nue et souriant. La joie devient de l'enthousiasme, c'est la délivrance d'un long cauchemar. Un soldat prend un pain chez un boulanger, sous les yeux du roi, qui court à lui et lui crie : « Rends ce pain ou je te tue ». Aussitôt la confiance se répand. Les boutiques sont rouvertes. Pour rassurer le petit commerce qui craint le pillage des gens de guerre, Henry IV a eu le geste qu'il fallait. J'aimerais penser qu'il fut réglé à l'avance.

Le roi refit connaissance avec Notre-Dame, où il avait épousé Marguerite de Valois, voici bientôt vingt-deux ans. Acclamé, pressé par la foule, il disait à ses gardes : « Laissez-les, ils sont affamés de voir un roi ». A dix heures, la rive droite était tranquille. A midi, tout tumulte avait cessé

du côté de l'Université, où les Seize avaient tenté de résister vers la porte Saint-Jacques. On sait de quelle indulgence débonnaire à l'égard des plus enragés ligueurs, fut suivi ce triomphe que n'attrista pas un seul geste de représailles. Quant aux Espagnols, on les laissa sortir librement, « la mèche éteinte, et l'arme sous le coude ». Henry IV, étourdi de sa victoire, gai comme un enfant, ayant peine à croire à tant de joie, vint à une fenêtre et regarda sortir vers la porte Saint-Denis le triste et revêche cortège de l'ambassadeur duc de Feria et de don Diego d'Ibarra. Le duc fit un salut maigre et digne. « N'y revenez pas », lui cria le roi. Et peu après, aux grands éclats de rire de ses rudes compagnons, pour toute vengeance il mima de nouveau le départ des chefs espagnols, contrefaisant gravement le salut du duc de Feria.

*
* *

Les irréconciliables demeurèrent étrangement peu nombreux, et n'eurent plus qu'à se terrer. Madame de Montpensier, après avoir appelé la mort, se résigna et reçut la visite du triomphateur, qu'elle traita de très grand roi, très bénin, très clément et très généreux. « Une chose eussé-je désiré en la reddition de votre ville de Paris, dit-elle, c'est que M. de Mayenne, mon frère, vous eût lui-même abaissé le pont » — « Ventre Saint-Gris, s'écria le roi, il m'eût fait possible attendre trop longtemps, et je n'y serais pas entré si matin ! » Le soir, ils jouèrent aux cartes ensemble, tandis que

Rosni murmurait à l'oreille du roi : « Sire, attention au petit couteau de frère Jacques Clément... »

Ce jour-là, le cardinal Pellevé mourut de rage, au propre comme au figuré. Quant à plusieurs curés qui refusaient de prier pour le roi : « Il faut attendre, dit Henry, ils sont encore fâchés ».

Comme le remarque l'excellent historien Charles Lacretelle, ils est heureux que bien des fanatiques n'aient point cru à tant de clémence, et qu'ils aient préféré la fuite.

Le retour de l'ordre s'effectua donc sans grande peine. Mais le roi, qui n'aimait guère les largesses excessives, sauf au profit de quelques personnes très aimées ou des serviteurs les plus fidèles (encore ceux-ci n'en étaient-ils point comblés) — le roi dut souffrir d'avoir à payer si cher les services de la onzième heure que lui rendirent tant d'ennemis, l'hommage qu'apportèrent à sa victoire tant de factieux repentis au dernier moment. Les indemnités aux anciens chefs de la Ligue s'élevèrent à 32 millions de livres.

Les vieux compagnons s'indignèrent, trouvant que la fidélité recevait moindre loyer que la désertion. Mais si cher qu'il en coûte d'acheter un ennemi, c'est toujours moins cher que la guerre. D'autre part, aux yeux des masses, la guerre grandit l'homme assez hardi pour tenir tête au roi. L'argent le discrédite pour jamais. Vis-à-vis du peuple, et de ceux qui ne touchaient rien, ces largesses étaient d'une fort réelle habileté. Ces grands, ainsi achetés, devaient renoncer à conduire quelque mouvement populaire que ce fût. Au lieu que

les vainqueurs restés pauvres, comme Crillon, étaient sûrs d'être suivis.

Les faux dévouements étaient démasqués, et chacun apparaissait au vrai. On avait cessé de respirer l'air de la Ligue. C'est ainsi qu'en France, pour quinze belles années, la vérité allait être à la mode.

VIII. — *CONQUÊTE DE LA PAIX*

Le roi Henry a franchi la crête de son aventure. Le voici sur la route plus facile, où il suffirait de ne plus commettre de fautes pour jouir d'un prestige sans cesse augmenté, pour connaître des succès que le temps multiplie sans qu'on voie à chaque instant, comme jadis, tout remis en question.

Mais un nouveau Henry Quatre va se révéler ici. Ce qu'on cherche désespérément dans l'Histoire, sans en trouver plus qu'une maigre poignée, ce sont des triomphateurs n'ayant point saboté leur triomphe. Henry IV me semble échapper au reproche que soulèvent les Napoléon, les Louis XIV, les Bismark : tous furent, un beau jour, inférieurs à leur destin, et manquèrent d'accomplir ce que leurs immenses succès rendaient possible, ce que l'Europe attendait, ou méritait d'eux. Ils firent des prodiges pour atteindre à la toute-puissance, et la possédant, elle ne fut plus qu'un attribut mort : l'Histoire est pleine de vainqueurs n'ayant pas su faire des enfants à leur victoire.

Suivons plus avant le roi Henry, et voyons ce qu'il sait imaginer à mesure que la gloire acquise lui apporte une liberté plus grande, servie par des moyens nouveaux.

D'abord, il faut poursuivre la guerre contre la Ligue et les Espagnols. Mayenne s'est retiré vers le Nord, et son fils commande à Laon, devant qui le roi vient mettre le siège. Après de rudes combats contre les secours espagnols, Henry fait capituler la ville et conquiert ainsi la Picardie, — mais il perd un charmant et brave compagnon, Givri, « les délices de l'armée », qui se fit tuer à la tranchée par amour pour Mademoiselle de Guise, elle-même ne songeant qu'à Bellegarde, qui aimait Gabrielle... Le haut commandement connaissait alors des troubles qu'on a éliminés depuis, en élevant excessivement l'âge des généraux.

Entre temps, Rosni a soumis la Normandie, par sa négociation avec Villars. Ce fut l'un de ces innombrables rachats par lesquels Henry, divisant et gagnant séparément ses adversaires de la noblesse ligueuse, sut les neutraliser par l'intérêt, autant que par des promesses de gloire.

En Champagne, le jeune duc de Guise fit sa soumission par un traité d'ailleurs profitable, et devint excellent vassal d'un roi que son père et toute sa famille avaient si longtemps et si durement combattu. Enfin la Bourgogne eut son tour : Mayenne s'y était retiré, appuyé d'une armée venue du Milanais. Beaune, la première, chassa les ligueurs. Biron reçut, pour le roi, Autun et Dijon tandis que Henry accourait empêcher Mayenne de joindre les Espagnols de Franche-Comté.

Vers Fontaine-Française, il s'avança à la tête de cent cinquante chevaux et autant d'arquebusiers. Soudain trois cents cavaliers ennemis ramènent ses

éclaireurs. Les renforts espagnols semblent loin : on charge, ne se croyant qu'un contre deux, c'est-à-dire sûrs de vaincre. Mais un millier de cavaliers, suivis par toute l'armée espagnole, s'approchent et la retraite s'impose. Henry cependant s'écrie : « Croyez-vous ce parti bien prudent ? Nous n'avons pas de pont sur la petite rivière derrière nous. Mais nos troupes seront ici dans une heure. Amusons l'ennemi d'ici là... »

Les cent cinquante cavaliers donc, par prudence, entrent dans la mêlée, et en bousculent treize cents. Le roi et Biron étaient sans casque, n'étant point préparés à cette action. Henry s'arrête enfin devant l'infanterie ennemie, tandis que ses propres renforts apparaissent. Le connétable de Castille renonça à pousser la lutte contre cet adversaire, et repassa la Saône pendant la nuit. Le roi soumit alors toute la province.

Montmorency avait battu en Languedoc le frère Ange de Joyeuse, de capucin redevenu général. Mais en Picardie, au cours d'une guerre sans quartier, les Français vaincus à Doullens y perdaient trois mille hommes — plus que Henry n'avait perdu à la fois à Coutras, à Arques, à Ivry et à Fontaine-Française.

Mayenne avait fini par se dégoûter complètement de l'alliance espagnole. Grâce à l'entremise du président Jeannin, il apporta sa soumission ; l'on connaît la vengeance du roi au château de Monceaux-en-Brie, où il fit marcher si vite et suer si fort le gros homme au cours d'une promenade, que l'ex-lieutenant général dut demander grâce :

mais son crédit auprès du peuple était plus abîmé par cette histoire que par une défaite sur le champ de bataille.

D'Epernon, qui s'était arrogé une espèce de royauté en Provence, en fut chassé par le duc de Guise qui prouva ainsi sa fidélité nouvelle. Cependant, la popularité du roi allait croissant, ce qui ne laissait pas d'offrir quelques inconvénients. Il écrit à Gabrielle : « J'ai reçu un plaisant tour à l'église : une vieille femme âgée de quatre-vingts ans m'est venu prendre par la tête, et m'a baisé ; je n'en ai pas ri le premier. Demain vous dépouillerez ma bouche... »

Vers ce temps, et devant de tels succès, le pape Clément VIII leva l'excommunication, à la suite des longues et habiles démarches des abbés du Perron et d'Ossat. Tout en invoquant la miséricorde pontificale sur le ton le plus respectueux, et en s'abritant derrière le témoignage évident du Dieu des armées, ils laissaient entendre que poussés au désespoir les Français pourraient finir par provoquer un schisme, et créer un patriarche des Gaules. Les Espagnols luttaient de toutes leurs forces, à Rome, contre la réconciliation entre le pape et le roi. Enfin, le 30 août 1595, le consistoire se prononça à la majorité des deux tiers pour l'absolution. Le 17 septembre eut lieu la cérémonie publique. Pendant le chant du *Miserere*, d'Ossat et du Perron, agenouillés, reçurent du pape les coups de baguette symboliques de la pénitence. Puis en trois oraisons successives, Henry fut proclamé absous, roi de France, et très chrétien.

Les protestants français, depuis l'abjuration de Saint-Denis, n'étaient point trop satisfaits du roi. Mais ils faisaient confiance à ses promesses. Entre temps, les finances allaient mal, à cause de François d'O, surintendant vénal et incapable. Harlay de Sancy, qui lui succéda, ne fit pas mieux malgré son intégrité. C'est alors que Rosni, neuf à ce genre d'ouvrage et jusque-là soldat et diplomate, fut choisi pour relever l'argenterie de la France. Nous verrons plus loin, brièvement, comment il s'y prit.

* * *

En avril 1596, nous avions perdu Calais et plusieurs villes de l'Artois, par surprise. Ceci venant s'ajouter à l'affaire de Doullens, commençait d'inquiéter le roi. Pour en finir avec ces incendies partiels, se rallumant au nord quand il venait de pacifier le midi, et pour faire entendre plus clairement à tous que le temps de la paix était enfin venu, il convoqua des Etats réduits, à Rouen. Ce ne fut pas un vaste Parlement, mais une chambre de travail, des Etats pratiques, où figuraient seulement les grands les plus notables, les hauts prélats et les officiers de judicature et de finance. Le discours qu'il leur adressa est resté classique :

« ... J'aspire à deux glorieux titres qui sont de m'appeler libérateur et restaurateur de cet Etat. Vous savez à vos dépens, comme moi aux miens, que lorsque Dieu m'a appelé à cette couronne j'ai trouvé la France non seulement quasi ruinée, mais presque toute perdue pour les Français. Par

la grâce divine, par les conseils de mes bons serviteurs qui ne font profession des armes, par l'épée de ma brave et généreuse noblesse (de laquelle je ne distingue point les princes, la qualité de gentilhomme étant notre plus beau titre) foi de gentilhomme, par mes peines et labeurs, je l'ai sauvée de la perte. Sauvons-la à cette heure de la ruine. Participez, mes chers sujets, à cette seconde gloire, comme vous avez fait à la première. Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver leurs volontés, je vous ai fait assembler pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre ; bref pour me mettre en tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises et aux victorieux. Mais le violent amour que je porte à mes sujets, l'extrême désir que j'ai d'ajouter deux beaux titres à celui de roi, me font trouver tout aisé et honorable. »

C'était de quoi conquérir une assemblée et lui faire voter tout ce qu'on voulait. Gabrielle d'Estrées, qui avait écouté la harangue, fut moins satisfaite, et l'idée du roi « mis en tutelle » ne lui plaisait point. « Ventre-Saint-Gris, rectifia Henry : en tutelle, oui, mais avec mon épée au côté ! »

Tout allait bien, et déjà le pays commençait à goûter un repos longtemps attendu. Le 11 mars 1597, une nouvelle éclata en coup de tonnerre : les Espagnols, par surprise, venaient de s'emparer d'Amiens, mal défendu par ses bourgeois qui avaient refusé une garnison régulière.

Le roi fut profondément troublé, car la menace

était grande. « Allons, dit-il à Gabrielle, c'est assez faire le roi de France, il faut maintenant faire le roi de Navarre. »

Profitant d'un premier désarroi des esprits, protestants et ligueurs voulaient relever la tête : mais Henry tenait leurs chefs, et les tenait bien. Le Parlement voulut discuter, faire entendre des objections : le roi le prit fort rudement, car le temps n'était plus de tergiverser.

Biron s'en fut assiéger Amiens avec cinq mille hommes. Henry, en plus d'une occasion, sentit passer le vent d'une défaite qui eût remis en cause toute la pacification du royaume. Mais il put déjouer les mouvements de l'adversaire — ce n'était plus Alexandre Farnèse, heureusement — et la ville fut reprise le 19 septembre. Les habitants n'étaient plus que huit cents.

Restait une grande province française, plus lointaine alors qu'aujourd'hui, et dont l'isolement géographique facilita, en tout temps, la sécession politique : en Bretagne, le duc de Mercœur, de la Maison de Lorraine, maintenait une indépendance menaçante et offrait aux Espagnols, avec la place de Blavet, la possibilité ouverte d'une descente sur le flanc ouest du royaume. Le roi se retourna de ce côté. Il ne restait plus au duc que l'espoir d'une reddition sans compensation, et comme faveur extrême, le pardon de son attitude passée, lorsqu'il s'avisa d'offrir en mariage sa fille unique au fils aîné de Gabrielle d'Estrées et de Henry IV, le petit duc César de Vendôme. César Monsieur

avait quatre ans, et sa fiancée en avait six. Le contrat fut signé au château d'Angers, et les fiançailles célébrées avec la même magnificence que si ç'eût été d'un fils de France légitime. Henry passa deux mois en Bretagne, où il remit de l'ordre dans les garnisons, les finances, chassa les voleurs de grand chemin et les autres, et récupéra ainsi près de quatre millions dont la couronne avait été frustrée.

* * *

Vers le même temps, ou un peu avant, le roi avait accordé l'Edit de Nantes aux huguenots (25 juin 1598). Le Parlement mit plus d'un an à le vérifier, mais une fois enregistré, et revêtu du grand sceau en cire verte réservé aux édits perpétuels et irrévocables, il apporta, pour de longues années, la sécurité de conscience à tous les Français. Lorsque la royauté faiblira de nouveau sous le règne de Marie de Médicis, on verra les protestants redevenir menace. Richelieu y mettra ordre, sans toucher à l'édit. Sous le règne de Louis XIV, les protestants auront cessé depuis longtemps de constituer un danger pour l'unité française, lorsque ce prince, par une mesure qui reste l'une des hontes de son règne, révoquera l'Edit de Nantes, obéissant à la plus vaine, à la plus idéologique des ambitions : celle d'obtenir par la force le conformisme des âmes. Notion grossière et ruineuse, malgré le prestige dont les historiens de jadis et de naguère ont cherché à la voiler. Notion dont s'était affranchi depuis l'adolescence un réaliste

comme le roi Henry. L'Edit de Nantes, la restauration physique du royaume, et l'ébauche du dessein de paix chrétienne que nous examinerons plus loin, sont peut-être les gloires les plus durables de ce règne fertile : ce sont, à notre avis, les résultats d'où les Français d'aujourd'hui pourraient tirer les plus riches leçons.

Enfin, pour couronner toute cette tâche de pacification, la fin de la guerre contre l'Espagne. Philippe II avait perdu la partie. Son ennemi était fermement installé au trône de France, alors qu'il avait espéré l'exclure de la communauté chrétienne, et cherché à le faire supprimer du nombre des vivants. Lui-même, le sinistre personnage, allait entrer en agonie trois mois plus tard, et mourir de la plus vilaine mort, pourri, perdant son sang et mangé de vermine.

Ses ambassadeurs durent conclure, le 2 mai 1598, avec les députés du roi de France, la paix de Vervins qui rendait au roi Henry les places de Calais, de Blavet et de Berre en Provence, et dégageait enfin le royaume de toute menace immédiate.

La France allait pouvoir respirer, et se refaire. Le doute allait faire place à la confiance. Et pour moi qui viens de vivre parmi les pièces et les documents de ce temps-là, si vivaces par la verdeur indomptée de notre langue d'alors, si proches par les souffrances qu'ils évoquent, sœurs des souffrances traversées naguère, ce n'est pas sans quelque émotion que je transcris ici en manière de conclusion, d'un « Recueil des Edicts et articles

accordez par le Roy Henri IIII pour la réunion de ses subjets », imprimé en l'an de grâce MDC, le solennel « Mandement du Roy pour la Publication de la Paix » qui fut lors répandu par toute la France, et que voici :

« *On fait à savoir à tous que bonne, ferme, stable et perpétuelle Paix, Amitié et Réconciliation est faite et accordée entre Très-Haut, Très-excellent et Très-puissant Prince, Henry par la grâce de Dieu Roy Très-chrétien de France et de Navarre, notre souverain seigneur ; et Très-haut, Très-excellent et Très-puissant Prince, Philippe Roy Catholique des Espagnes ; et Très-excellent Prince Charles Emmanuel duc de Savoye, leurs vassaux, sujets et serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres et Seigneuries de leurs obéissances. Et est ladite paix générale et communicative entre eux et leursdits sujets, pour aller, venir, séjourner, retourner, commercer, marchander, communiquer et négocier les uns avec les autres ès pays les uns des autres, librement, franchement et sûrement, par mer, par terre et eaux douces, tant deçà que delà les monts. Et tout ainsi qu'il est accoutumé de faire en temps de bonne, sincère et amiable Paix, telle qu'il a plu à Dieu par sa bonté envoyer et donner auxdits Seigneurs et Princes, et leurs peuples et sujets. Défendant et prohibant très-expressément à tous de quelque état et condition qu'ils soient d'entreprendre, attenter n'innover aucune chose au contraire, sur peine d'être punis comme infracteurs de Paix, et perturbateurs du bien et repos public. Fait à S.-Germain-en-Laye, le* 10e *jour de juin* 1598. *Signé Henry. Et plus bas, de Neufville.* »

TIERS LIVRE

1598-1610

LES ANNÉES PACIFIQUES DU ROI HENRY.

IX. — *LE CŒUR ABIMÉ*

Où Henry semble le mieux connu, mais où peut-être on a faussé le plus insensiblement son image, c'est au domaine de ses amours. Ici les panégyristes solennels ont dû passer rapidement, et c'est autant de gagné. Mais les historiens « naturalistes » si l'on peut dire, ont alors triomphé trop aisément. Montrer « l'homme » dans le roi, il n'y a point de mérite, car celui-là ne se dissimulait guère. Encore faudrait-il préciser de quel homme il s'agit.

On en a fait une espèce de coureur désordonné, de jouisseur infatigable, peu difficile à contenter, et aussi volage que vulgaire. Le vrai ici côtoie le faux de bien près.

Certes, Navarre fut d'abord un cavalier ardent, bâti en satyre, et peu capable de supporter l'absence de l'objet désiré. Après sa mort, les médecins l'ayant ouvert, déclarèrent qu'il eût vécu aisément trente ans de plus. Mais le cœur, surtout, ne voulait pas demeurer sans emploi. Henry avait besoin d'être amoureux, c'était le sel de sa vie. Besoin de dédier ses actions à une femme, besoin de combler quelqu'un ; besoin d'affection, de grâce, surtout de présence féminine. Loin d'aimer comme un soudard, il savait montrer d'infinies délica-

tesses. Sa manière, pour séduire les femmes, était à force de dévouement. C'est la plus fatigante, mais ce n'est pas la plus mauvaise. Peu de jalousie : la reine Margot l'en aurait guéri ; il n'aimait pas toutefois que l'on traversât ses entreprises. On peut être sentimental et non rêveur. Henry, peu patient, n'aurait pu soutenir une éternelle fidélité à une absente, mais il prouva de quels longs attachements il était capable. On hésite à parler de profondeur, puisqu'il ne fallut que six mois, après la mort de Gabrielle, pour qu'il se jetât aux filets d'Henriette d'Entraigues. Il semble nécessaire de séparer les trois périodes de la vie amoureuse du roi Henry : la jeunesse intempérante et forcenée, au temps de la cour de Nérac ; l'âge des deux longues passions heureuses, Corysande et Gabrielle ; enfin le temps où un corps moins vif, mais exigeant encore, et prisonnier de ses habitudes, demande à la savante Henriette des plaisirs aigus, sans doute mêlés de regrets désespérés.

La lettre à Sully du 8 avril 1607, où Henry IV se dépeint à loisir, fut vraisemblablement retouchée par le fidèle ministre ; néanmoins les traits en sont justes :

« Les uns me blâment d'aimer trop les bâtiments et les riches ouvrages ; les autres, la chasse, les chiens, les oiseaux ; les autres les cartes, les dés et autres sortes de jeux ; les autres les dames, les délices et l'amour ; les autres, les festins, banquets, sopiquets et friandises ; les autres, les assemblées, comédies, bals, danses et courses de bague, où, disent-ils, l'on me voit encore comparaître avec

ma barbe grise aussi réjoui, et prenant autant de vanité d'avoir fait une belle course, donné deux ou trois fois dedans, gagné une bague de quelque belle dame, que je pouvais faire en ma jeunesse, ni que faisait le plus vain homme de ma cour.

« En tous lesquels discours je ne nierai pas qu'il puisse y avoir quelque chose de vrai. Mais aussi dirai-je que, ne passant pas mesure, il me devrait plutôt être dit en louange qu'en blâme, et en tout cas me devrait-on excuser la licence en tels divertissements, qui n'apportent nul dommage et incommodité à mes peuples, par forme de compensation de tant d'amertumes que j'ai goûtées, et de tant d'ennuis, déplaisirs, fatigues, périls et dangers, par lesquels j'ai passé depuis mon enfance jusqu'à cinquante ans... Fort souvent je vous ai ouï dire, que l'Ecriture n'ordonne pas absolument de n'avoir pas de péchés, ni défauts, d'autant que telles infirmités sont attachées à l'impétuosité et promptitude de la nature humaine, mais bien de n'en être pas dominé, ni les laisser régner sur nos volontés ; qui est ce à quoi je me suis étudié, ne pouvant faire mieux. »

Suit le fameux passage, peut-être apocryphe : « Et vous savez, touchant mes maîtresses, qui ont été les passions que tout le monde a cru les plus puissantes en moi, si je n'ai pas souvent maintenu vos opinions contre leurs fantaisies, jusqu'à leur avoir dit, lorsqu'elles faisaient les acariâtres, que j'aimerais mieux avoir perdu dix maîtresses comme elles, qu'un serviteur comme vous ». La même lettre revient à trois reprises sur l'arrière-pensée

des « honorables et glorieux desseins » pour lesquels le roi sacrifiera « maîtresses, amours, chiens, oiseaux, jeux et brelans, bâtiments, festins et banquets » lorsque l'heure en sera venue.

Le style n'est pas beaucoup celui de Henry IV, qui est plus elliptique [1]. La lettre est trop construite et les hommages à Sully, trop développés. Mais le fond reste fidèle à la réalité historique.

Ce qu'il importe de marquer, c'est qu'un caractère domine ces affections et ces caprices. Henry IV se gouverne. Louis XV sabotera son règne en laissant l'influence directe aux favorites. Henry, tout en accordant beaucoup, ne lâche point le sceptre, et ne laisse pas jouer avec le gouvernement. A notre avis, il n'a compromis qu'une seule fois le bien du royaume à cause d'une femme, et c'est lorsqu'il a cédé à ses conseillers en épousant Marie de Médicis — qu'il n'aimait pas.

Ce sera la grande faillite de sa vie sentimentale. Mieux nous l'avons approché, plus nous pensons que la mort de Gabrielle marque une cassure irréparable, une fin. Il avait jusque-là cherché dans ses compagnes la beauté, l'attachement vrai, et certaine bonne grâce par où Gabrielle l'avait conquis et comblé. Après la mort de celle-ci, il renoncera à mêler cette présence heureuse à toutes les actions royales. Il règne avec ses ministres, et se laisse aller d'autre part aux plaisirs tels qu'ils s'offrent ; la joie est tuée, seulement l'homme demande sa

1. Relire les billets à Gabrielle, celui par exemple du 12 septembre 1598 : « ... votre bonne grace, que je chéris plus que ma vie, encores que je m'aime bien... »

distraction, même cruelle ou médiocre : il ne pourra pas, « servant » la marquise de Verneuil, ne pas la mépriser.

Mais retournons à ces années de dure victoire, où bien pareil à lui-même il porte au cœur cette affection si gaie, si chaude, pour la douce fille qui le rendit heureux sept ans, lui donna d'admirables enfants, et qu'il voulait épouser. Il pouvait la faire reine. Il allait le faire, et je n'ai pas peur d'ajouter qu'il aurait rudement bien fait.

La main de Dieu l'en empêcha. Du moins, à ce que dit alors le chanoine Bonciani, ambassadeur à Paris du grand-duc de Toscane, l'oncle de Marie de Médicis.

*
* *

Gabrielle d'Estrées, fille d'Antoine et petite-fille de Jean d'Estrées, grand-maître de l'artillerie, descendait du bâtard de Vendôme par sa grand'mère Catherine de Bourbon. Gabrielle naquit probablement en 1573 ; dix ans plus tard sa mère abandonna M. d'Estrées pour aller vivre avec le marquis d'Alègre en Auvergne (où tous deux furent massacrés plus tard par le peuple d'Issoire). Gabrielle vint à la cour, avec sa sœur Diane, pendant la dernière année du règne de Henri III, et se trouva chassée de Paris par la journée des Barricades. Elle vécut alors à Cœuvres, jusqu'au temps où Henry IV amené par

l'imprudent Bellegarde, la vit et en tomba vic
lemment épris.

Nous avons vu que la conquête dura plus long
temps que ne l'eût désiré le piaffant Béarnais.
semble bien que Gabrielle ait appartenu à Bell
garde avant de se donner au roi, et que pendan
deux ou trois ans, son cœur ait hésité (elle avai
dix-huit ans). On l'amena visiter le camp du ro
Henry qui poussait le siège de Chartres. Chartre
capitula le 15 avril 1591, et Gabrielle sans dout
vers le même temps.

Les guerres hasardeuses que soutenait alor
Henry contre le duc de Parme, le séparèrent d
Gabrielle. On la maria à M. Liancourt d'Amerva
en juin 1592, et elle en fut divorcée en septembre
Elle suivit alors la cour, et c'est ici que se placen
les grandes fâcheries entre le Béarnais, M. le Gran
(Bellegarde) et la belle Gabrielle. Je crois asse
qu'à cette époque, elle jouissait pour la premièr
fois de toute sa liberté, d'une fortune grandissant
et qu'ayant à ses pieds deux hommes si brillant
et si différents, elle les aimait simplement tou
les deux et regrettait fort la peine qu'elle leu
causait ainsi. Car nul historien n'a dit qu'elle fû
méchante.

Mais dès le printemps de 1593, Gabrielle a choisi
et ce n'est point le rival le plus élégant qui l'em
porte. A partir de ce moment, et quoi que la chro
nique la plus malveillante ait insinué sur les aven
tures de ses années de première jeunesse, Gabrielle
ne sera plus que la mie du Roi. Ses sentiments
pour lui vont se confirmer jusqu'à devenir l'amou

profond, simple et fervent qu'elle lui portera jusqu'à la fin, et qui éclate dans toute sa force après la naissance de son premier fils.

César Monsieur vint au monde le 7 juin 1594, et l'histoire rapporte mille traits de la joie qu'éprouva le roi Henry. Privé jusque-là de toute sérénité familiale, il se trouve, à quarante ans, posséder une femme et un fils à qui dévouer toute l'affection qui pèse en lui. Ceux qui aiment sincèrement le roi ne s'y trompent pas : la sévère protestante Catherine, sœur de Henry, reconnaît ce qu'il doit à l'amour de Gabrielle, devient la meilleure amie de celle-ci, et sera la seconde mère du petit César.

C'est d'Aubigné, je crois, qui vint un jour poursuivre le roi de quelque grave remontrance, à laquelle, pour le faire taire, Henry trouva soudain réponse éloquente : il s'en fut prendre le petit César Monsieur, âgé d'un an, et le posa tout nu entre les bras du fidèle grincheux.

Argument qui signifie plus qu'une espièglerie de père orgueilleux. Depuis qu'il connaît certaines réalités durables, comme roi et comme amant, Henry les préfère au risque perpétuel et à l'aventureuse inconstance de sa vie ancienne... Et comme il ne saurait oublier la France, il souhaite pour elle aussi que l'arbre royal, qui vient de survivre aux pires bourrasques, sûr désormais de ses racines dans le vieux sol, pousse de frais rameaux dans le ciel pacifié du royaume. D'année en année, tandis que se confirme la réussite de cette liaison, Gabrielle, par son caractère heureux, son absence de perfidie,

et avec l'aide sans doute des avis politiques du roi, se fait des alliés de toutes parts. Les protestants comptent sur elle, bien qu'elle ne soit pas des leurs, parce qu'elle a refusé d'intercéder contre l'enregistrement de l'Édit de Nantes. Les Jésuites se placent sous sa protection. D'année en année, l'idée se précise dans l'esprit du roi, de faire d'elle une reine de France et la mère d'une dynastie nationale, toute bâtie de chair française. Donner enfin à ce pays des rois qui lui ressemblent ! qui, faits de sa substance et mariés à de belles filles nobles du royaume, fassent durer dans la race régnante le génie des races diverses qui composent la nation.

Rêve aussi chimérique, lui dira-t-on, que d'une tolérance mutuelle entre catholiques et protestants, ou d'une paix durablement organisée entre nations chrétiennes. Les gens « sages » ne croient pas à ces choses, et secouent la tête sévèrement. Henry, lui, y croit comme il a cru qu'il battrait la Ligue et ferait le pape changer d'idée. Il croit même avoir déjà fait le plus difficile.

Il ne bouscule rien. Mais ses batteries sont toutes en place. Les démarches pour le divorce d'avec Marguerite se poursuivent patiemment, et cependant la place occupée par Gabrielle, marquise de Monceaux, puis duchesse de Beaufort, s'étend et se renforce constamment, sans résistance grave, sans accident. Elle prépare son installation au Louvre. Son mobilier nouveau est aux couleurs des reines de France, blanc et incar-

nat. Nous avons vu le petit César fiancé à Mademoiselle de Mercœur avec le cérémonial réservé aux enfants de France.

Enfin, Henry parle au duc de Sully, et tente de gagner à l'idée du mariage le fidèle ministre, qui se montre revêche et « fait la beste », ne voulant point entendre où cherche à en venir le roi son ami. Bon ! celui-ci patientera, et Gabrielle se fera de nouveaux alliés. Entre elle et Sully, parfois, Henry doit s'employer à rétablir l'harmonie, mais ce sont là brouilles assez légères, querelles de gens qui au fond s'estiment fort. Sully se vantera d'avoir entendu le roi dire à Gabrielle qu'il sacrifierait dix maîtresses comme elle plutôt qu'un ministre comme lui. Je ne suis pas seul à croire que Sully a menti effrontément cette fois (et ce n'est pas la première, puisqu'il a cité en les falsifiant plusieurs lettres du roi dont on possède aujourd'hui les originaux) ; mais le crime de vanité du fidèle Surintendant n'est pas bien grave, et si Gabrielle eût laissé des mémoires, nul doute que Henry n'y eût dit, devant tous, que sa mie et sa reine lui valait bien deux quarterons de chanceliers et de surintendants...

Les obstacles à lever, en vérité, ne sont plus grand'chose. Transformer un état de fait en état de droit, c'est peu, à une époque où l'on a vu les dynasties crouler, un prince excommunié devenir Roi Très-Chrétien, l'ordre succéder presque soudain à l'anarchie, catholiques et huguenots vivre côte à côte, et Paris goûter en cinq ans de la Ligue, des Seize, de la famine, de l'Espagne, et de son roi.

Tout s'achemine, en cette année 1598 qui est l'année triomphale du règne, vers une dernière victoire du cœur royal, avec l'accession solennelle de la mieux-aimée à cette couronne conquise par l'épée, et qu'il faut assurer maintenant par une brillante descendance.

Voici Pâques, en 1599. Henry est à Fontainebleau. Gabrielle va lui donner un quatrième enfant. Tout est prêt pour un prochain mariage. Cependant le confesseur du roi fait remarquer que pour l'exemple, il vaudrait mieux que les futurs époux fussent séparés pendant le temps pascal, et l'on décide que la duchesse ira faire ses dévotions à Paris.

Séparation difficile, même pour si peu de jours. Henry accompagna la litière de Gabrielle jusqu'à mi-route, à Savigny-le-Temple ; le mardi 6 avril, au matin, elle s'embarqua sur la Seine pour venir plus doucement à Paris, à cause de son état. Le roi s'arracha de ses bras, retournant à Fontainebleau. Elle arriva vers trois heures à Paris et se rendit chez sa sœur la maréchale de Balagny. Le soir, elle soupa chez le financier italien Sébastien Zamet, grand ami et banquier du roi, puis se retira chez sa tante Madame de Sourdis. Elle se sentait souffrante et pensait qu'un citron, mangé chez Zamet, en était cause.

Le mercredi, elle commença ses dévotions en allant, en litière, entendre l'office des Ténèbres au Petit-Saint-Antoine La chaleur l'y incommoda, et elle rentra avec un grand mal de tête.

Le jeudi, elle put assister à la messe de Saint-

Germain-l'Auxerrois, tout proche de son logis, mais il lui fallut ensuite se mettre au lit. Le temps de l'enfantement approchait. Le vendredi, son état empirant, les médecins résolurent de l'accoucher. « L'on luy tira, puis après, un enfant mort-né, à pièces et loppins » Malgré saignées et remèdes divers, ses douleurs et convulsions augmentèrent, douleurs et convulsions « non jamais vues par médecins, apothicaires et chirurgiens ». La nuit fut une agonie effroyable, et Gabrielle mourut le samedi 10 août 1599, vers cinq heures du matin.

*
* *

Je reviendrai tout à l'heure sur les causes probables de cette mort, dont il a été beaucoup discuté sans qu'on ait, semble-t-il, mis le doigt sur la piste à suivre.

Mais pour la vie de Henry Quatre désormais, les causes n'importent plus guère. Dès que les nouvelles de la maladie de Gabrielle furent alarmantes, il sauta sur un courtaud et se mit en route pour Paris, à travers la forêt. Il fut rencontré près de Villejuif par Bassompierre et d'Ornano, qui lui annoncèrent que tout était fini.

L'effet sur le roi fut terrible. Il fallut l'entraîner dans une abbaye proche de là, et l'y calmer jusqu'à ce qu'il fût en état de rentrer à Fontainebleau, où l'attendait, désespéré, le petit duc de Vendôme, et où il prit le deuil en noir, et la cour avec lui. A sa sœur Catherine, duchesse de Bar, qui lui écrivait sa douleur de « la perte d'une si

parfaite amye », il répondit par les quelques lignes que l'on connaît : «... Puisque Dieu m'a fait naistre pour ce royaume et non pour moi, tous mes sens et mes soins ne seront plus employés qu'à l'avancement et conservation d'iceluy. La racine de mon amour est morte, elle ne rejettera plus... »

Or, quand la nouvelle atteignit le roi sur la route, Gabrielle n'était pas morte. Elle avait encore vingt heures à vivre. Mais les fidèles serviteurs du roi lui voulurent épargner la vue horrible de ce visage distordu de convulsions ; et puis sans doute, lui éviter la faute politique d'un mariage in extremis, accordé par compassion et qui n'eût pas donné à la dynastie de prestige bien assuré. De sorte que Gabrielle, qui ne songeait, pour ses enfants, qu'à ce mariage, et à qui l'on avait annoncé l'approche du roi, entra en agonie sans l'avoir vu arriver.

* * *

Pour tenter d'élucider le mystère de la mort de Gabrielle, bien des historiens ont exercé leur faculté d'investigation, et il s'agit en effet d'un problème à tenter un Edgar Poe, tant les apparences y conduisent l'esprit vers des impasses ; alors qu'une légère distinction, introduite au début du raisonnement, semble être demeurée inaperçue de tous les chercheurs.

Ceux-ci (j'ai lu une bonne quinzaine d'ouvrages traitant de ce sujet, depuis l'Estoile et les autres mémoires du temps jusqu'aux travaux contemporains de MM. Desclozeaux et Loiseleur, en

passant par Michelet qui n'est pas le plus perspicace) se partagent selon deux thèses principales. Pour les uns, Gabrielle n'a pas été empoisonnée, et sa mort procède de causes naturelles, mal connues des médecins de l'époque. Pour les autres, le coupable est Zamet, agissant probablement pour le compte de Ferdinand, grand-duc de Toscane et oncle de Marie de Médicis, à qui le champ devenait libre par la mort de Gabrielle.

Je ne reprendrai point détail par détail la discussion, mais donnerai tout de suite mon opinion : Gabrielle a été empoisonnée, chez Zamet, par les agents de Ferdinand de Médicis. Celui-ci a peut-être ordonné le crime, peut-être n'a-t-il fait qu'en profiter. Mais Zamet est complètement innocent, comme l'ont prouvé sans peine les partisans de la première thèse, celle de la mort naturelle : il avait, en effet, tout intérêt à ce que Gabrielle devînt reine. L'homme sur qui doivent porter les plus lourds soupçons est le chanoine Francesco Bonciani, agent du grand-duc à Paris.

Depuis l'entrée de Henry IV dans sa capitale (1594) il est à son poste, d'abord comme agent secret, en apparence clerc du cardinal de Gondi, puis comme représentant reconnu. Sa fonction principale, sinon la seule, est de préparer les voies au mariage du roi de France avec Marie de Médicis. La correspondance qu'on possède de Bonciani s'arrête le 2 décembre 1598. Toute cette correspondance retrace les progrès désastreux (pour lui et pour son maître) de la faveur de Gabrielle. Le mariage de la princesse de Médicis sera « cosa

difficilissima ». Dès 1597, Bonciani fait remarquer que si le roi était moins enchaîné par Gabrielle, il serait possible d'obtenir l'annulation du mariage avec Marguerite. (En effet, Marguerite consentit à l'annulation peu après la mort de Gabrielle.) Le 20 juin 1598, Bonciani écrit encore que « sans Madame de Monceaux, avant quatre mois on traiterait du mariage » (de Marie de Médicis [1]). Enfin cette phrase inimitable que j'évoquais plus haut : « toujours s'accroît l'amour du roi pour sa dame, cela deviendra un mal incurable si Dieu *no ci mette la sua sancta mano* ».

Bonciani, ensuite, se tait brusquement. Mais au 31 janvier 1599, l'Estoile consigne dans ses mémoires : « le jour dernier du mois, comme on devisait du mariage de Madame la Duchesse et du roi, que beaucoup craignaient, un nommé Bizacasser, Piémontais, qui a été des moins trompés en ses prédictions, dit à un ancien ami, qui me le redit le lendemain, qu'il l'assurait sur sa vie que jamais ce mariage ne se ferait, voire bien plus, que la Duchesse ne verrait point le jour de Pâques... » [1]

L'erreur des historiens me semble avoir été de toujours associer Zamet et le Médicis, parce que Gabrielle tomba malade chez l'un et que l'autre avait intérêt à sa mort, et parce qu'ils étaient compatriotes. Mais si Zamet, de toute apparence, est innocent (le roi lui continuera sa faveur, et

1. Passages cités par Desclozeaux : *Gabrielle d'Estrées* (Champion 1899). Cet auteur, cependant, ne croit pas à l'empoisonnement de Gabrielle, faute de preuves. Michelet croit à la culpabilité de Zamet et même à la complicité de Sully !

encore une fois, son intérêt voulait que Gabrielle régnât) il n'en reste pas moins que la maison de Zamet, lieu de fêtes et de festins où devaient s'introduire à chaque instant des serviteurs et des fournisseurs nouveaux, était bien le lieu le plus favorable pour y commettre un empoisonnement. Point de gardes et peu d'étiquette. Cuisiniers et majordomes surmenés un jour de dîner offert à la favorite du roi...

Dirai-je que si le grand-duc Ferdinand de Médicis n'a pas la réputation d'une Catherine ou d'un Borgia, et si *par comparaison* sa figure semble une des moins haïssables de la famille, il n'en est pas moins accusé par l'Histoire de s'être défait de son frère François et de la femme de celui-ci, Bianca Capello [1] ?

Si j'ai rouvert cette question jadis controversée, jamais résolue, c'est d'une part dans l'espoir qu'un chercheur patient saura l'élucider, peut-être en fouillant certaines archives florentines. (Je voudrais mieux connaître les relations de Bonciani et du père Cotton, confesseur du roi, qui fit envoyer Gabrielle à Paris). C'est aussi parce que la mort de Gabrielle, marquant la fin de tout espoir de dynastie française, et donnant le signal du retour des Médicis au Louvre, me semble

1. Enfin, je dois relever l'erreur de M. Desclozeaux, écrivant que les contemporains crurent à une mort naturelle, et invoquant l'Estoile à l'appui. L'Estoile écrit au contraire (12 avril 1599) : « Cette mort a donné occasion à plusieurs écrits en vers et en prose, aussi bien qu'à plusieurs propos dans les conversations de la cour et de la ville, attribuant cette mort les uns à la crainte de n'être jamais la femme légitime du roi, les autres à des potions suspectes... »

bien l'une des plus sombres catastrophes qui aient frappé ce pays.

Gênés par un sens excessif des convenances, ou manquant de la naïveté nécessaire, les historiens ne semblent guère avoir osé s'en aviser.

*
* *

Après la mort de Gabrielle, Henry Quatre n'est pas « un homme fini », loin de là. Mais c'est un homme au cœur brisé. Au cours des dix ans qui suivront, son ouvrage va s'épanouir avec plus de force et de majesté que jamais, et le succès n'amoindrira pas un héros que l'adversité a formé, révélé à lui-même et au monde. Seulement la joie est tuée pour lui.

Il s'enfonce dans son métier de roi, et le reste ne sera qu'essai de distraction, ou triste illusion d'intrigue pour occuper l'esprit d'aventure, ou pis encore : recherche d'affection simple, qui ne rencontrera chez autrui que basse ambition, calculs assez immondes et chantages effrontés.

Ceux qui le veulent consoler et distraire lui font voir, au cours de l'été, la jolie Henriette de Balzac d'Entraigues, autour de laquelle s'échafaude bientôt une vaste opération mercantile et galante digne de la fin du règne de Louis XV.

La famille d'Henriette négocie, les candidats à sa protection se bousculent autour d'elle et du roi, et celui-ci, qui ne saurait guère se croire aimé, achète la fille pour cent mille écus ; on exige encore une promesse de mariage pour le cas où elle deviendrait enceinte dans les six mois et donnerait un

enfant mâle. Sully — le trait semble authentique — déchire la promesse de mariage devant le roi. Celui-ci se contente de la recopier. Sully cherche à sauver les cent mille écus, « la pièce ne les mérite pas », dit-il, ni cette « conquête d'un pucelage que peut-être vous n'y trouverez pas ». Le roi passa outre. Il eut Henriette en octobre 1599, et en juin de l'année suivante, elle mit au monde un enfant mort. Il est dur de croire qu'un entraînement sénile ait porté Henry à signer cette promesse pour arriver à ses fins. Ayant vu à qui il avait affaire, se résolut-il à tromper des trompeurs, et promit-il sans se croire lié vis-à-vis d'aigrefins vendant leur fille ? Voulut-il punir et décevoir ceux qui remerciaient le ciel de la mort de Gabrielle, en leur faisant subir cent fois pis qu'ils n'avaient craint d'accepter l'année d'avant ? Fut-ce un dernier effort pour avoir des enfants français et mettre tout le monde devant le fait accompli ? Ou fut-ce l'acte d'un homme désolé, qui se soucie peu des conséquences et s'étourdit d'actions grosses de scandale, pour noyer le passé dans un présent hasardeux ?

Quoi qu'il en soit, le divorce d'avec la reine Marguerite était un fait accompli vers la fin de 1599, et dès janvier 1600, le roi accordait à Sillery le pouvoir d'arranger le mariage avec Marie de Médicis, mariage auquel tant d'intérêts politiques, financiers et autres étaient attachés, et pour lequel tant de ministres, d'envoyés, de conseillers avaient dû le presser jour après jour depuis la mort de la duchesse de Beaufort.

Même pour les meilleurs d'entre ces conseillers (et notamment pour Sully), rien ne gâtait la satisfaction de voir s'effectuer ce mariage, par où beaucoup d'argent entrerait au Trésor et par où viendraient des enfants légitimes au roi. Que le roi fût malheureux avec une princesse laide, sotte et acariâtre, que celle-ci ramenât avec elle toute la séquelle des intrigants de cour, l'écume de l'Italie et non pas son génie, que ces enfants à venir dussent être moins beaux que le petit César et ses frères, dont le roi était si fier — tout cela importait peu à nos braves ministres. Henry, fatigué par eux, indifférent désormais, endeuillé jusqu'au fond de l'âme, se laissa faire. Il aura encore une révolte lorsque Marie de Médicis, épousée par procuration en octobre 1600, lui sera amenée à Lyon où il la voit pour la première fois : « On m'avait dit qu'elle était jolie... » fait-il tristement. Le soir du même jour, 9 décembre, le mariage fut consommé. Louis XIII fut engendré comme on avale une potion. Toute la tristesse guindée du dix-septième siècle, toute la peur du vrai, toute la fausse raison d'Etat, toute la cruauté raisonnable de ce grand siècle, qui pèsent encore sur nous, je crois qu'elles datent assez bien de cette mauvaise nuit de noces. Un mois plus tard d'ailleurs, Henriette d'Entraigues était enceinte à son tour...

*
* *

Entre temps, il y eut une courte guerre. Ce fut le duc de Savoie qui la perdit. Il avait saisi, profitant des troubles de France, le marquisat de Saluces et ne le voulait point rendre. Henry le sommait d'y renoncer. Le duc vint à la cour de France, les réceptions furent belles, les négociations froides, et le duc partit déçu. Tardant toujours à rendre le bien usurpé, il se vit enfin attaqué, en août 1600, par une armée royale fort bien conduite. Bourg, Chambéry, enfin Montmélian tombèrent tour à tour. Le traité de paix fut conclu à la satisfaction du roi, le 17 janvier 1601.

*
* *

En ces années, seul son métier réussissait au roi. L'amitié lui réservait d'aussi cruels déplaisirs que l'amour. Tandis qu'à la cour, Marie de Médicis et Henriette d'Entraigues inaugurent une longue et impitoyable rivalité dont la principale victime sera Henry lui-même, le maréchal de Biron, le fils du vieux Biron qui traça le retranchement d'Arques, Biron qu'il a fait duc et pair, trahit comme un misérable, en pleine guerre de Savoie, vendant à l'ennemi les mouvements de l'armée royale, et négociant avec l'Espagne. Vendu à son tour, il est arrêté. Henry cherche encore à le sauver, mais l'autre ment si outrageusement

que le roi, dégoûté, le laisse à son sort. Biron est décapité en juillet 1602.

Henry Quatre ne sera plus joyeux. Mais la France, elle, réapprend à être heureuse. C'est moins de la vie vieillissante et blessée du roi que nous voudrions parler maintenant, que de la tâche multiple où s'exerce toute sa vertu, tant au dehors qu'au dedans des frontières.

X. — *L'OUVRAGE*

Le lecteur, s'il a bien voulu y songer un instant, a dû reconnaître combien ma tâche était embarrassante. D'une part, devoir rester en deçà du développement historique achevé, impossible dans d'aussi brèves limites et pour un règne si riche en péripéties. D'autre part, éviter la simple chronique anecdotique, par où les grands hommes sont ramenés à des histoires de boutons de culotte. Un portrait du roi Henry ne se peut concevoir sans un récit des événements de son temps, puisque ces événements étaient son ouvrage personnel et quotidien. Aussi bien le public ne les connaît-il pas assez pour qu'on les puisse traiter par simple allusion, comme ferait à son gré un biographe de Napoléon, par exemple.

Aussi, quoi que j'eusse préféré m'attacher davantage à l'homme et laisser cet immense ouvrage sous-entendu, je croirais trahir le but en bornant mon esquisse aux chevauchées de guerre et aux comédies et tragédies d'amour. Toute sa vie, régner fut la grande occupation de Henry ; durant ses dix dernières années, ce fut presque la seule.

*
* *

Une des grandes maximes de Henry IV, c'était « qu'il ne fallait pas, pour bien régner, qu'un roi fît tout ce qu'il pouvait faire ». Etre investi d'un pouvoir illimité, mais se garder d'aller jusqu'au bout de ses droits. Il accorda donc au peuple, aux provinces, aux religions, toutes les libertés pouvant les contenter sans compromettre la prééminence royale, et donna ainsi la mesure de sa force vraie. Ce sont les faux grands chefs, ceux qui ont peur, qui soulignent à tout propos leur caractère dictatorial. L'art souple et ferme de Henry IV comportait le maximum de puissance réelle, et ajoutait à cette puissance en associant à la cause royale les éléments les plus divers.

Les Calvinistes, en possession de l'Edit de Nantes, jouirent de leurs libertés contenues sans chercher à en dépasser les limites politiques. Les grands des provinces conservèrent les usages et les formes du gouvernement local. Les Parlements furent constamment appelés en consultation ; toutefois lorsque le Parlement de Paris voulut s'opposer à l'Edit de Nantes, le roi passa outre, usant de son droit, parce qu'il y allait de la paix du royaume. En mainte autre occasion, il céda aux remontrances des corps municipaux, comme lorsque Miron, prévôt des marchands, lui tint tête. On conseillait au roi de faire arrêter Miron. Il s'y refusa, examina l'affaire de nouveau, abandonna l'édit projeté et maintint Miron en sa charge.

Comme le fait remarquer Poirson [1], « la monarchie de Henry IV avait donc, sous d'autres formes, son opposition comme le gouvernement représentatif, et l'opposition, sous ce prince, quand elle avait la raison pour elle, battait les ministres et le conseil d'Etat. » Il me semble que l'équilibre politique s'obtenait, en somme, par une synthèse et collaboration de la monarchie, spécialisée dans l'exécutif, et de la représentation populaire, municipale ou corporative, spécialisée dans l'étude des questions et l'émission de libres avis. Cette représentation, moins responsable qu'aujourd'hui, s'en trouvait sans doute plus libre. Le monarque tout responsable, avait pour lui la stabilité — mais personne derrière qui se cacher. L'équilibre sera rompu au XVII^e siècle, où la représentation sera soumise et brisée par le pouvoir royal comme s'il s'agissait d'une force ennemie ; et la démocratie, restaurant la représentation populaire mais l'écrasant sous sa propre souveraineté, n'a pas encore su en dégager l'élément dirigeant et lui rendre sa dignité. Je ne parle pas de la dictature, qui est caricature de tous les régimes à la fois.

Pour entretenir la noblesse dans ses meilleures vertus, Henry ne l'encourageait guère à venir à la cour, en garnir les antichambres. Il l'engageait à vivre la plupart du temps sur ses terres, ce qui donnait plus de réalité à l'armature nationale et rassurait mieux le peuple en cas de résis-

1. *Histoire du règne de Henri IV* (Paris, 1856). C'est l'ouvrage le plus sérieux et le plus complet, bien qu'il laisse dans l'ombre tout le caractère personnel du roi.

tance à l'invasion. C'est par peur d'une noblesse qu'elle ne saura plus inspirer ni contenir, que la monarchie travaillera plus tard à émasculer, à vider de son caractère la classe sociale sur qui reposait jadis la responsabilité de défendre et de faire durer l'ordre royal.

Les villes se gardaient elles-mêmes. De 1595 à 1610, il n'y eut pas une seule révolte dans les grandes villes : le pouvoir royal n'intervint dans aucune des élections de magistrats, prévôts, échevins, consuls ou capitouls. Pour qu'un tel régime, au sortir des désordres inouïs de l'époque précédente, ait pu durer sans trouble, il fallait qu'il fût puissamment raisonnable, et pénétré de ce réalisme qui caractérisait si fort les décisions du roi Henry, et les fit aimer par un peuple durement éprouvé, passionné de travail et de liberté. Après va commencer l'idéologie.

On s'accorde à reconnaître que Henry sut choisir ses conseillers et ses ministres. La flatterie ne prenait guère, car il voyait fort bien au travers. Mais il s'attachait des hommes de capacités solides, sans s'inquiéter s'ils l'avaient jadis combattu. Ainsi siègera le président Jeannin, ancien ligueur, aux côtés de Rosny ou Bellièvre, serviteurs de toujours. Peu ou pas de courtisans : ni Lesdiguières, ni d'Ossat n'avaient sollicité les hautes dignités qui leur furent conférées.

La justice était tombée bien bas, sous les Valois et sous la Ligue. La corruption était partout, lorsque l'édit de 1597 vint tout redresser. On vit enfin paraître, après la pacification de 1598, un ordre

intérieur que le pays n'avait peut-être jamais connu. Après quarante ans de guerres civiles et religieuses, il fallut réprimer le brigandage, institution fort répandue, rassurer les laboureurs contre les gens de guerre et les bourgeois contre les aventuriers armés. Une ordonnance rendue à Monceaux le 4 août 1598 interdit le port des armes à feu, sous les peines les plus rigoureuses. Il paraît que la sécurité des routes et des campagnes fut rétablie sans qu'il en ait coûté la vie à plus de trois gendarmes.

Plus tard, le roi s'en prit aux duels, et en fit presque disparaître l'usage, qui revint de plus belle sous son successeur.

*
* *

Chacun sait que les finances de la France furent rétablies par Henry IV et Sully. Il n'est ni de notre sujet, ni de ma compétence de dire comment. Ce qui paraît toutefois se dégager ici, aussi fortement qu'ailleurs, de l'ouvrage des deux compères, c'est encore le réalisme. Est-il excessif de croire qu'en matière économique et financière, nos contemporains auraient profit à chercher jusque là-bas quelques leçons ?

En 1598, les finances étaient dans un gâchis que seule l'Europe d'après 1918 saurait envier. Au cours de la conquête du royaume, le roi, — « roi sans royaume, mari sans femme, guerrier sans argent » — avait emprunté à tout le monde, en France et hors de France. La reine Elisabeth, les

Suisses, Venise, le duc de Florence, n'étaient que les principaux créanciers. La soumission des chefs de la Ligue avait coûté trente-deux millions. En beaucoup de lieux, il avait fallu abandonner au créancier le droit royal de lever les impôts, et l'on peut penser à quels abus en arrivèrent, par exemple, une adroite canaille comme le duc d'Epernon, dans son gouvernement d'Angoumois et Saintonge. Les habitants de certaines provinces, épuisés et pressurés, laissaient la terre en friche. Au contrôle général des finances, registres confus, prévarication sur toute la ligne, que l'organisation fût aux mains de François d'O, voleur avéré, ou de Sancy, négligent et inhabile. La dette de la France — dette exigible, aliénation du domaine, etc. — se montait à près de trois cent cinquante millions de livres.

Ce fut Sully, avec ses rudes qualités, son ardeur au travail, et sa passion de bien servir le roi qu'il aimait, qui entra en nouvel Hercule dans ces écuries obscures et grouillantes.

Il retira aux souverains étrangers les portions d'impôt royal qui leur étaient engagés, et leur fit entendre qu'ils ne perdraient rien, le rendement devant s'accroître sous une bonne administration nationale. Il supprima les intermédiaires dans le recouvrement des impôts affermés, et fit arriver la presque totalité de ceux-ci jusqu'au Trésor royal, dont ils étaient généralement distraits en route. Il réforma la comptabilité, punit quelques voleurs, fit rendre un million et demi à quatre contrôleurs infidèles, et obtint de divers financiers,

sous le nom de *prêt*, une restitution de trois à quatre millions de livres.

Il abolit les impôts arbitraires des gouverneurs de province, et pour ce faire, dut aller jusqu'à menacer d'Epernon de son épée, en plein conseil. Le roi l'appuya, et il eut gain de cause. Par une revision minutieuse des rentes, il en put réduire le montant annuel de cinq millions.

Le domaine royal, en partie mis en gage, en partie usurpé, fut récupéré méthodiquement. Beaucoup d'offices inutiles, supprimés après qu'on eût dédommagé leurs possesseurs. Ces réformes coûtaient parfois aussi. Mais chaque jour, la couronne regagnait un peu de souveraineté. La direction financière et économique de la nation revenait aux mains du roi. Le plus dur n'était point d'y parvenir, par autorité ou menace. C'était de le faire sans s'aliéner l'une après l'autre les classes aux dépens desquelles on réformait. La nouvelle distribution de l'impôt dut irriter la bourgeoisie, habituée à ne pas payer la taille. La nouvelle perception dut irriter les financiers, contrôleurs et autres, habitués à drainer à leur profit la moitié des ressources obtenues. Mais il faut croire que chacun retrouvait son compte dans la prospérité générale, dans les chances accrues de faire fortune par l'industrie ou le commerce ; c'est ainsi que de 1598 à 1604, les recettes de l'Etat furent portées de vingt-trois à trente millions, les charges n'en absorbant que la moitié, et qu'en 1610, la moitié de la dette acquittée, le domaine racheté, une réserve de quarante-trois millions constituée pour parer

au cas de guerre, le budget annuel se trouva aux environs de vingt-six millions, dont les charges ne prenaient plus que six millions. La France était devenue la première puissance financière de l'Europe.

*
* *

On enseigne aux petits enfants de chez nous que la grande parole de Sully fut : « Le labourage et le pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, et les vraies mines et trésors du Pérou ». En y joignant le mot de Henry IV au duc de Savoie, en 1600 : « Si Dieu me donne encore de la vie, je ferai qu'il n'y aura pas de laboureur en mon royaume qui n'ait moyen d'avoir une poule dans son pot », — on voit que la terre, et ceux qui l'aident à produire, recevaient du roi et de son ministre toute l'attention qu'il fallait. Ils se trouvèrent secondés par la science d'un Olivier de Serres, dont le « Théâtre d'Agriculture », paru en 1600 par les soins du roi, est bien l'une des lectures les plus substantielles et rassurantes de tous les temps. Henry IV consacra à cette lecture, pendant quatre mois, une demi-heure chaque jour.

Il faut bien comprendre que les laboureurs ne devinrent pas riches du jour au lendemain. Les impôts restaient lourds, mais du moins s'allégeaient peu à peu. Si Henry eût vécu quelques années de plus, la dette se trouvant tout à fait amortie, on eût pu soulager grandement le paysan. En attendant, celui-ci jouissait de la sécurité,

et de la certitude d'améliorer son état. L'agriculture française sera prospère jusqu'en 1661, date à laquelle des mesures malheureuses la firent retomber en décadence, découragèrent à la fois la noblesse laborieuse et le laboureur, et furent cause d'un retour en arrière. La France connut de nouveau la disette... Selon l'Ecossais Patullo, écrivant en 1758, et selon Forbonnais à la même date, les campagnes étaient alors retombées à la misère, et ces deux observateurs sont d'accord pour constater que l'agriculture française était plus prospère sous Henry IV qu'après Louis XIV.

* * *

L'administration de Sully, de Henry et d'Olivier de Serres réglementa la chasse, l'exploitation des forêts et des mines ; mais où elle triompha surtout, fut par l'impulsion donnée aux industries nationales.

Industries de luxe : la soie, à laquelle Henry consacra tant de sollicitude, malgré les premières résistances de Sully qui craignait qu'une culture trop facile détournât le paysan de ses plus rudes travaux, et fît perdre à la race ses vertus militaires. Le vieux huguenot en voulait à ce symbole du faste et de la volupté des cours. Mais il sut changer d'idée à temps. L'industrie de la soie, inaugurée en 1596 par les plantations de mûriers dans le domaine royal de Madrid près de Paris, ainsi qu'aux Tuileries, donna dès 1601 des bénéfices qui devinrent énormes à la fin du règne. L'in-

dustrie française de la soie, au cours du siècle, retomba dans la médiocrité.

Les industries du cristal, de la tapisserie, de la toile fine, et bien d'autres, furent créées, importées ou stimulées sous Henry IV.

De Thou nous rapporte qu'il semblait vouloir surpasser son grand-oncle François Ier, en faisant de Paris un atelier de belles formes et une pépinière d'artisans qui fussent les plus habiles du monde entier. « Le roi, dit Sauval, avait dans les galeries du Louvre les meilleurs sculpteurs, horlogers, parfumeurs, couteliers, graveurs en pierres précieuses, forgeurs d'épées d'acier ; les plus adroits doreurs, damasquineurs, faiseurs d'instruments de mathématiques ; trois tapissiers, l'un des ouvrages du Levant, les deux autres de haute lisse », etc...

Quant aux industries de première nécessité, compromises par les guerres civiles, il suffisait que la paix refleurît pour les voir reparaître. Mais le roi réagit contre la tyrannie des chefs de corporations, la fraude installée un peu partout, et, par des libertés judicieusement distribuées, permit à la concurrence normale de retrouver ses droits et ses effets. La liste des branches d'industrie auxquelles s'appliqua son effort et celui de ses ministres, en si peu d'années, remplirait un chapitre à elle seule.

*
* *

Après l'agriculture et l'industrie, c'est-à-dire la production, ce fut le tour du commerce et de la

circulation. Les routes, infestées d'aventuriers, les ponts à péages exorbitants, les obstacles arbitraires que mille interventions intéressées apportaient à la sûreté et à la liberté des échanges, tout cela, peu à peu, pas à pas, fit place à un vaste réseau de voies utilisables. En 1609, 1.150.000 livres, sur un budget total de 16 millions pour les services publics, furent consacrés aux ponts, routes et canaux. Il faut y ajouter une somme égale payée par les budgets provinciaux. Toutes les routes furent plantées d'ormes qu'on appela longtemps des *Rosnys*.

Mais le plus vaste effort fut appliqué aux canaux. Reprenant les belles conceptions de Craponne, Henry IV et Sully mirent à l'étude des plans nombreux. Une lettre fort intéressante du cardinal de Joyeuse, gouverneur du Languedoc, en 1598, témoigne de l'intérêt qu'on portait alors au canal des Deux-Mers, et évalue le prix de l'entreprise. L'ouvrage de Scaliger sur la « jonction des mers » est de 1597. Montmorency, en 1604, visite point par point le tracé du futur canal. C'est la mort prématurée du roi qui empêcha la réalisation du projet. Mais celui-ci n'est que l'un des cinq vastes tracés, répartis sur la carte de France, que nous devons aux ingénieurs de ce règne.

Hors le service des postes, créé par Louis XI, et trois coches ou voitures publiques, les moyens de transport autres que privés étaient inexistants en 1594. Un édit de 1597 établit des relais de chevaux sur toutes les routes. Pour vingt sous, tout voyageur pouvait louer un cheval pour une journée. Les coches furent multipliés, et le service

des postes rattaché au système des relais, qui jouera un si grand rôle dans l'histoire des voyages en France jusqu'à l'apparition des chemins de fer.

*
* *

La réorganisation de l'armée eut pour traits principaux l'élimination des soldats à service intermittent et irrégulier, et celle d'une grande part des étrangers soudoyés. Les Suisses et lansquenets ne seront plus désormais que l'accessoire d'une armée dont le fonds est national. La condition des officiers subalternes et des soldats est relevée, ils sont assurés d'un refuge en cas d'invalidité, et leurs veuves et orphelins exemptés de toutes charges publiques. Le roi Henry créa le collège militaire de La Flèche, ainsi qu'une académie établie à la cour, et qui n'était point réservée aux fils des nobles. En outre, il projeta la création d'un ordre de chevalerie où entreraient sans distinction de naissance tous ceux qui avaient servi utilement le pays. C'est le principe de la Légion d'Honneur.

L'artillerie, dont Sully était grand-maître depuis 1599, et le génie, connurent un important développement. Errard, suivant l'exemple des Italiens du XVI^e^ siècle, renouvela l'art de fortifier les places. Parmi les villes qui furent alors pourvues de défenses organisées, citons Laon, La Fère, Beauvais, Ham, Abbeville, Montreuil, Boulogne, Amiens, Calais, diverses places en Champagne, et

vers l'est : Bourg, Grenoble, Embrun, Exilles, Sisteron, Saint-Tropez et Antibes. Au sud, Toulon, Marseille, Saint-Jean-de-Luz.

Enfin la marine, disparue complètement à la fin du XVI^e^ siècle, commençait à se relever, et la France allait de nouveau posséder une flotte, quand le roi mourut. On sait que l'année de sa mort, les forces assemblées pour une guerre éventuelle contre l'Autriche s'élevèrent jusqu'à plus de cent mille hommes, armée double de celle d'aucune autre puissance, et les canons et munitions amassés par Sully à l'Arsenal constituaient un approvisionnement formidable.

*
* *

Si attentif que fût le roi à maintenir efficace la défense du territoire et les moyens militaires d'action, les œuvres de la paix lui étaient trop à cœur, pour qu'il n'y consacrât point une sollicitude au moins égale. La paix religieuse, d'abord, qui était bien son ouvrage et dont il était si fort jaloux. Pour la perpétuer, il fallait que les nouvelles générations fussent nourries de cette culture solide, qui exclut le fanatisme et donne le goût des vertus profondes et mesurées du grand citoyen : seul moyen de chasser les notions inhumaines et détestables inculquées par les sectaires de toute secte, aux esprits faibles et mal équipés. Henry, quoi qu'on en ait dit, possédait les éléments d'une fort bonne culture. Sans être un érudit, il avait un goût robuste pour tels classiques demeurés bien vivants comme Plu-

tarque ou le César de la Guerre des Gaules. On connaît sa lettre à la reine en 1601 : « Vive Dieu ! vous ne m'auriez rien su mander qui me fût plus agréable que la nouvelle du plaisir de lectures qui vous a pris. Plutarque me sourit toujours d'une fraîche nouveauté ; l'aimer c'est m'aimer, car il a été l'instituteur de mon bas âge. Ma bonne mère, à qui je dois tout, et qui ne voulait pas, ce dit-elle, voir en son fils un illustre ignorant, me mit ce livre entre les mains... Il a été comme ma conscience, et m'a dicté à l'oreille beaucoup de bonnes honnêtetés et maximes excellentes pour la conduite et pour le gouvernement des affaires. »

Il fit donc de grands efforts pour le relèvement de l'instruction, rétablit l'enseignement par les professeurs royaux, et venait de fonder le collège royal de France lorsqu'il mourut. L'idée fut aussitôt abandonnée. Il réussit à créer l'Académie de chirurgie, le Jardin des Plantes de Montpellier et la première chaire de botanique en France, et transforma complètement la bibliothèque royale qu'il augmenta de celle de Catherine de Médicis, et rendit publique.

Outre la protection accordée aux lettrés et savants français, protection morale et matérielle qui atteignit presque tous les hommes de valeur de l'époque, Henry fit preuve de libéralité à l'égard de nombreux étrangers, et s'efforça d'attirer dans le royaume les plus illustres, comme Grotius et François de Sales.

Il est assez curieux de constater que sous le régime de cet homme d'autorité, et au sortir des

désordres civils les plus graves, la presse et le théâtre jouirent d'une liberté complète, sans qu'il en résultât d'inconvénient pour l'ordre public. La politique, la religion, les finances étaient les objets de discussions et de critiques dont on ne trouvera plus l'équivalent au siècle suivant. On allait poursuivre l'auteur de la « Description de l'île des Hermaphrodites », pamphlet cruel où certains seigneurs étaient reconnus. Henry s'y refusa, « faisant conscience de fascher un honneste homme pour avoir dit la vérité ». Les comédiens de l'Hôtel de Bourgogne donnèrent, en 1607, une farce où le roi était accusé d'avarice et les financiers vilipendés. Ceux-ci firent emprisonner les comédiens, mais le roi les fit relâcher.

Il donnait, par cette tolérance qui s'étendait fort loin, le véritable signe de la force, et la preuve qu'il n'avait rien à craindre au fond, et faisait confiance au sentiment profond de son peuple. Ce peuple — je parle moins de Paris, toujours prêt aux excès et de jugement peu assuré, que de l'ensemble de la nation française — ce peuple savait parfaitement ce que valait son roi, et même n'avait pas mis trop longtemps à s'en apercevoir. Il gardait le tout proche souvenir des souffrances et des désordres trop réels dont l'effort de Henry IV l'avait tiré. Si les pamphlétaires eussent été trop loin, c'est le peuple même qui eût mis le holà. Et d'ailleurs le roi avait les siens, qui ne manquaient pas de verve ; c'est seulement après lui que l'opposition, frondeuse, voltairienne ou révolutionnaire, aura le monopole de l'esprit contre le Pou-

voir toujours solennel et souvent ridicule. Mais comment demander, hélas, au fils d'Anne d'Autriche par exemple, de tolérer les libertés qu'exige l'esprit français, de s'en réjouir même ? C'est à de tels signes qu'on peut mesurer ce qui, après Henry IV, va séparer la France de ses rois.

Et puisque je viens de nommer le plus illustre, s'il faut ici le comparer à mon héros, je dirai que Louis XIV fut plus catholique que Henry IV, mais moins chrétien; plus absolu, mais moins fort ; plus flatté, mais moins aimé ; plus satisfait, mais moins gai ; plus infaillible, mais moins juste ; plus majestueux, mais moins vraiment royal.

*
* *

Ajouterons-nous à cette ébauche de l'œuvre du roi Henry à l'intérieur, le rappel de quelques-uns des lettrés qui illustrèrent le règne ? Ceux des gens de guerre et de gouvernement se trouvent semés un peu partout dans ce livre, selon les événements qui les rendirent célèbres. Et nous renoncerons à citer les savants, les architectes, les artistes. Mais l'érudition, le droit, la philosophie, l'histoire et la diplomatie eurent Casaubon, Scaliger, Pithou, Passerat, du Vair, du Perron, Pierre Charron, du Plessis-Mornay, d'Ossat, Jeannin, Pasquier, les mémoires de Sully, d'Aubigné, la Force, de Thou, l'Estoile, Cayet, Pierre Mathieu et Marguerite de Valois.

Le roman, outre d'Aubigné, eut Honoré d'Urfé ; la poésie de ce temps vit naître les œuvres de du

Bartas, de Malherbe, de Desportes, et enfin ce chef-d'œuvre : *les Tragiques*, où la langue prouve des ressources qu'elle va bientôt méconnaître et laisser en friche, pour mieux s'académiser.

Enfin, les lettres de Henry IV, celles surtout où passe un peu de l'ardeur qu'il apportait à ses actes, ne sont pas le moindre trésor littéraire que nous ait laissé son époque.

XI. — *ENCORE L'OUVRAGE*

Avant d'exposer les idées essentielles de Henry Quatre sur la réorganisation pacifique du monde chrétien, et pour suivre l'ordre même des faits, il nous faut dire quelques mots de l'état des relations extérieures de la France, des réformes apportées sous ce règne aux échanges normaux avec nos voisins, ainsi que des grandes entreprises commencées aux pays d'outre-mer.

Depuis le début des guerres de religion, et surtout depuis 1572, le commerce extérieur périclitait. Charles IX avait conclu avec l'Angleterre un traité désastreux, portant de grandes différences de traitement et de protection entre les Anglais en France et les Français en Angleterre. Non contente d'une situation ainsi favorisée, l'Amirauté anglaise persécuta nos commerçants et nos marins par toutes les voies possibles, y compris la piraterie qu'elle toléra ouvertement, et les choses empirèrent jusque vers l'an 1603. Sully agit alors directement auprès du roi Jacques Ier, et avec son assentiment, des entreprises de course répondirent aux actes des pirates. Enfin le roi, par des représailles calculées sur le commerce anglais des draps en France, obligea les intérêts anglais à céder

leurs privilèges exceptionnels. Le traité conclu par l'Ambassadeur Beaumont en 1606 établissait un régime équitable entre les commerçants et marins des deux pays, et rendait aux nôtres l'égalité de traitement, en même temps qu'un régime d'arbitrage et de juridiction commerciale s'établissait et qu'il était mis fin de part et d'autre au système des lettres de marque et des représailles.

Avec l'Espagne, après la paix de Vervins, la tâche fut plus difficile. Les Espagnols nous haïssaient alors, et par tous les moyens cherchaient à nuire. Henry ne voulait pas d'une rupture, et pourtant la force était le seul moyen de pression dont il disposât. De là des affaires épineuses, continuelles. D'abord, des représailles locales, l'aide apportée aux Hollandais dans leur résistance à Philippe II. Un droit de trente pour cent sur toutes les marchandises françaises, établi en 1603, fut rapporté en 1604 devant les menaces du roi.

Même politique difficile avec la Savoie, dont les officiers rançonnaient les navires marseillais se rendant en Italie. Avec le Sultan, pour maintenir le respect des Capitulations. D'autre part, nos relations de commerce se développèrent avec l'Allemagne et la Pologne, grâce à un traité conclu en 1604 avec la Ligue Hanséatique.

Aux Indes Orientales, les Anglais et les Hollandais avaient récemment pris pied, avec le système des Grandes Compagnies. En 1604, une Compagnie française, privilégiée pour quinze années, reçut des lettres patentes du roi.

Enfin, Henry IV fut le premier à établir des

rapports réguliers avec le Maroc. Son envoyé, Arnoult de l'Isle, visita en 1606 le Sultan Moulay Zeïdan, et un accueil amical se trouva préparé à nos marchands.

* * *

J'ai hâte d'en venir aux grands établissements français de l'Amérique du Nord, qui retinrent si fort l'attention du roi et auxquels il donna si continûment son appui. « Les entreprises, dit un historien, se succédèrent sous son règne (de 1598 à 1610) en aussi grand nombre que sous les cinq règnes précédents réunis ensemble, et elles se terminèrent par des établissements fixes, que la France n'avait pas su se donner jusqu'alors ».

Ces entreprises apparaissent d'une importance capitale si l'on mesure tout ce qui devait plus tard s'en épanouir. Un Français n'y peut songer sans une amère tristesse. Non tant à cause de la possession perdue de ces vastes territoires, dont l'occupation et la défense furent négligées par l'ignorance distraite des rois successeurs ; mais il est dur que tant d'intelligence et d'effort unis pour un plan si beau, soient presque tombés à l'oubli, et qu'une civilisation différente, venue d'ailleurs, puissante, mais si peu héritière de la nôtre, ait recouvert de son uniformité les pays où s'en allait peut-être refleurir librement la part la plus robuste et la plus fraîche de notre génie. Le dix-septième siècle allait fixer la Vieille France dans son moule exigeant, pointilleux et correct. Je ne puis me consoler qu'il

n'existe nulle part, sinon sur les très anciennes cartes géographiques, qui en deviennent si émouvantes, un grand morceau de continent où la vie recommence, et qui s'appelle la Nouvelle France.

Les voyages de Jacques Cartier, de Verazzano qui prit possession pour François Ier (mais platoniquement) de la côte entre la Géorgie et le cap Breton, de Villegagnon, et des fondateurs de la Caroline, n'avaient point laissé d'établissement, les pionniers n'étant plus soutenus ni secourus depuis la mort de l'amiral de Coligny. Vers 1583, Michel Hurault, chancelier de Navarre, eut la gloire de réveiller l'intérêt public sur ce sujet, en même temps qu'il traçait pour la première fois, avec Champlain et Marc Lescarbot, une doctrine française de la colonisation.

Hurault avait noté quels profits inépuisables les rois de Portugal et d'Espagne avaient tirés de leurs possessions. « Les Indes sont le seul nerf d'Espagne, disait-il. L'or de l'Inde est plus dangereux pour la France que le fer d'Espagne » Cet or, en effet, avait prolongé la guerre civile chez nous. Mais les nôtres se demandaient si l'or extrait des mines, par des indigènes réduits à l'esclavage, était bien la forme de richesse la plus désirable. « Des hommes scrupuleux, dit Lescarbot, mettent en doute si l'on pouvait justement occuper les terres de la Nouvelle France et en dépouiller les habitants. » Et plus loin : « Nous ne voudrions exterminer ces peuples ici, comme a fait l'Espagnol aux Indes. Car nous sommes en la loi de grâce et de pitié en laquelle notre Sauveur a dit : *Venez à moy*

vous tous qui estes travaillés et chargés, et je vous soulageray : et ne dit point je vous extermineray. Le sentiment public fut que les indigènes devaient jouir des mêmes libertés civiles que les Français établis parmi eux.

Il est vrai que pour beaucoup d'esprits — Sully entre autres — le seul intérêt certain des colonies était d'en tirer directement de l'or et des denrées de luxe. Mais on commençait à entrevoir les bénéfices bien plus vastes à obtenir d'un développement des richesses végétales et animales : les bois, le sucre, l'élevage, les pêcheries, les peaux, la laine, le coton, les graines. Lescarbot disait : « Les demandes ordinaires qu'on nous fait sont : Y a-t-il de trésors ? Y a-t-il des mines d'or et d'argent ? La plus belle mine que je sçache, c'est du blé et du vin avec la nourriture du bestail. Qui a ceci, a de l'argent... »

Ces idées étaient trop proches des tendances personnelles du roi Henry, et confirmaient trop bien ses espérances, pour qu'il n'y adhérât point aussitôt. Dès l'assemblée des notables à Rouen, c'est-à-dire dès qu'il fut dégagé de la tâche la plus pressante de pacification du royaume, il donna l'impulsion voulue.

En janvier 1598, un Breton, le marquis de la Roche, recevait une commission l'établissant « lieutenant-général au pays de Canada, Hochelaga, Terres-Neuves, Labrador, rivière de la Grande Baye (Saint-Laurent), Norembergue et terres adjacentes ». L'expédition fit naufrage, l'équipage resta cinq ans dans une île déserte, et La Roche, dans

une barque, emporté par la tempête, réussit par miracle à revenir en France.

Un Normand, Chauvin, lui succéda en 1599, obtint de grands profits de plusieurs voyages, mais chercha à tromper le roi, et mourut à temps pour éviter des poursuites.

En 1602, une entreprise beaucoup plus sérieuse fut conduite par le vieux commandeur de Chastes, gouverneur de Dieppe, qui voulut terminer sa vie en répandant le christianisme au loin, tout en servant son roi. La première expédition fut conduite par du Pont-Gravé, de Saint-Malo, et Samuel de Champlain, tous deux vétérans de la découverte. Le roi les avait nommés, les reçut et précisa leur mission. Il parla aux sauvages ramenés d'un précédent voyage, et qui allaient servir d'interprètes. En 1603, un traité d'alliance fut conclu avec les Algonquins et deux autres nations. Les voyageurs refirent la route de Jacques Cartier, explorèrent le Saint-Laurent et les régions voisines, et relevèrent méthodiquement tout ce qui devait servir aux établissements prochains. Champlain se rendit aussitôt auprès du roi. La mort du commandeur de Chastes étant survenue entre temps, Henry lui donna pour successeur le sieur de Monts. Les lettres patentes de 1603 et la déclaration du 6 février 1605 donnent toute l'étendue des plans du roi. La limite sud des possessions envisagées était le 40e degré de latitude, évitant ainsi les risques de conflit avec les Anglais qui commençaient à s'établir en Virginie. Le cours de la rivière des traites (plus tard l'Hudson), l'Acadie, le pays de

Norembergue et le Canada, étaient compris dans le territoire considéré. De Monts fut créé lieutenant-général et vice-amiral, avec des pouvoirs de vice-roi, et mission de faire peupler et cultiver les terres occupées. La compagnie eut le privilège de pelleteries et d'autres objets, laissant libres notamment les pêcheries. Le régime adopté était un fort habile compromis entre l'intérêt public et royal et l'intérêt privé des colons et des armateurs. Ces intérêts, au lieu de s'opposer comme le cas s'était produit jusqu'alors, devaient profiter ou périr cliter ensemble. Nous reconnaissons la politique réaliste.

Sully résistait fort, disant « qu'on ne retire jamais de grandes richesses des lieux situez au-dessus de quarante degrez ». Le roi agit malgré son opposition. De Monts partit en mars 1604 avec trois vaisseaux, fortement armés. Il eut à enrayer la contrebande qui déjà commençait. Il établit sa colonie à l'île de Sainte-Croix, y bâtit un fort, défricha et sema. Poutraincourt ramena en France les vaisseaux chargés de fourrures. Mais l'hiver fut cruel, et le scorbut tua trente-six hommes — la moitié de la colonie.

De Monts ne se laissa pas abattre. Au printemps, les secours étant venus, il transporta la colonie au Port-Royal, sur la côte d'Acadie. On construisit des maisons, et le second hiver ne coûta que six hommes. Des échanges suivis s'établirent avec les sauvages.

En 1606, De Monts revint avec de nouveaux colons ; retardé par mille obstacles, il arriva juste

au moment où du Pont, sans nouvelles, allait rembarquer les colons vers Terre-Neuve et l'Europe.

Poutraincourt établit un moulin à eau, et fit les premières récoltes, en même temps qu'on effectuait diverses explorations côtières, du 41e au delà du 45e degré. C'est la côte où s'élèveront plus tard New-York, Providence, Boston et Portland.

La première prospérité de la Compagnie provoqua en France de terribles jalousies. Les intérêts privés des rivaux se coalisèrent. Le ridicule s'en mêla aussi, et l'on s'égaya aux dépens de de Monts et de ses compagnons, chasseurs de chimères. Des efforts inouïs se dépensèrent pour obtenir le retrait du privilège de la Compagnie. Enfin, sous une pression quasi-unanime, le conseil du roi donna satisfaction au peuple des marchands, et la Compagnie, d'ailleurs en déficit après une mauvaise année, prit le parti de se dissoudre en 1607.

Poutraincourt, forcé d'abandonner le Port-Royal, le laissa à la garde du sagamore d'une tribu amie, et rapporta du moins assez de preuves pour confondre les adversaires de la colonisation.

Henry ne songea pas à abandonner ses plans. Il consola de Monts. Dès 1608, trois navires repartaient, chargés d'ouvriers avec leurs familles pour « commencer des républiques chrétiennes et françaises », comme on disait. Le Port-Royal fut repeuplé, et le 3 juillet, sur un emplacement admirable qu'il avait choisi quatre ans auparavant, Champlain fondait Québec.

Le privilège n'était même plus nécessaire, l'élan était donné. De Monts en 1609 constitua une Compagnie libre et trois navires partirent encore, avec des artisans, des laboureurs, des familles entières — et non des aventuriers, comme on s'imagine presque toujours. La paix régnait entre les tribus sauvages. Et en 1610, le sagamore auquel Poutraincourt, trois ans avant, confiait le Port-Royal, se faisait baptiser par son allié et ami français.

L'année suivante, Champlain découvrit les lacs Huron, Michigan, Supérieur et Ontario et en évalua fort exactement les dimensions. Mais lorsqu'il revint en France, comme il faisait périodiquement pour raconter ces choses au roi, « lequel les avait fort agréables », le roi Henry n'était plus.

Aujourd'hui le Port-Royal est devenu Annapolis dans la baie de Fundy. La Haive, fondée alors, s'appelle Halifax. La langue, et bien des coutumes à nous, sont restées vivaces dans la vallée du Saint-Laurent, mais le nom de la Nouvelle-France, rayé de la carte, n'est qu'un triste et glorieux souvenir.

*
* *

La grande politique étrangère de Henry IV, j'entends celle qui, débarrassée de la tâche urgente de délivrance du territoire, s'élève en toute hardiesse et liberté vers les fins les plus hautes, commence effectivement au lendemain de la paix de Vervins, en 1592.

Le dessin en est très pur et très simple, mais si vaste que beaucoup n'ont pas voulu y croire. Cette politique comportait un plan d'ensemble avec un objectif immense, réalisable pourtant, et des étapes progressives, à commencer par les plus immédiates. De sorte qu'on a souvent pris telle partie pour le tout, ou bien perdu de vue que le but à atteindre exigeait le concours, le consentement soit volontaire, soit forcé, de presque tous les éléments politiques de l'Europe. D'ailleurs ce but, clair pour un esprit d'intuition audacieuse, eût effrayé ou fait sourire la plupart des princes et de leurs conseillers. On a dit que les temps n'étaient pas mûrs pour une réussite. Les temps sont toujours mûrs pour qu'une idée juste enthousiasme un cerveau clair. Mais les crânes des hommes, et même des hommes d'Etat, vivant selon des habitudes plutôt que des réalités, sont lents à s'ouvrir.

Une grande idée naît le plus souvent par choc, par réaction, par protestation contre une autre, dont le penseur sent la fausseté en même temps que la ressource mal interprétée. C'est contre l'ambition de Monarchie universelle et d'extermination de toute dissidence religieuse ou politique, ambition nourrie par les princes de la Maison d'Autriche depuis Charles-Quint, que l'esprit à la fois pragmatique, libéral et réaliste du roi Henry Quatre conçut le plan d'une alliance, fédération ou république — les mots n'avaient pas alors de rigueur juridique bien définie — organisation des pays chrétiens demeurant pourtant souverains, pour maintenir entre eux la paix et protéger leurs liber-

tés contre les empiétements de l'un d'entre eux, ou les entreprises du monde non chrétien.

Il faut observer que Henry IV, si jaloux de l'intégrité du domaine français, ne souhaitait guère augmenter celui-ci par des acquisitions indéfinies. C'est après lui qu'on en viendra à regarder toute annexion comme un bien, tout élargissement des frontières comme désirable : illusion venue précisément de chez nos ennemis, illusion sur laquelle vécurent les Empires Centraux, et que les Français furent mal inspirés d'adopter, sous Louis XIV et Napoléon par exemple. Henry IV savait la différence de valeur entre une province normalement agrégée à la couronne, bien positif, et une possession arrachée par force ou par chance, au delà des limites raisonnables : bien négatif, qu'il faut ensuite s'épuiser à conserver, qui suscite la haine et provoque les coalitions. Il avait sous les yeux l'énormité menaçante et pourtant fragile de la Maison d'Autriche. Il avait vaincu ce monstre. Il n'était point tenté de construire, à telle enseigne, une France démesurée, — peut-être parce qu'il n'avait pas de sang autrichien dans les veines.

Puissance apparente ne le tentait point : il aimait la puissance réelle, et sachant, comme nous l'avons vu, faire donner à la paix tous les fruits qu'elle peut porter, il désirait par-dessus tout que la paix régnât, non seulement au royaume, mais autour du royaume. Une Europe déchirée, mi-opprimée, mi-conquérante, devait tôt ou tard entraîner la France dans un cycle de violence et de guerre. Or, grâce aux preuves de force qu'il avait fournies,

grâce au prestige acquis, à la prospérité retrouvée, aux alliances déjà formées, le roi Henry se trouvait en posture de faire triompher, par le vouloir bien dirigé d'une grosse majorité de l'Europe, un système international qui eût consacré la fin des excessives ambitions impériales et espagnoles, et rassuré chacun dans la libre possession de ses biens propres.

Cela, ce n'était point de l'utopie. C'était solidement servir la France, et par surcroît donner au monde un exemple royal qu'il n'avait encore jamais reçu. Il serait vain de vouloir peser si l'amour du pays, ou le désir d'accomplir une grande chose, ou certain zèle chrétien, fut l'élément décisif de ses résolutions. Qu'importe, et qu'avait-il besoin de le savoir lui-même, si tous ces mobiles lui dictaient la même action, et si le temps était venu d'agir ?

On a longtemps discuté de la part de Sully et de celle du roi, dans l'élaboration et le commencement d'exécution du Grand Dessein. Les deux hommes travaillaient en si étroite compagnie, qu'un tel partage est difficile à faire. Toutefois, ce que nous savons de la psychologie de l'un et de l'autre me semble suffisant pour rendre à chacun son dû. Je dirai que l'intuition première du projet est tout entière de Henry IV, et qu'il dut même apporter certaine hésitation à en faire part à son ministre, de crainte d'être rabroué pour le caractère lointain et hasardeux que devait présenter l'idée à l'origine. Mais comme la première étape — mise en échec de la Maison d'Autriche par un système

d'alliances ordinaires — coïncidait fort exactement avec les plans généraux de la politique extérieure française, tels qu'ils apparaissaient à tous les bons conseillers du roi à cette époque, Sully dut épouser sans peine les intentions du roi, et il s'entendait aussi bien et mieux que le roi lui-même à en assurer méthodiquement l'exécution. Il est probable qu'il fut tenté de mettre un frein aux espoirs enthousiastes du roi, qui voyait grand et sautait les obstacles. Il devait le ramener aux préparatifs concrets et, peu enclin aux vues désintéressées et générales, insister sur les bénéfices précis que le royaume tirerait de l'abaissement des Impériaux. Il devait répugner à regarder au delà ; tandis que son souverain portait sans cesse les yeux vers cette organisation future des nations. Tout le prouve : lettres, conversations, négociations, témoignages. Il me paraît, d'autre part, incroyable que Sully ait engendré seul le Grand Dessein — qui ne ressemble pas aux conceptions habituelles d'un esprit économe, rebelle aux projets lointains comme on l'a vu par maint exemple [1]. Il faudrait maintenant de bien fortes preuves pour altérer notre conviction : c'est bien Henry

1. L'étude serrée de M. Pfister sur ce sujet, si elle fait justice de certaines fantaisies historiques de Sully, me paraît conclure trop radicalement à la non-existence du dessein ailleurs qu'en l'imagination de celui-ci. Ecrivant en 1894, M. Pfister appelle encore « chimère » ce qui existe aujourd'hui, sous nos yeux, et il affirme que jamais ces chimères n'ont germé dans l'esprit positif de Henry IV. Mais son jugement porte sur l'ensemble du Dessein, et en ce sens il a raison. Le « Cinée » d'Emeric Crucy, Cruce ou Lacroix, paru en 1622, a dû piquer Sully d'émulation à formuler, peut-être à inventer après coup, maint détail du grand Dessein.

Quatre le père de cette toute première ébauche de la Société des Nations. Après lui, deux cents ans s'écouleront avant que l'idée soit reprise par des hommes d'Etat responsables — et ce ne sera encore que la Sainte-Alliance : mieux que rien, mais moins qu'il n'avait rêvé de faire.

* * *

Voici quels furent les jalons diplomatiques plantés entre 1598 et 1610, en vue de l'exécution du Grand Dessein, dont nous donnerons tout à l'heure une esquisse un peu plus poussée : aussi bien le résultat se dessina-t-il progressivement dans l'esprit du roi et de Sully, à mesure que progressait la préparation.

Nul ne se trouva exclu des alliances dont on tissait le réseau. Puissances catholiques et puissances protestantes y trouvèrent leur rôle.

Le roi se servit d'un très brillant corps de diplomates, dont Sully, Villeroy, Sillery étaient les esprits directeurs, et qu'il animait constamment de sa propre inspiration. Ce furent Beaumont en Angleterre, Jeannin, Bongars, Schomberg, de Vic, Caumartin en Suisse, Hongrie, Bohême et aux pays protestants du Nord, de Thou, d'Ossat, du Perron et le cardinal de Joyeuse auprès du Pape, du Savoyard et des Italiens.

Le résultat de dix ans d'efforts fut une vaste entente européenne qui groupait contre les Impériaux : l'Angleterre, les Pays-Bas, les Scandinaves, les princes protestants d'Allemagne, de Bohême

et de Hongrie ; contre les Espagnols : le Pape, Venise, la Toscane, les Suisses, la Savoie, et les sujets opprimés du roi Philippe, tels que les Navarrais et les Morisques de Valence.

Jamais la France n'avait possédé tant d'alliés. On calcule que leurs forces donnaient près de cent quarante mille combattants à joindre aux cent mille hommes que pouvait conduire le roi. Ce n'était point là une combinaison ordinaire. C'était déjà, en puissance, une force internationale, dont l'existence seule, après une première démonstration, eût suffi à prévenir toute agression particulière, par la disproportion des forces entre l'agresseur et cette masse irrésistible qu'il eût déclenchée contre lui. Le fondement réaliste d'une Société des Nations capable d'imposer la paix, était là. Il est toujours là, mais il est plus d'un homme politique, en 1926, qui ne s'en est pas encore avisé.

*
* *

Nous voici conduits à préciser brièvement en quoi eût consisté la matérialisation de ce Grand Dessein, dont Henry Quatre aurait voulu faire le couronnement de son règne.

Il est difficile de savoir exactement ce qui put être passé oralement, dès 1598, entre les ambassadeurs du roi et la reine Elisabeth, mais les Œconomies royales de Sully témoignent qu'en 1600[1], le Dessein existait, sans qu'il faille en conclure qu'il fût mûr, loin de là.

1. Et peut-être dès 1596.

Les idées cristallisées alors dans l'esprit du roi étaient : le désir de sécurité religieuse pour les cultes existants ; le désir de réunir le plus d'associés possible, pour assurer la stabilité internationale et mieux résister à des agressions isolées ; le désir de voir toutes les frontières bien définies, et tous différends réglés désormais par les voies du droit ; l'intention de donner exemple de bonne administration aux autres princes, pour prévenir les révoltes et guerres civiles ; le désir de voir se créer un Conseil des quinze Etats de la chrétienté d'Europe, Conseil dont le rôle eût été d'arbitrer les différends et prendre les résolutions communes, notamment en vue d'une action collective contre les Infidèles. Ce dernier point se justifiait par le danger que faisaient alors courir les Turcs aux pays de l'Est, et les marins barbaresques à tout le monde.

On voit qu'il n'était pas question d'intrusion dans les affaires intérieures, moins encore de bouleversement et de redistribution des territoires de l'Europe. La plupart des Etats demeurent exactement avec ce qu'ils possèdent, et leur forme actuelle de gouvernement, et c'est là qu'était l'idée réaliste, susceptible d'une matérialisation prochaine.

Sept ans se passent, pendant lesquels la trame se tisse. Entre temps, Henry a chargé Sully de creuser le Grand Dessein et de proposer des critiques et des modalités d'exécution. C'est un mémoire de Sully daté de 1607 qui jette le plus de lumière sur l'évolution alors subie par le Dessein, et sur la part des deux compères.

Oui, Sully a travaillé, mais par ordre. Il évoque sans doute avec un peu d'ironie, ces « si haute conceptions, si profondes méditations, et des seins tant magnifiques, qu'il n'est nullement estrange qu'un esprit si faible qu'est le mien, soit tardif à l'intelligence d'iceux, et encore plus à inventer des expédients et des moyens... expédients et moyens que plusieurs méditations m'ont fait conjecturer et imaginer estre propres pour en surmonter les empeschements que j'y avoys présupposez, dès le temps des premières ouvertures qu'il vous pleust de m'en faire. »

Sully avait donc résisté d'abord. Comme pour l'industrie de la soie. Comme pour les colonies d'Amérique. Son esprit était mal à l'aise dans les conceptions trop générales. Il y paraît fort bien dès qu'il dévoile « les conjectures et imaginations » auxquelles il s'est livré. Il a donc mis sur pied sans enthousiasme, une mécanique assez peu souple, et de réalisation déjà plus utopique. En vérité, le Grand Dessein a fait un pas en arrière. La souveraineté nationale, chose encore si difficile à approcher aujourd'hui, si chatouilleuse, a reçu de lourdes entorses. Voici tout un projet d'organisation législative commune, de remaniement de territoire pour obtenir des puissances égales, d'intrusion dans le gouvernement intérieur des Etats, d'interventions entre les princes et leurs sujets... Il faut rendre à Sully cette justice qu'il n'élucubra ces chimères qu'à contre-cœur.

Restait du moins, dégagée des modalités inapplicables, l'idée essentielle, permanente, de quinze

« dominations » chrétiennes associées. Les voici :

Six monarchies héréditaires : France, Espagne, Angleterre, Danemark, Suède, Savoie.

Six souverainetés électives : la Papauté, l'Empire, la Pologne, la Hongrie, la Bohême et Venise.

Trois Républiques : les Pays-Bas, la Suisse, et la confédération italique, qui eût réuni les Etats de Gênes, Lucques, Florence, Mantoue, Modène, Parme, Plaisance, etc.

Ainsi, par parenthèse, l'unité italienne et la résurrection de la Bohême étaient prévues dans ce projet.

La République Chrétienne, telle qu'elle sortait des cogitations de Sully, n'était autre chose qu'un Super-Etat. Or on sait que l'idée n'en est pas encore acceptable aujourd'hui. J'irai donc jusqu'à soupçonner qu'il voulait, non certes saboter le projet, mais en rejeter nettement l'espoir dans un avenir incertain. C'était infiniment plus honorable de sa part que si, par flatterie, il eût fait croire à Henry que l'exécution en serait facile, alors qu'il n'y croyait point lui-même, et ne s'en cachait guère : «... En la poursuite duquel dessein ayant toujours remarqué de très grandes difficultez, voire impossibilitez, etc... » « Quoique tous ces establissements de prime face semblent n'estre que pures chimères et imaginations, sans apparence d'aucune solidité en leur subsistance, si oseray-je assurer que si Vostre Majesté vit encore dix ans, dans les trois premiers desquels je ne doute point que vous n'ayez réduit toute la Maison d'Autriche dans le seul continent des Espagnes... » Voilà

ce qui est tangible et prochain, voilà ce qui l'intéresse.

Mais le roi, armé de patience, n'a pas lâché sa grandiose marotte, et Sully, en 1609, fait de nouveau allusion à « l'ordre qu'il estimait à propos d'estre observé pour l'establissement de cette grande et magnifique République très chrétienne, tousjours pacifique en elle-mesme, composée de tous les Estats et dominations de l'Europe qui font profession du nom de Christ. »

Ajouterons-nous, pour terminer, qu'il n'y a pas opposition entre le souci du roi et celui du grand ministre ? Le second, comme il convient, voit mieux le détail, la construction administrative le règlement à créer et à appliquer. Le roi s'enflamme sur quelques notions d'ensemble qu'il *sent* justes : émancipation des groupes opprimés, possibilité réelle d'établir une paix permanente entre des puissances qui la désirent pour la plupart, et une fois associées, seraient assez fortes pour l'imposer. Il nous paraît fort probable qu'au fur et à mesure de l'exécution, les vues du roi et de Sully se fussent rapprochées et fondues, comme il arriva tant de fois, chacune apportant loyalement sa part de génie à l'œuvre commune. La Société des Nations européennes eût été fondée alors, s'appuyant sur le prestige d'un grand prince victorieux, et bientôt sur l'intérêt évident des peuples et des Etats, rompant avec l'illusion d'une unité spirituelle imposée par le conformisme temporel, illusion à laquelle retourneront tous les esprits orgueilleux et vulgaires, et que dédaignent

les sages, et les chefs vraiment forts. Même si le premier essai avait heurté des difficultés trop graves, l'idée se fût affirmée, *les princes y eussent réfléchi*, ce qu'ils négligèrent de faire.

Et peut-être le XVII^e^, le XVIII^e^, le XIX^e^ et le XX^e^ siècles eussent-ils connu moins d'anachronismes désastreux, moins de guerres entreprises faute d'imagination, ou d'un exemple du moyen de les éviter ; peut-être aurions-nous, tous tant que nous sommes, gâché moins de sang.

XII. — *LA MORT*

Le roi Henry, dans son Louvre, pense aux tâches nombreuses qu'il s'est données. Le temps de la jeunesse bondissante est passé, le cycle des guerres épiques s'est refermé sur une paix triomphale. L'ardeur n'est point abattue en lui, mais la joie insouciante l'a quitté depuis la mort de Gabrielle. « Infelix felicitas » est la devise qu'attache à son nom un poète du temps. Sa vraie maîtresse à présent, c'est la France. Il vit entre deux femmes qui ne le rendent point heureux : l'une bête et acariâtre, l'autre méchante et fausse, la reine et la nouvelle favorite, Marie de Médicis et Henriette de Balzac d'Entraigues, devenue marquise de Verneuil. Désormais c'est le métier de roi qui lui importe, et le récompense. Les querelles de ces deux femmes, à quoi bon les raconter ? Henry voudrait les ignorer. Il est lié à la reine, parce qu'il lui faut des fils légitimes, une cour, et il aimerait tant la vie familiale qu'il arrive à se leurrer de quelques illusions. Il est lié à sa maîtresse parce qu'elle a un joli corps, et beaucoup d'esprit, et par tous les artifices d'une jeune coquette à l'égard d'un amant qu'elle n'aime pas. Il juge tout cela. Il a du moins la conscience

en repos : les affaires du royaume échapperont jusqu'au bout à l'influence d'une épouse ou d'une favorite, et s'il était tenté de subordonner à des caprices féminins le bien public, Sully, et d'autres au besoin, se chargeraient vite des remontrances nécessaires.

Si les affaires régulières ne suffisaient pas à retenir ses pensées, les complots et les intrigues des ambitieux et des ingrats lui donneraient assez d'occupation. D'abord la maladroite conspiration de Joinville, puis celle, bien plus redoutable, des Entraigues, où figure la favorite et son demi-frère le comte d'Auvergne [1], bâtard de Charles IX. Les coupables furent condamnés à mort, puis graciés (1605). Ensuite, agitation de quelques seigneurs huguenots du Midi pour venger la mort de Biron, et attitude rebelle prise par le duc de Bouillon à Sedan.

Henry rassura les Calvinistes, soumit facilement les velléités de révolte, et marcha avec cinquante pièces d'artillerie contre Bouillon, qui capitula, terrorisé, et obtint son pardon.

En même temps que les complots, il fallait compter avec les attentats. Jacques Clément le régicide avait été trop hautement glorifié par les prédicateurs de la Ligue, pour qu'il n'en restât pas quelque encouragement, dont les fanatiques allaient nourrir leurs stupides projets. Après Barrière, ce furent Jean Châtel qui réussit presque, les deux Guédon, Pierre Ouin, les deux jaco-

1. Tous deux étaient les enfants de Marie Touchet.

bins de Gand, payés par l'Espagne, Langlois, capucin de Toul, Nicole Mignon, les assassins de Bordeaux (1603)...

Il est à remarquer que tous les attentats cessèrent après la réconciliation du roi et des Jésuites, et le rappel de ceux-ci en 1604. Ce qui est certain, c'est que le désir de calmer les passions des fanatiques fut l'un des mobiles de ce rappel, signe d'oubli des offenses passées.

* * *

Mais il ne faudrait point cependant que l'on se fît de l'existence du roi Henry, même à cette époque, une image trop lugubre. Le Béarnais, même touché durement par la vie, restait lui-même, et sa virile gaîté n'avait point disparu. Il la répandait sur ses fidèles, et sur les visiteurs de marque envoyés vers lui par l'étranger. Témoin cette mémorable entrée des délégués suisses, que nous trouvons tout au long dans le journal de l'Estoile, et que je ne résisterai pas au plaisir de transcrire presque en entier :

« ... Le lundi 14, sur les quatre heures après-midi, arrivèrent par la porte Saint Antoine, les délégués des cantons des Suisses et de leurs associés, en nombre d'environ deux cents chevaux, lesquels venaient renouveler l'alliance qu'ils ont avec la couronne de France. Ils avaient dîné à Conflans au logis de Monsieur de Villeroy, où ledit seigneur les avait traités magnifiquement, et récréés d'une musique singulière et excellente.

« Le mercredi 16, sur les deux heures après midi, les Suisses vinrent au Louvre, bien accompagnés, faire la révérence à Sa Majesté.

« L'ordre observé en cette cérémonie fut tel :

« La grande salle du Louvre était garnie de deux rangs d'Ecossais en haye, et chaque degré de l'escalier semblablement garni de deux rangs d'archers ; et tout le dehors, jusque vers la rue Saint-Honoré, des compagnies du régiment des Gardes.

« Le duc d'Aiguillon, accompagné d'une belle troupe de gentilshommes, alla quérir lesdits Suisses jusques à leurs logis, où ils étaient retirés après avoir dîné chez M. le Chancelier, et les amena jusqu'à la porte du Louvre, où ils furent reçus par M. de Montpensier qui les y attendait fort bien accompagné, et les conduisit jusqu'à la montée du grand escalier. M. le comte de Soissons se présenta pour les y recevoir, et les mena jusqu'en l'antichambre du Roy, où était M. le Prince de Condé, qui les conduisit au Roy séant en une chaire : la majesté duquel était magnifiquement et somptueusement habillée, et plus qu'on ne l'avait jamais vue ; une aigrette tout de diamants à son chapeau, qui était blanche et noire, de prix inestimable, avec l'écharpe de même, toute couverte de diamants.

« Les voyant entrer, Sa Majesté se leva, leur ôta le chapeau puis se rassit, et s'étant couvert ils lui vinrent faire la révérence, lui baisèrent une main que Sa Majesté tenait tout au long de sa cuisse ; et de l'autre les embrassa les uns après les autres, la leur mettant sur l'épaule.

« Sagher, avoyer de Berne, porta la parole pour tous les autres ; et après avoir fait sa harangue en son langage, M. de Vic l'interpréta au Roy, qui leur fit par lui-même une briève et très-jolie réponse, dont ils se montrèrent aises et contents à merveille, attribuant à une très grande faveur tant de caresses et privautés, dont Sa Majesté usa en leur endroit.

« La plupart desdits Suisses étaient fort en point, tous habillés de veloux, portant chaînes d'or au col. Au surplus, beaux hommes, forts, et qui avoient bonne trogne, et les faces cramoisies. Sur quoi il y eut quelqu'un qui, les voyant entrer avec si bon minois et visage en la chambre du Roy, fit par plaisir sur l'heure le quatrain suivant :

Voyant passer ces gens étranges
Au teint vermeil et aux gros culs,
Je pensais voir maints dieux Baccus
Qui viennent de faire vendanges

« Le jeudi 17, ils se transportèrent à Saint-Germain pour saluer M. le Dauphin, qui les y festoya tous fort magnifiquement [1].

« Les jours suivants ils furent aussi festoyés par M. le comte de Soissons, messieurs de la ville, et autres prélats et seigneurs. Il n'y eut que le cardinal de Gondi qui s'en excusa, sur le mécontentement qu'en pourrait concevoir Sa Sainteté si elle le sçavait, pour ce que beaucoup d'entr'eux étaient hérétiques. Ce que le Roy ayant entendu, s'en mocqua.

1. Il était âgé d'un an.

« Le samedi 19, furent tendues en l'église de Notre-Dame les belles tapisseries de Saint-Merry, et ce dedans la nef de tous les deux côtés. Le chœur fut aussi tendu de riches tapisseries de soye, toutes relevées d'or et d'argent, avec quantité de tapis velus de Turquie pour mettre sous les pieds, et d'autres fleurdelisés qu'on mit sur tous les sièges... »

A la suite de la messe à Notre-Dame, eut lieu la cérémonie de renouvellement du Serment d'alliance, sur les Evangiles.

« Après toutes ces solennités, continue l'Estoile, la musique, les orgues et les instruments sonnèrent un fort long temps, et oyait-on en même temps les canons de M. de Rosni qui tonnaient de l'Arsenal.

« Entre une et deux heures après midi, le Roy s'en alla à l'évêché accompagné des Suisses, lesquels il festoya très magnifiquement. Sa Majesté dîna en une chambre avec la Reine, et les Suisses en la grande salle. Monseigneur le prince de Condé se mit au haut bout, puis M. le comte de Soissons, M. de Montpensier ; après suivaient le connétable, d'Aiguillon, Joinville, le comte d'Auvergne, de Sommerive, de Montbazon, de Vicq, ayant chacun un Suisse vis-à-vis d'eux de l'autre côté de la table, selon leur ordre et dignité. Il y eut force tambours, fiffres, et instruments de musique, qui sonnèrent pour réjouir la compagnie ; et fut largement bu à la santé du Roy, après à celle de la Reine, tiercement à celle de M. le Dauphin. puis à celle de l'alliance à ce qu'elle durât à jamais ;

à l'heureux accouchement de la Reine, et de suite à plusieurs autres.

« Après que Sa Majesté eut dîné, elle vint dans cette grande salle, fort bien accompagnée, et se faisant apporter un verre de vin, but à tous ses compères, lesquels en même temps lui firent tous raison ; et voulut aussi que les cardinaux de Gondi et de Joyeuse bussent semblablement. Quoi fait, Sa Majesté se retira pour les laisser achever leur dîner. La Reine y vint aussi jusques à la porte, et les regarda longtemps s'escarmoucher à coups de verres.

« ... Il y en avait un entre les dits Suisses qu'on disait qu'il portait son ventre en écharpe, et buvait demi-muid de vin par jour.

« Il y en avait un autre que l'on appelait le colonel Hay, qui avait près de cent ans, marchait tout courbé, habillé en pantalon ; auquel le Roy prenait plaisir d'en faire conter, pour ce qu'il se disoit du règne du roi Louis XII, et s'être trouvé à la journée de Pavie, où le roi François Ier avait été pris.

« Sur les six heures du soir, messieurs les Suisses ayant été à table jusqu'à cinq heures seulement, se retirèrent en leurs logis tout doucement, bien contents, saouls, et traités ; et lors on ouit encore ronfler l'artillerie à l'Arsenal... »

*
* *

Si rapidement que nous franchissions les épisodes amoureux des dernières années, il faut pourtant

nous arrêter au dernier de tous : la passion cruelle, irrésistible que le roi ressentit pour Charlotte de Condé, qui était la femme la plus ravissante de l'Europe, et qu'il ne posséda point.

Fille du connétable de Montmorency, elle avait quinze ans lorsqu'il la vit pour la première fois dans un ballet où elle figurait une nymphe de Diane, et feignit de frapper le roi d'une flèche. Il eut le cœur traversé, sinon par l'innocente flèche, du moins par le regard de Mademoiselle de Montmorency. Promise d'abord en mariage à Bassompierre, puis mariée au taciturne prince de Condé, Charlotte fut l'objet d'un désir croissant, dévastatateur comme les grandes épreuves envoyées par les dieux. La santé même du roi fut compromise. Après des entreprises déjouées, des déguisements, des querelles avec Condé, où Henry perd la mesure, le prince prend le parti de s'enfuir avec sa jeune femme aux Pays-Bas espagnols, ce qui provoque d'indicibles fureurs chez Henry IV. Romanesque impénitent, il prend pour confident Malherbe, et leurs deux lyres se font écho. Le roi souffre le martyre, et pourtant il se reconnaît à cette jeunesse nouvelle qui brûle dans ses veines. Charlotte de Condé, dans son refuge — ou sa prison — de Bruxelles, n'est pas insensible à l'orgueil d'être aimée du plus grand des rois, qu'elle appelle dans ses lettres « mon cher chevalier » et « mon tout ». Le roi écrit : « Je n'ai plus que la peau sur les os. Tout me déplaît, je fuis les compagnies, et si, pour observer le droit des gens, je me laisse mener en quelque assemblée, au lieu de me réjouir, elles

achèvent de me tuer ». Le vieux connétable s'en mêle, demandant la séparation et le retour de sa fille, d'accord avec elle. Sa lettre est du 9 mai 1610. Cinq jours plus tard, la mort de Henry IV devait terminer l'aventure royale de Charlotte.

Ce fut peut-être en souvenir du héros dont elle avait attendu les caresses, que dix ans plus tard elle mit au monde le Grand Condé.

La dernière passion de Henry IV fut contemporaine des préparatifs de guerre contre l'Autriche. On a voulu établir là des rapports de cause à effet, et l'on a dit que les vastes plans élaborés en réalité depuis douze ans, et le grand dessein lui-même, étaient nés du caprice d'un vieux roi pour une petite princesse qu'on voulait mettre hors de sa portée. Outre la réfutation trop facile à établir par les dates des alliances successives, et les longs préparatifs tendant tous au même but, il suffit d'observer que la guerre européenne était un moyen bien indirect et inefficace pour faire rentrer à Paris une femme éloignée du Louvre par la jalousie de son mari. Henry avait plus de sens du réel, et plus d'impatience, et c'est par des moyens autrement pressants et directs — un enlèvement par exemple, suivi de l'annulation du mariage — qu'il se proposait de reconquérir « ses belles amours ».

*
* *

En réalité, les plans politiques du roi étaient arrivés à maturité. Le faisceau des alliances, nous l'avons vu, constituait une force colossale, et cette

force allait se mettre en mouvement pour délivrer les nations moyennes et petites de l'Europe entière du cauchemar espagnol et impérial, qui pesait sur toutes.

En 1610, le monde se trouve en présence de la coalition de fait. La Maison d'Autriche, ayant à sa tête deux souverains très médiocres, l'empereur Rodolphe et le roi d'Espagne Philippe III, servis par des ministres de second ordre, se voit inquiétée à l'intérieur par la division entre l'empereur et son frère Mathias, par l'union menaçante des Etats de Bohême et de Silésie, par l'exaspération des Morisques d'Espagne, opprimés et déportés, et par mille autres signes précurseurs de ruine.

Contre elle, vont s'ébranler :

En Italie, 60.000 hommes et 46 canons, avec Lesdiguières, les Français, les troupes du pape, de Savoie et de Venise soudoyées par la France.

Vers l'Espagne, deux armées de 25.000 hommes chacune, aux deux extrémités des Pyrénées, la première sous les ordres du duc de la Force, créé maréchal le 13 mai.

Contre la branche allemande, et en commençant par l'expédition de Juliers qui était l'occasion de la guerre, et devait être suivie par une expédition aux Pays-Bas espagnols, s'avancent : une armée de 25.000 Français et 12.000 Suisses et lansquenets, sous les ordres du roi ; les trois armées, ensemble 28.000 hommes, d'Angleterre, de Suède et de Danemark ; les 35.000 hommes des princes protestants d'Allemagne, les 14.000 hommes fournis par les Provinces-Unies, et les

14.000 protestants de Hongrie, de Bohême et d'Autriche.

Au total, une masse de 238.000 soldats, avec 200 canons. Les Français y figurent pour un peu plus des deux cinquièmes. Le trésor de guerre des coalisés dépasse cent cinquante millions de livres.

Nous avons déployé ces chiffres pour montrer qu'il ne s'agissait pas là d'une guerre ordinaire, d'un lancer de dés, mais d'une entreprise qui, selon toutes les prévisions humaines, ne pouvait manquer de réussir. C'était déjà — mais le roi était presque seul à en avoir conscience, et confusément encore — l'opération d'ensemble effectuée par la presque unanimité de l'Europe pour abaisser une puissance aux prétentions intolérables. L'opinion publique était partout en faveur des coalisés, même en pays impérial. Après une victoire, les Impériaux eussent paru comme les dissidents d'une Europe unie. Lorsque cette grande force internationale se fut révélée, que la nouvelle en courut et que la chose éclata au jour, ceux qui voyaient clair purent comprendre que, sous leurs yeux, l'Europe commençait d'exister.

Quant à la France, les récompenses qu'elle attendait de la victoire n'étaient point de la nature d'acquisitions folles et démesurées. Veut-on savoir ce qu'elle recevrait, d'accord avec ses alliés ? La Lorraine rattachée au royaume, la Savoie et Nice que le duc cédait en échange des riches possessions espagnoles du Milanais, le Roussillon et l'Artois, c'est-à-dire à peu près les frontières actuelles et les limites géographiques. Au-delà, elle ne rece-

vait que Namur et le Luxembourg, mais, par contre, s'arrêtait encore aux Vosges. Est-ce là le plan de conquêtes d'un mégalomane ? C'était le vouloir raisonnable, rassurant pour tous, d'un homme qui savait assez bien où commence, où finit la France. Son exemple eût proposé aux Etats une nouvelle conception réaliste du succès, notion qui manque même aujourd'hui, où une fausse idée de grandeur prévaut encore, et empêche de croître l'éthique nécessaire.

*
* *

C'est le 19 mai 1610 que le roi quittera Paris pour se mettre à la tête de l'armée de Champagne.

Le 14, il va voir Sully à l'Arsenal. En route, son carrosse doit ralentir, rue de la Ferronnerie, devant la boutique à l'enseigne du « Cœur couronné percé d'une flèche ». Les rideaux du carrosse sont ouverts. On voit le roi causer avec M. d'Epernon, qui est à sa droite, et appuyer sa main gauche sur l'épaule de M. de Montbazon. Un homme s'approche derrière le carrosse, se jette sur le roi et le frappe de deux coups de couteau dans le côté gauche. Le roi sursaute, et comme ses voisins n'ont pas vu le coup et s'inquiètent, il fait : « Ce n'est rien, ce n'est rien », par deux fois, mais la dernière il le dit si bas qu'on ne le put entendre. Ramené au Louvre, il rouvrit encore une fois les yeux, puis tout fut fini.

*
* *

Tout fut fini.

Qu'importe maintenant ce qui se passe autour du cadavre royal ! Qu'importe l'assassin Ravaillac, ses mobiles, son procès, son supplice... Il paraît bien que toute instigation politique directe fut étrangère au meurtre. On a accusé l'Autriche, l'Espagne, Marie de Médicis, d'Epernon, Henriette d'Entraigues. Mais Ravaillac semble n'avoir été qu'un disciple attardé de la grande école du régicide théologique. Il était nourri de cette lecture (douze livres signés des Jésuites, entre 1590 et 1607, faisaient l'apologie de l'attentat contre les rois insoumis à l'Eglise). Ravaillac voulait d'abord persuader le roi de convertir par force tous les hérétiques. Le tuer, s'il ne pouvait le persuader. Il renonça au projet une première fois, brisa la pointe de son couteau, et se remit en route vers sa province. Il crut alors, par des rumeurs publiques, que Henry IV allait faire la guerre au pape. Il refit la pointe du couteau sur une borne du chemin et rentra dans Paris.

Ravaillac fut écartelé en place de Grève. Les Parisiens voulaient eux-mêmes le déchirer. Mais c'étaient les mêmes Parisiens qui, vingt ans plus tôt, couraient aux sermons régicides de la Ligue...

*
* *

Dans le pays entier, la nouvelle funèbre s'abattit comme un seul grand coup de tonnerre. Une désolation vraie s'empara de ce peuple, vraie comme tout ce qui touche au roi Henry. C'était le pressentiment des souffrances qui allaient recommencer, de la sécurité perdue. Les gens des villages s'amassaient en troupes sur les grands chemins, hagards, les bras croisés, pour entendre confirmer la nouvelle. Quand ils en étaient assurés, on les voyait « se débander comme des brebis sans pasteur », pleurant à travers les champs. Le brave de Vic, gouverneur de Calais, mourut de chagrin. Et les hommes disaient à leurs enfants : « Que deviendrez-vous ? vous avez perdu votre père ». Chacun sentait fuir cette assurance à laquelle on s'était habitué déjà, et resurgir les spectres des abus, des tyrannies, des invasions. La France avait goûté à une vie nouvelle, et l'Europe eût pris pour modèle non seulement l'étiquette et les modes de Paris, mais la prospérité puissante d'un pays réconcilié avec sa destinée. La confusion allait reprendre.

Le XVII^e^ siècle français, où vont fleurir malgré tout des formes incomparables, sera faussé, empoisonné par l'abandon entier des principes et des méthodes de Henry IV sous les rois successeurs. A un pouvoir paternel, robuste et souple, on substituera l'esprit cruel, peureux, crasseux du conformisme à outrance. On enfermera les belles

franchises de la langue dans des contraintes devant lesquelles deux siècles se pâmeront, et dont certaines au moins furent au génie français ce que les baleines de corset furent aux corps des jeunes filles, dans le même temps. La France elle-même, ses maîtres vont la traîner de gloire en gloire, de périls en désastres, sans prendre le temps de la connaître et de lui tracer une destinée à sa ressemblance. Toujours s'agrandir, briller, négliger l'essentiel, tout risquer pour l'accessoire, — et puis racheter la mise à force de sang et de peines. Nul maître de la France n'a vécu avec elle comme Henry de Navarre, écoutant battre son cœur, haïssant ses souffrances, voyant clair dans son âme.

Je ne puis croire que le rôle de ce prince soit terminé, que ses avis ne nous soient encore d'un vrai secours, dans notre conduite nationale et pour notre gouverne à chacun. Ah, que l'eussent fait rire les dénominations entre lesquelles nous ergotons ! Nos groupes politiques et nos sous-groupes, et jusqu'aux importantes doctrines qui se prennent pour fin, et accaparent nos dévouements pour engraisser le néant. Il se fût moqué de nos partis. Il eût été partisan de conserver ce qui est vivant, de brûler ce qui est pourri, et de libérer ce qui veut vivre. Il eût pressé chacun de dire ce qu'il voulait, sans oublier de respirer toutefois. Il eût ainsi fait taire, d'emblée, les trois quarts des politiciens pour ce qu'ils ne savent point ce qu'ils veulent, et aussi le quatrième quart, qui est de ceux qui ne s'arrêtent jamais pour respirer. Et l'on aurait entendu la voix des bons conseillers.

*
* *

Ce sont là des rêveries. Mais arrivé au bout de cette histoire, je ne puis me détacher du héros que j'ai suivi. Je suis l'un de ceux qui attendent sur la route nocturne, pour entendre confirmer sa mort à laquelle ils ne veulent point croire. Je communie avec ce peuple qui lui reste fidèle, qui continue de le regretter à travers les siècles, les famines, les oppressions, les enfers, et qui, en vérité, est moins malheureux parce que Henry Quatre a existé.

J'entends les vieux et les enfants, et tous ces hommes de bonne volonté, ceux des fermes, ceux des chaumières, ceux des huttes :

« Sire, vous nous donnerez conseil encore ?... Notre ami, vous veillerez encore avec nous ?... Père, vous ne nous quitterez pas tout à fait ? »

TABLE

Premier Livre

1572-1589

PORTRAIT ET AVENTURES DE HENRY, AU TEMPS QU'IL FUT ROI DE NAVARRE.

I. — *Fiançailles*

Henry de Navarre traverse en juin la campagne, pour aller épouser la sœur du roi de France. — Comment sa mère l'avait préparé au métier de prince, et des nouvelles qu'il reçut à Chauny en Poitou 11

II. — *Captivité*

Les Huguenots sont massacrés à Paris. — Henry est gardé au Louvre, et sa vie bien menacée par les petites phioles de Madame Catherine. — Les frères sinistres, et Charlotte de Sauves. — Méditations royales. — L'évasion vers Gascogne. 26

III. — *Un Prince du Sud*

La cour de Nérac. — Naissance de la Ligue. — La guerre des Amoureux, et la mort de Monsieur. 48

IV. — *L'Ecole de la Victoire*

Les foudres de Sixte-Quint. — La journée de Coutras, et les étendards portés chez Corysande. — Henri III entre Guise et Navarre. — Le royaume à l'agonie 65

Deuxième Livre

1589-1598

CHRONIQUES DU ROI DE FRANCE, AU TEMPS DE LA GRANDE CONQUÊTE.

V. — *La Crise*

La tranchée d'Arques, où recommence le Royaume 83

VI. — *La Grande Epoque*

Efforts et rétablissements militaires, diplomatiques et religieux. — Le panache blanc à Ivry ; la blessure à Aumale. — Alexandre Farnèse, duc de Parme 98

VII. — *Te Deum*

Les Etats de la Ligue ; le sort de la France et la mode à Paris. — La conversion du Roi. — Pamphlets et attentats. — Le sacre. — La reddition de Paris et le retour de l'ordre..... 113

VIII. — *Conquête de la Paix*

L'incendie qui s'éteint. — La charge à Fontaine-Française. — Les Etats de Rouen et le siège d'Amiens. — L'Edit de Nantes. — Le traité de Vervins et la publication de la Paix..... 127

Tiers Livre

1598-1610

LES ANNÉES PACIFIQUES DU ROI HENRY.

IX. — *Le Cœur abîmé*

Henry et Gabrielle ; espoir d'une dynastie nationale. Mort de Gabrielle. — La guerre de Savoie. — Le mauvais mariage. — Henry s'enferme dans son métier..... 136

X. — *L'Ouvrage*

Le royaume refait. — Les finances redressées. — Les ponts rebâtis. — Fastes du règne de Henry le Grand 159

XI. — *Encore l'Ouvrage*

La paix extérieure et le commerce. — Les entreprises d'outre-mer. — Le Grand Dessein..... 176

XII. — *La Mort*

Dernières années de labeur. — Le couteau de Ravaillac. — Les tristes auspices du XVII^e^ siècle. — L'héritage vivant du roi Henry..... 196

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 26 JANVIER 1927
PAR F. PAILLART A
ABBEVILLE (SOMME)

DANS LA MÊME COLLECTION

Déjà parus : LA VIE DE

FRANZ LISZT
par Guy de Pourtalès

LAZARE HOCHE
par Georges Girard

TALLEYRAND
par Jacques Sindral

MONTAIGNE
par Jean Prévost

En préparation : LA VIE DE

BEN JONSON
par Marcel Achard

CAZOTTE
par Roger Allard

LAW
par René Bizet

PHILIPPE II
par Jean Cassou

DICKENS
par G. K. Chesterton

BROWNING
par G. K. Chesterton

CORBETT
par G. K. Chesterton

MOZART
par J. Cocteau et L. Laloy

MAZARIN
Par Benjamin Crémieux

MICHELET
par Paul Desjardins

MARC-AURÈLE
par Drieu la Rochelle

MOLIÈRE
par Ramon Fernandez

Mme DE LA FAYETTE
par Ramon Fernandez

MOISE
par Edmond Fleg

MATHURIN RÉGNIER
par Fernand Fleuret

LADY HAMILTON
par François Fosca

STENDHAL
par Paul Hazard

MARQUIS DE SADE
par Maurice Heine

MARÉCHAL DE RICHELIEU
par Robert Honnert
et Marcel Augagneur

BARON LOUIS
par C. J. Gignoux

LERMONTOFF
par J. Kessel

LOUISE DE LA VALLIÈRE
par Jacques de Lacretelle

JEAN RACINE
par Jacques de Lacretelle

SAVAGE LANDOR
par Valery Larbaud

CYRANO DE BERGERAC
par Louis-Raymond Lefèvre

A. DE VIGNY
par François Le Grix

RIVAROL
par Eugène Marsan

LA ROCHEFOUCAULD
par L. Martin-Chauffier

DENIS DIDEROT
par Maurice Martin du Gard

DISRAELI
par André Maurois

ALCIBIADE
par Mario Meunier

VERCINGÉTORIX
par Henri Pourrat

CHOPIN
par Guy de Pourtalès

LULLI
par Henry Prunières

CHARLES-QUINT
par Lucien Romier

POUCHKINE
par B. de Schloezer
et J. Puterman

BISMARCK
par Georges Suarez

DESCARTES
par Paul Valéry

COLBERT
par Jean Variot

Date Due

DEC 6 '81

APR 1 1970

52625

DC122
.8
.L2

ST. [illegible] COLLEGE
DC122.8 .L2
[illegible]nux, Pierre C[illegible]a vie de Henri IV, pa[illegible]erre d
3 0111 00138 4741